



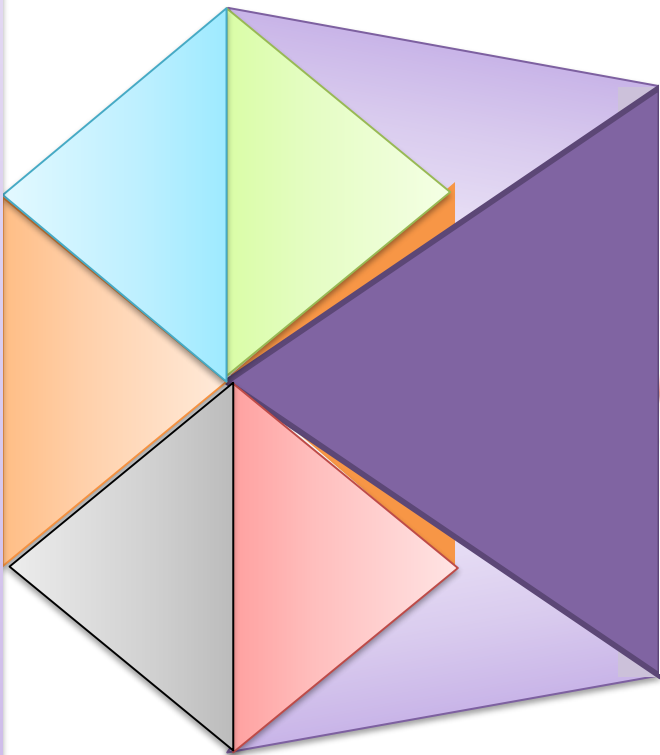
CALEC

الشبكة الجزائرية للاقتصاد التدويري
Algerian Circular Economy Network
Réseau Algérien d'Économie Circulaire

Réseau Algérien d'Économie Circulaire

Egalité des genres

dans la préservation de l'environnement,
économie verte et développement durable



EDITION

CALEC, Réseau Algérien d'Économie Circulaire

genre
en ACTION

Egalité des genres dans la préservation de l'environnement, économie verte et développement durable

EDITION

CALEC, Réseau Algérien d'Economie Circulaire

Faculté de Technologie - Université M'Hamed BOUGARA

Cité Frantz Fanon-Boumer dès- 35000 – Boumerdes - Algerie

calec@univ-boumerdes

calec.boumerdes@gmail.com

PREFACE

Les questions de genre aujourd'hui font de plus en plus partie des occupations de développement durable. La prise en compte de la femme constitue un souci majeur dans la prise de décision par les institutions concernées.

Plusieurs initiatives globales et locales ont été entreprises dans plusieurs domaines (forêts, énergie, environnement...) pour garantir une gestion équitable des ressources et un développement durable de la planète.

L'état des lieux nous amène à s'interroger sur ce que l'on peut gagner ou perdre si l'approche genre est intégrée dans ces initiatives de développement.

C'est dans ce cadre que l'UNESCO, par le biais, de la Commission nationale algérienne pour l'éducation, la science et la culture, a apporté son soutien morale et financier à *l'Association Nationale d'Eco conception, Analyse de Cycle de Vie et Développement Durable* (ANEADD) pour l'organisation de la conférence nationale sur le thème : « *Égalité des genres dans la préservation de l'environnement, économie verte et développement durable* », du 18 au 19 Janvier 2022 à Boumerdes.

Lors de cette rencontre, cinq questions ont été soumises à la réflexion des participants :

- Les inégalités de genre sont-elles néfastes pour l'environnement ?
- La dégradation environnementale favorise-t-elle les inégalités entre les sexes ?
- Peut-on parler de féminisme écologique ?
- Les femmes sont-elles en situation pour influencer les politiques environnementales ?
- Les hommes ayant le pouvoir de décision, sont-ils disposés à entendre ce que les femmes font et préconisent pour lutter en vue de préserver la planète ?

Dans l'espoir que les contributions présentées lors de cette conférence, publiées et éditées dans ce livre, trouveront un écho scientifiquement exploitable auprès de la communauté scientifique.

Mme N. BOUHARA,
Secrétaire générale de la Commission
Nationale pour l'UNESCO- Algérie

INTRODUCTION

Les efforts déployés au niveau mondial pour promouvoir l'égalité de genre montrent que les progrès sont lents. Si l'accès des femmes à l'éducation et leur part du marché du travail ont augmenté, des écarts subsistent en matière d'accès aux ressources naturelles et de contrôle de ces ressources

La question de genre et le développement durable sont indissociables. Le rôle des femmes dans le développement durable a été davantage renforcé lors de la quatrième conférence mondiale sur les femmes de 1995

Lorsque les gouvernements ont négocié le Programme du développement durable à l'horizon 2030 et ses 17 ODD, il n'y a jamais eu un doute sur le rôle des femmes dans la promotion d'un développement durable efficace

Investir dans la question genre permet de soutenir les progrès dans l'ensemble des 17 ODD, notamment en contribuant à l'éradication de la pauvreté, à l'atténuation des effets du changement climatique et à l'adaptation, à la protection de la biodiversité et à la croissance économique durable

Pour tenir compte des multiples dimensions de la problématique genre et des enjeux environnementaux, et dans le but d'utiliser le cadre des ODD pour explorer les liens qui existent entre la question genre et la durabilité environnementale dans les neuf ODD touchant à l'environnement (ODD 2, 6, 7, 9,11, 12, 13, 14 et 15). Une conférence nationale a été organisée par l'Association nationale d'Eco-conception, Analyse de Cycle de vie et Développement Durable "Société Savante" Membre Réseau des Clubs UNESCO En partenariat avec la *Chaire d'ALECSO- Economie circulaire et développement durable*, Réseau Algérien d'Economie Circulaire et le Laboratoire de Technologie Alimentaire (LRTA-UMBB) sur le thème « *Égalité des genres dans la préservation de l'environnement, économie verte et développement durable* ».

La conférence vise à sensibiliser la nécessité d'intégrer la question genre dans les objectifs économiques, sociaux et environnementaux, en identifiant les antagonismes et les complémentarités entre les différentes politiques dans le contexte du Programme 2030.

Cette conférence s'articule autour du renforcement des compétences pour la promotion de l'égalité des genres dans le domaine de l'environnement et du développement durable au sein des associations.

L'échange de savoir, la formation des participants sur l'environnement, l'économie verte, le développement durable, l'égalité du genre, ainsi que la

création des ponts d'échange entre enseignants chercheurs et entreprises en font également partie.

Des thématiques ont été développées durant la rencontre par des enseignants universitaires sous forme de conférences et des cours de formation , à savoir l'égalité des genres et la bonne gouvernance environnementale pour le développement durable, elles seront axées sur le renforcement de la formation du genre dans le milieu scolaire pour lutter contre le changement climatique, l'entrepreneuriat et l'employabilité des femmes dans l'économie verte, la contribution de genre dans la mise de l'économie circulaire, éco-conception et éco-innovation, l'intégration du genre dans la gestion de l'eau, une solution à une gestion responsable des ressources, la contribution de la femme algérienne dans le domaine de la science et, enfin, sur le rôle de la mère dans l'éducation environnementale.

**Professeur K. LOUHAB,
Fondateur du Réseau Algérien
d'Economie Circulaire**

Table des matières

■ Préface

■ Introduction

■ **Egalité des genres et bonne gouvernance environnementale pour le développement durable.** Mohand Ouamer MAKHOUKH

1. Introduction
2. L'égalité des genres en Algérie
3. Situation de l'emploi en Algérie selon l'ONS (2019)

Méthodologie d'analyse de la question du genre

4. Les questions de parité ou d'égalité des genres
 5. Le genre dans le contexte de bonne gouvernance environnementale pour le développement durable
 6. Rôle des genres dans le développement durable
 7. Recommandations et pistes d'action
 8. Conclusion
- Exemple de participation de la femme africaine au développement durable

■ **Le rôle de la mère dans l'éducation environnementale**

Meriem DJANET.

1. Introduction
2. Les concepts
3. La femme et l'environnement intra-utérin
4. Le rôle de la mère face au problème de l'explosion démographique
5. Rôle de la mère dans la sensibilisation à la protection de l'environnement
6. Le rôle de la mère face au problème de l'explosion démographique
7. Rôle de la mère dans la sensibilisation à la protection de l'environnement
8. le rôle de la mère dans l'éducation pour recycler les déchets
9. Le rôle de la mère dans le développement de la conscience environnementale chez l'enfant
10. Le rôle de la mère dans la protection sanitaire
11. Le rôle de la mère dans l'éducation pour préserver la biodiversité
12. Le niveau d'instruction des mères et l'éducation environnementale
13. Conclusion

■ **Entrepreneuriat et employabilité des femmes dans l'économie verte**

Mounya DAOUDI-TAMOUD

1. Introduction
2. Définition de l'économie verte
3. L'emploi en économie verte
4. L'entrepreneuriat en économie verte
5. L'entrepreneuriat et l'employabilité des femmes dans l'économie verte
6. Conclusion

■ **Renforcement de la formation du genre dans le milieu scolaire pour lutter contre le changement climatique.** **Baya YADI**

1. Introduction
2. Principales conséquences humaines dues aux changements climatiques
3. L'Education dans les objectifs du développement durable : ODD4, horizon 2030
4. Les filles et la scolarisation
5. La scolarisation des filles en Algérie
6. Conclusion et recommandations

■ **Contribution de la femme algérienne dans le domaine de la science cas des biotechnologies.** **Salima KEBBOUCHE-GANA**

1. Introduction
2. Quelques chiffres
3. Que sont les Biotechnologies
4. Subdivisions et typologies des Biotechnologies
5. Applications des Biotechnologies
6. Innovations de Femmes Biotechnologues algériennes
7. Conclusion

■ **Genre et gestion des déchets et les produits chimiques.**

Fatima BOUMECHHOUR

Résumé

1. Introduction
2. Dimensions de la gestion des produits chimiques et des déchets Définitions du concept déchet
3. Genre, produits chimiques et déchets
4. Le zéro déchet à la maison : rôle de la femme
5. Femmes et gestion des déchets urbains

■ **Intégration du genre dans la gestion de l'eau.**

Fatma SAHIR-HALOUANE

1. Introduction
2. Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE)
3. Le genre
4. Conclusion et recommandations

■ **Intégration du Genre dans la Gestion de l'Eau.**

Naima OUAZENE

1. Introduction
2. Genre et Gestion Intégrée des Ressources en Eau
3. Les principes de la GIRE et leurs implications sur l'aspect genre
4. Perspective genre dans la GIRE
5. Insertion de l'aspect genre dans la gestion de l'eau

6. Intégration transversale du genre dans les politiques et institutions du secteur de l'eau
7. Le rôle des femmes dans la gestion des ressources de l'eau agricole
8. Conclusion

■ **Le Genre dans le Contexte du Changement Climatique.**

Kamal MOHAMMEDI

1. Introduction
2. Changements climatiques.
3. Cadre et instruments internationaux sur le changement climatique
4. Conséquences du changement climatique pour le développement humain durable
5. Effet du changement climatique sur les femmes
6. Les instruments internationaux font-ils le lien entre genre et changement climatique
7. Corrélation entre adaptation, atténuation et genre
8. Stratégies d'adaptation et d'atténuation : action pour l'égalité des genres
9. Effets négatifs de l'inégalité des genres et suggestions pour y remédier
10. Les objectifs du développement durable (ODDs) face aux changements climatiques et aux inégalités liées au genre
11. Conclusions

■ **Intégration du genre dans les évaluations environnementales**

Hakim BALOUL

1. Les évaluations environnementales
2. Le genre et son intégration dans l'évaluation environnementale
3. conclusion

■ **Le rôle de la femme dans la transition énergétique**

Sonia DJOUMAD, Fatma LECHEB, et Aissa BOUKHIAR

1. Introduction
2. Transition énergétique
3. La femme et la transition énergétique
4. Les femmes dans le secteur des énergies renouvelables : l'énergie moderne
5. Les femmes dans le secteur des énergies renouvelables : l'accès à l'énergie
6. Conclusion

■ **La contribution de la femme dans l'économie circulaire**

Krim LOUHAB et Meriem BELKHIR

1. Introduction
2. Définition du concept genre
3. Rôles et positions de la femme dans le développement économique et durable Selon une enquête de l'OFS
4. Les femmes sont orientées vers les activités sobres en carbone
5. La nécessité d'intégrer les femmes dans des activités économiques
6. Attentes des femmes
7. Modèle d'Économie linéaire
8. Modèle Économie circulaire
9. Le rôle des femmes dans l'économie circulaire
10. Conclusion

■ **Femme et objectifs du développement durable.**

Saliha BOUGHERARA , Karima YAHIAOUI

1. Introduction
2. Le droit des femmes à un niveau de vie suffisant
3. Genre et développement
4. Approche de l'Intégration des femmes dans le développement (IFD
5. Les femmes et les Objectifs de développement durable (ODD
6. Femme et ODD : Enjeux internationaux
7. Exemples de quelques projets avec contribution de la femme aux ODD
8. Conclusion

Annexes



**Mohand Ouamer
MAKHOUKH**

Ingénieur polytechnicien, spécialiste du Génie sanitaire (hygiène de l'habitat, eau, déchets, dépollution), cursus complété par une solide formation en gestion de projet de développement territorial. Longue expérience professionnelle au sein des collectivités locales et dans le management d'entreprise. Bonne expérience de consultant/expert indépendant auprès d'institutions nationales et d'organisations internationales (UE, PNUD, PNUE, FAO, coopération pays...) sur des projets de développement territorial, environnement, renforcement de capacités (cadres des collectivités locales, des entreprises et de la société civile), évaluation de projets, l'économie circulaire, économie sociale et solidaire, gouvernance participative... Bonne connaissance de la société civile (montage, suivi et gestion de projets associatifs)

Mob : 0540 471 598,

Email : makhoulh_ouamer@yahoo.fr

Egalité des genres et bonne gouvernance environnementale pour le développement durable

1. Introduction

En sociologie, la définition du genre désigne d'avantage le rapport social entre hommes et femmes qu'une catégorisation qui se définit par rapport au sexe. En matière de développement, la catégorisation du genre (masculin/féminin) doit fondamentalement se baser sur les valeurs, les représentations qui leur sont associées ainsi que l'implication effective dans la vie active. Parler du genre est différent de la vision sexiste qui différencie les uns et les autres par rapport à des préjugés hérités de traditions obsolètes.

Les inégalités entre les femmes et les hommes sont créés par des pratiques sociétales et les traditions, la mauvaise interprétation des religions emprunte d'un excès de religiosité irraisonnée ainsi que les préjugés qui déteignent sur les rapports sociétaux et le développement humain dans la mesure où une partie de la population se trouve privée d'intégration dans la sphère productive et la prise de décision. Le résultat engendre forcément un déséquilibre nuisible à l'humanité en général et aux pays en développement en particulier.

Ainsi la nouvelle "approche du genre" s'intéresse davantage à la construction socioculturelle des rôles masculins et féminins et des rapports entre hommes & femmes. Il décrit des fonctions sociales inculquées culturellement et les moyens de les contourner ou de les valoriser selon le cas. Il s'agit en fait de mettre en œuvre des conditions à même de garantir l'égalité d'accès aux opportunités et aux ressources indépendamment du sexe.

2. L'égalité des genres en Algérie

Depuis la révolution et l'indépendance du pays, les principes d'égalité du genre sont inscrits dans les textes fondateurs de la république algérienne et dans les discours politiques des gouvernants successifs. Ainsi l'actuelle constitution garantit l'égalité du genre stipulé clairement dans ses articles 35 et 37.

Art. 35. — Les droits fondamentaux et les libertés sont garantis par l'Etat. Les institutions de la République ont pour finalité d'assurer **l'égalité en droits et en devoirs de tous les citoyens et citoyennes** en supprimant les obstacles qui entravent l'épanouissement de la personne humaine et empêchent **la participation effective de tous à la vie politique, économique, sociale et culturelle.**

Art. 37. — Les citoyens sont égaux devant la loi et ont droit à une égale protection de celle-ci, sans que puisse prévaloir **aucune discrimination pour cause de naissance, de race, de sexe, d'opinion ou de toute autre condition ou circonstance personnelle ou sociale.**

Art. 67. — **L'égal accès aux fonctions et aux emplois au sein de l'Etat est garanti à tous les citoyens,** à l'exception de ceux liés à la souveraineté et à la sécurité nationale.

Art. 68. — L'Etat œuvre à promouvoir la parité entre les hommes et les femmes sur le marché de l'emploi. L'Etat encourage la promotion de la femme aux responsabilités dans les institutions et administrations publiques ainsi qu'au niveau des entreprises.

La femme est certes omniprésente dans l'Administration et institutions algériennes, mais peu d'entre-elles occupent des fonctions décisionnelles. Il est vrai que des réussites en matière d'égalité des genres sont enregistrées notamment dans l'accès à l'éducation et à la formation professionnelle ainsi que dans la protection sanitaire de la mère et de l'enfant. Ceci a contribué d'une part à l'évolution notable de l'emploi féminin notamment pour les diplômées universitaires et d'autre part à améliorer l'espérance de vie qui est de 76 ans pour les hommes et 79 ans pour les femmes (2020). Hélas, en matière d'emploi, les statistiques récentes montrent des indicateurs de sous-emploi défavorables à la femme.

3. Situation de l'emploi en Algérie selon l'ONS (2019)

- Taux de chômage : hommes 9,1% - chez les femmes 20,4%
- La population Active : 11.281.000 dont 2.062.000 de femmes soit 18,3%.
- L'emploi féminin représente 56,9% des emplois administratif,
- 54,8% des professions intellectuelles (notamment éducation, santé)
- 37,5% des professions intermédiaires (cadres moyens)
- 9,8% du groupe de profession de direction et de gestion.

Globalement le taux de femmes actives est faible même si le taux des salariées ayant un niveau supérieur est relativement prédominant, mais cela reste paradoxale par rapport au faible taux enregistré dans les postes de responsabilité et donc dans les centres de décision.

4. Méthodologie d'analyse de la question du genre :

Cette analyse est basée sur des critères liés aux différences de condition de vie et des besoins, le niveau de participation dans la vie sociale (politique, associative et syndicale), le niveau d'accès aux ressources et aux outils de développement, l'accès à la possession et à la gestion du patrimoine, l'accès au pouvoir de décision et enfin à l'image des femmes & des hommes dans la société, par rapport aux rôles assignés en raison de leur sexe.

5. Les questions de parité ou d'égalité des genres

L'égalité des genres signifie l'absence de toute discrimination basée sur le sexe dans les domaines : social, économique et environnemental. La question d'égalité des genres est souvent posée sous l'angle de la **parité hommes/femmes**, or cette notion de parité ne devrait pas s'ériger comme règle dans tous les domaines ; il s'agit réellement d'insertion selon le mérite basé sur les capacités professionnelles et les compétences intellectuelles que de **parité numérique**. Le contraire serait une atteinte à l'égalité même du genre tant espéré et qui concerne donc l'équité en matière d'accès aux connaissances, au travail, aux ressources mais également à la prise de décision d'une part dans les secteurs économique, social et environnemental, qui symbolisent le triptyque du développement durable auquel il faudra ajouter un troisième pilier à savoir "l'Institutionnel" donc le politique et les centres de décision.

6. Le genre dans le contexte de bonne gouvernance environnementale pour le développement durable

La bonne gouvernance s'appuie sur des institutions dotées d'outils politiques et de stratégies orientées vers

- L'utilisation rationnelle des ressources naturelles,
- Les stratégies de développement axées sur les technologies propres,
- L'évolution vers les énergies renouvelables et l'économie circulaire,
- Les mécanismes de financement efficaces,
- Les procédures/normes qui régissent les processus de protection environnementale (y compris la gestion des ressources naturelles).
- Une réglementation efficace,
- Une implication de l'ensemble de la population sans exclusif.

Dans ce contexte, les femmes et les hommes doivent avoir les mêmes chances de participer à la gestion des prestations et du contrôle environnementaux en veillant à prendre en compte des besoins des femmes et des hommes de manière équitable. L'exemple des pratiques actuelles en

matière de gestion de l'eau, des déchets, de protection des ressources naturelles, des prestations de dépollution, de l'énergie etc. montre une négligence criarde en matière d'approche genre dans les actions d'information/sensibilisation d'une part et dans l'implication dans la concertation et le processus décisionnel d'autre part. Le rôle prépondérant de la femme dans la vision de durabilité du développement se trouve largement occulté.

Constat :

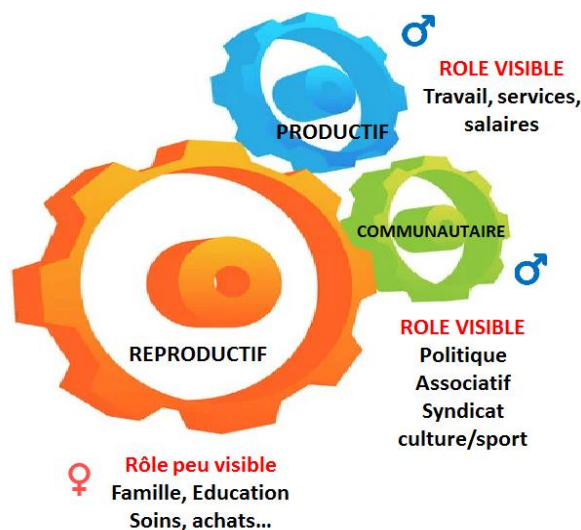
- Les femmes sont relativement sous représentées dans les processus de gouvernance aux niveaux local, national et même mondial (Exemples de la gestion de l'eau, des déchets, de l'énergie...).
- La non-implication des femmes (notamment celles qui vivent hors marché du travail) à la contribution aux solutions environnementales est un écueil dramatique, vu qu'elles sont les plus impactées, avec leurs enfants, par les problèmes environnementaux.
- A relever toutefois que nombreux sont les emplois de femmes, souvent dans la précarité, qui ne sont pas déclarés.

7. Rôle des genres dans le développement durable

Le rapport « **Egalité des genres et développement** » de la Banque Mondiale de 2012 montre que l'égalité hommes/femmes peut accroître l'efficacité économique de trois manières :

1. **Rôle de production** : L'élimination des obstacles qui empêchent les ♀ d'avoir le même accès que les ♂ à l'éducation, aux opportunités économiques et aux facteurs de production.
2. **Rôle reproductif et éducatif** : **L'amélioration de la condition féminine** qui engendre d'autres résultats, notamment pour les enfants.
3. **Rôle communautaire** : **Donner aux ♂ & ♀ les mêmes chances de participation** à la vie sociale et politique, de prendre des décisions et d'influencer l'action publique vers une meilleure trajectoire de développement.

On peut résumer ces trois dimensions dans le schéma suivant :



Dans le domaine du développement la femme représente à l'échelle mondiale :

- Plus de 40 % de la population active totale,
- 43 % de la main-d'œuvre agricole et,
- Plus de 50 % des étudiants universitaires.

Ces données cachent toutefois les réalités suivantes qui entravent la participation entière de la femme au développement durable, à savoir la mauvaise utilisation des compétences et des aptitudes de la population féminine qui a pourtant un coût économique élevé.

Le Rapport de la Banque Mondiale de 2012 met l'accent sur trois dimensions de l'égalité des genres nécessaires au développement durable :

La constitution de capital (éducation et santé) et capital physique,

L'utilisation de ce capital pour saisir des opportunités économiques et dégager des revenus et,

Le recours à ce capital engendre **une dynamique d'action** qui a un impact sur le bien-être des individus et des ménages.

8. Recommandations et pistes d'action

Pour l'intégration du genre dans le développement durable il y a lieu de :

- Mettre en valeur les connaissances et savoir-faire des femmes par l'accès aux métiers du développement durable et à l'emploi, pour une bonne gestion de l'environnement ;
- Prioriser l'accès équitable aux ressources naturelles ainsi qu'à leur contrôle (agriculture, forêts, gestion de l'eau...);
- Soutenir le droit à la propriété des femmes notamment à la terre ;
- Impliquer d'avantage les organisations de femmes dans les programmes de protection de l'environnement pour les mobiliser davantage ;
- Soutenir la participation des femmes dans les processus de consultation et de décision.
- Identifier les impacts de la dégradation de l'environnement sur les ♂ et les ♀
- Renforcer les capacités de la société civile et des institutions publiques pour mener des projets œuvrant au dd en veillant à l'égalité des genres.
- Introduire "l'approche genre" dans les cursus universitaires et dans la formation continue.

9. Conclusion

Sans minimiser les acquis de la femme algérienne en matière d'intégration socio-économique depuis l'indépendance, notamment en matière d'instruction qui la place aujourd'hui au même niveau que l'homme sinon plus. Toutefois le propos n'est pas dans la comparaison mais dans l'analyse de l'efficacité du rôle de la femme dans sa participation aux affaires de la cité en général et dans les métiers et fonctions en lien avec le développement durable.

Combien même le secteur de l'environnement compte en son sein une majorité de femmes cadres, il n'en demeure pas moins que les statistiques de l'ONS montrent un faible taux d'emploi féminin dans tous les secteurs notamment les plus productifs (agriculture, industrie, transports, ressources en eaux etc.). Si on analyse la participation active dans les emplois exécutifs, d'encadrement et aux niveaux décisionnels au niveau local et des institutions nationales et dans les entreprises, force est de constater une inégalité qui n'est pourtant pas attribuée aux compétences ou au mérite. Cette

situation n'est pas seulement liée au niveau de développement de notre économie mais également au conservatisme dans les familles qui confinent généralement la femme au seul rôle de "femme au foyer". Aussi, les conditions offertes aux familles en matière d'infrastructures dédiées à l'enfant (les garderies, crèches, cantines et transport scolaires, activités sportives et culturelles) ainsi que la rareté des métiers d'aide à la personne ou à la famille n'encouragent guère l'intégration socioéconomique des femmes détenant des savoir-faire, des qualifications ou des diplômes.

Tous ces facteurs sont en fait liés aux stratégies sectorielles de développement où l'approche genre n'est pas prise en compte, il en est de même dans les pratiques de management.

Je termine en espérant que cette thématique soit plus largement abordée par des sociologues, anthropologues et économistes algériens. La présente contribution d'un "technocrate" risque de paraître quelque peu subjective faute de données fiables et de méthodologie d'analyse plus adéquate, je tiens à mon excuser.

Exemple de participation de la femme africaine au développement durable



Mme Khalida BOUZAR, algérienne, titulaire d'un doctorat en sciences, est Directrice du Bureau régional pour les États arabes du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Elle était Directrice régionale pour le Proche-Orient, l'Afrique du Nord et l'Europe du Fonds international de développement agricole (FIDA) depuis 2012, où elle a mis en place et dirigé des programmes et des opérations à grande échelle. Son expérience et son expertise technique couvrent le développement durable, le développement rural, l'environnement, les changements climatiques, les migrations, l'économie et l'industrie, en grande partie dans des contextes précaires et de conflit.



Wangari Maathai est la première femme africaine lauréate du prix Nobel de la paix et la première en Afrique de l'Est titulaire d'un doctorat de vétérinaire obtenu à l'Université de Nairobi au Kenya. Son mouvement de la ceinture verte "Green Belt Movement" (Mouvement) initié en 2004 encourageait les femmes à planter des arbres indigènes. 20 millions d'arbres ont été plantés par 50 000 femmes avec un réseau de 6000 "village nurseries".



**Blizak Meriem
DJANETTE**

Le Dr Blizak Meriem Djanette est titulaire d'un doctorat en Didactique des Sciences physiques. Elle est enseignante-chercheuse ; grade MCA à l'université de Boumerdes et occupe le poste de chef de département à la faculté des hydrocarbures et de la chimie. Elle est aussi responsable de la formation des enseignants nouvellement recrutés dans la même université et formatrice des formateurs en psychopédagogie. Elle a organisé plusieurs séminaires et manifestations scientifiques. Elle est l'auteur de plusieurs articles publiés dans des revues internationales et nationales.

Mob : 0795108951

Email : d.blizak@univ-boumerdes.dz

Le rôle de la mère dans l'éducation environnementale

1. Introduction

Dans ce monde dynamique et moderne, la question de la sensibilisation à l'environnement chez l'enfant est la question de l'heure. Par conséquent, il est nécessaire de créer une prise de conscience et une culture environnementale chez les enfants. C'est avec les membres de la famille que les enfants acquièrent des normes et des valeurs morales en apprenant, en imitant et en copiant leurs parents. Malheureusement nous remarquons, certains parents ne connaissent pas le recyclage, la nécessité de prendre soin des ressources environnementales, de prendre soin de la terre, de l'air, de l'eau, et de préserver les valeurs culturelles. Il est clair chez certains chercheurs que les mères qui ont un rôle majeur et efficace dans le processus d'éducation des enfants sont les plus concernées et préoccupées par les questions environnementales que les pères (Saraçlı et al, 2014). Elles sont les plus préoccupées par les problèmes liés au bien-être et à la santé de la famille, y compris la qualité des conditions environnementales. En plus, les femmes auraient des attitudes plus positives envers l'environnement que les hommes (Ugulu et al, 2013) et étaient plus disposés à assumer la responsabilité de la protection de l'environnement (Arslan, 2012). Il existe une forte association entre les connaissances parentales et les problèmes environnementaux extériorisés des enfants (Legault et al, 2000). Plus les mamans sont conscientes de leur rôle dans l'éducation environnementale, plus le processus d'éducation environnementale avec ses divers composants et systèmes est efficace. Tant que l'éducation environnementale donnée aux enfants n'est pas soutenue par leurs parents, les enfants ne peuvent pas adapter ces connaissances dans leurs routines quotidiennes (Straub& Leahy, 2017).

2. Les concepts

- La famille

Selon Cohen et Bianchi (1999), la famille est définie comme le noyau de la société. Élever des enfants et les intégrer dans la société est l'une de ces fonctions. À cet égard, la famille est acceptée comme l'institution éducative la plus efficace.

- La mère

La signification de la mère dans le Dictionnaire Larousse (2021), le mot mère signifie étymologiquement : Femme qui a mis au monde ou qui a adopté un ou plusieurs enfants. Tandis que

dans son livre « transmettre l'espoir, où : la joie de transmettre », Bégoïn (2021) décrit la mère comme étant le centre de l'espoir pour la génération suivante, sur ses épaules repose la tristesse et l'éclat de la génération à naître.

La mère a ses caractéristiques vitales, psychologiques, physiologiques et sociales qui la qualifient pour jouer le rôle principal dans le processus d'éducation sociale, culturelle et éducative, et elle est une source de sécurité, d'affection et de miséricorde pour les êtres humains.

قال تعالى (ومن آياته أن خلق لكم من أنفسكم أزواجا لتسكنوا إليها وجعل بينكم مودة ورحمة إن في ذلك لآيات لقوم يتفكرون)

- La conscience environnementale

L'acquisition d'une conscience environnementale est nécessaire pour se développer dès le jeune âge. Il s'agit donc d'un énorme potentiel pour l'adoption d'informations culturelles et scientifiques dans le domaine de la protection de l'environnement, qui contribueront au développement de concepts, d'attitudes, d'habiletés et d'habitudes sociales et cognitives environnementales. En fait, la conscience environnementale est née dans un effort pour trouver une solution à la crise environnementale afin de préserver la nature comme cadre de vie (Ramade, 2018).

- Sensibilisation à l'environnement.

Pour sensibiliser les enfants à l'environnement, il faut d'abord construire un sens des responsabilités envers l'environnement et la société. Les enfants ne doivent connaître et expérimenter l'environnement que par le contact. S'ils n'ont pas la possibilité de creuser dans le sol, de découvrir les araignées, les insectes, les oiseaux et les plantes qui peuplent même les plus petits terrains de jeux, ils seront moins susceptibles à l'âge adulte d'explorer, de respecter et de protéger la nature.

Les dimensions les plus importantes de la sensibilisation à l'environnement suivantes :

- Connaissances Environnement.
- Valeurs environnementales.
- Attitude environnementale.
- Comportement Environnement.

- Éducation environnementale Au niveau mondial, c'est à la Conférence de Stockholm (1972) que le concept d'éducation environnementale est officiellement reconnu. Il a été défini comme un processus d'orientation des comportements vers la préservation de l'environnement. On s'accorde à dire, que l'éducation à l'environnement est aussi décrite comme la reconnaissance et la distinction des valeurs, des attitudes et des concepts liés à l'environnement biologique, physique et social par l'individu et le développement de la conscience environnementale (Güven& Yılmaz, 2017). Il a été constaté que certains facteurs ont façonné le comportement humain dans le maintien d'un environnement propre. Ces facteurs sont montés dans la figure 1.



Figure 1 : Les facteurs qui orientent le comportement humain dans la protection de l'environnement

3. Les objectifs de l'éducation à l'environnement

Les objectifs de l'éducation à l'environnement ont été déclarés dans la Charte de Belgrade (1975) durant le séminaire international sur l'éducation environnementale, organisé en 1975 par l'UNESCO dans la capitale Serbe. Ils sont liés à six domaines : Sensibilisation, connaissances, attitudes, compétences, capacité d'évaluation et participation.

4. La femme et l'environnement intra-utérin

L'utérus de la femme est le premier environnement dans lequel l'être humain grandit. La femme porte le plus lourd fardeau, et sa principale responsabilité est de garder l'environnement utérin propre et exempt des effets négatifs et mortels des substances intoxicantes et des drogues. Son grand rôle est de prendre soin du fœtus et lui donner une alimentation saine et équilibrée pendant la grossesse.

Les statistiques de la banque mondiale montrent que l'Algérie a un taux de fécondité moyen (Tableau 2). Avec l'espérance de vie à la naissance très positive, nous pourrions dire que les femmes algériennes savent prendre soin de leur santé durant la période de grossesse.

Tableau 1 : Les statistiques de la banque mondiale sur le taux de fécondité

Pays	Population totale En millions (2021)	Taux de fécondité total		L'espérance de vie à la naissance	
		Par femme (2021)		HOMME (2021)	FEMME (2021)
Algerie	44.6	2.9		76	79
China	1,444.2	1.7		75	80
Niger	25.1	6.6		62	64
Iceland	0.3	1.7		82	85
Japan	126.1	1.4		82	88
Grenada	0.1	2.0		70	75
South Korea	51.3	1.1		80	86

5. Le rôle de la mère face au problème de l'explosion démographique

La femme (mère) est pratiquement au centre des préoccupations environnementales, dont la principale est de résoudre le problème de l'explosion démographique, à travers la réalisation de certaines activités, telles que :

- La planification familiale et l'espacement des grossesses.
- Encourager l'allaitement naturel.
- Sensibiliser les enfants au danger du problème de l'explosion démographique.

6. Rôle de la mère dans la sensibilisation à la protection de l'environnement

La mère doit aider l'enfant à construire un sens des responsabilités envers l'environnement et la société. Le meilleur moyen est de lui faciliter le contact direct avec la nature et la société. Si l'enfant ne connaît pas une activité sociale, il ne pourra jamais gérer tous ses responsabilités civiques. Comme Adam et Barratt-Pugh (2020) soutiennent que lorsque les enfants voient des personnages et des situations qui leur sont familiers, un sentiment d'affirmation peut se produire.

7. Le rôle de la mère dans l'acquisition de la compétence d'hygiène environnementale

La psychologie environnementale a prouvé qu'aucun enfant n'a maîtrisé l'art de l'hygiène par lui-même, mais plutôt l'acquisition de cette compétence est venue après des efforts acharnés de la mère.

8. Le rôle de la mère dans l'éducation pour recycler les déchets

Les mères jouent un rôle majeur dans le processus de recyclage des déchets environnementaux, et ce rôle commence par les femmes utilisant des conteneurs biodégradables, participant au tri sélectif des déchets ménagers. Elles peuvent réaliser des projets domestiques en recyclant des déchets environnementaux (exemple : réutiliser les chutes de tissu dans la décoration de la maison). Beaucoup de mère s'impliquent aussi dans les activités éducatives de leurs enfants scolarisés en les accompagnants dans leurs travaux manuels. Ceci contribue à améliorer le domaine environnemental et à assurer la durabilité (Matsekoleng, 2020).

9. Le rôle de la mère dans le développement de la conscience environnementale chez l'enfant

Les enfants doivent être conscients des causes de perturbations de l'environnement, et l'impact de leur pollution sur les humains. Il est donc important que l'éducation se fasse par la conversation et en utilisant l'expérience familiale dans le domaine de la protection de l'environnement. Les histoires et les narrations sont également très importantes pour le développement et la formation de la conscience environnementale chez les enfants. L'éducation environnementale peut être également transmise via des chansons, des histoires, des contes de fées et d'autres textes. Le comportement des parents pendant le voyage et les sorties affectera également le comportement des enfants.

10. Le rôle de la mère dans la protection sanitaire

La mère est la première concernée par l'éducation et la formation de l'enfant au respect des règles d'hygiène, à se méfier de la prise de médicaments, à tenir les matériaux inflammables à l'écart de toute source de chaleur, aux dangers des matériaux toxiques et à manipuler les jouets.

11. Le rôle de la mère dans l'éducation pour préserver la biodiversité

Les mères portent le plus lourd fardeau en matière d'éducation et d'apprentissage pour préserver la biodiversité. Lorsque la mère élève ses enfants pour prendre soin de la plante en la plantant dans le jardin familial ou à l'intérieur de la maison et en prenant soin des végétations et en les préservant dans les jardins publics, les parcs et les rues, ainsi qu'en prenant soin des animaux domestiques, se développe chez l'enfant un intérêt émotionnel pour les composants vivants de l'environnement.

12. Le niveau d'instruction des mères et l'éducation environnementale

Les activités domestiques générales de la maman pourraient façonner la conscience environnementale des enfants envers l'environnement. Cependant, cela dépend des connaissances environnementales et des concepts des parents (les mères) et leurs styles pour apprendre à leurs enfants à être alphabétisés en matière d'environnement.

L'étude de SARAÇLI et al. (2014) a montré que les élèves dont la mère a un niveau universitaire font preuve de plus de responsabilité envers leur environnement, adoptent plus fréquemment des comportements de consommation respectueux de l'environnement et sont plus disposés à protéger l'environnement que les élèves dont la mère a un niveau primaire.

13. Conclusion

Lorsque les mères montrent à leurs enfants comment se débarrasser des déchets solides, combattre les incendies, prendre soin des plantes ou des animaux domestiques ou conserver l'énergie électrique, elles initient leurs enfants aux valeurs environnementales visant à protéger les ressources de l'environnement. Les mères sont l'une des forces éducatrices les plus puissantes pour que les objectifs de l'éducation environnementale soient atteints.

Références bibliographiques

Adam, H., & Barratt-Pugh, C. (2020). Book sharing with young children: A study of book sharing in four Australian long day care centres. *Journal of Early Childhood Literacy*, 1468798420981745.

Arslan S 2012. The influence of environment education on critical thinking and environmental attitude. *Procedia - Social and Behavioral Sciences*, 55: 902-909

Bégoin, J. (2021). TRANSMETTRE L'ESPOIR, OU: LA JOIE DE TRANSMETTRE. [Transmettre l'espoir, ou : la joie de transmettre | Cairn.info](#)

Belgrade, Charte. (1975). "Une certaine recherche en éducation relative à l'environnement : à la poursuite d'une utopie."

[Éducation relative à l'environnement - Regards - Recherches - Réflexions \(openedition.org\)](#)

Cohen, R N. & Bianchi, S. (December, 1999). Marriage, children and women's employment; what we do know? *Monthly Labor Review*, 122 (12), 22-31.

Guven, S., & Yilmaz, N. (2017). Rôle et importance de la famille dans l'éducation environnementale des enfants d'âge préscolaire. *Journal européen du développement durable* ,6 (4), 105-105.

Legault, L., & Pelletier, L. (2000). Impact of environmental education program on students' and parents' attitudes, motivation and behaviors. *Canadian Journal of Behavioral Science*, 32 (4), 243–250.

Matsekoleng, TK (2020). Activités ménagères quotidiennes des parents sur la sensibilisation aux déchets d'enfants : un cas de recherche-action. *EURASIA Journal of Mathematics, Science and Technology Education* ,16 (12), em1924.

Ramade, B. (2018). Désir vert: négocier avec la bonne conscience environnementale. *Marges. Revue d'art contemporain*, (26), 60-74.

Saraçlı , S., Yilmaz, V., & Arslan, T. (2014). Les effets du niveau d'éducation des mères sur les engagements et les comportements environnementaux des étudiants universitaires. *Journal eurasien de la recherche pédagogique* ,55 , 177-200.

Straub, C., & Leahy, J. E. (2017). Intergenerational environmental communication: Child influence on parent environmental knowledge and behavior. *Natural Sciences Education*, 46, 1-9.

Ugulu, I., Sahin, M. et Baslar, S. (2013). Attitude environnementale des élèves du secondaire : Élaboration et validation d'échelles. *Revue internationale des sciences de l'éducation* ,5 (4), 415-424.



Mounya
DAOUDI-TAMOUD

Architecte, urbaniste, enseignante-chercheuse, laboratoire de recherche : Ville Urbanisme et Développement Durable (VUDD) à Ecole Polytechnique d'Architecture et d'Urbanisme (EPAU) Alger. Domaines scientifiques d'intérêts : Développement durable, ODD, Projet ville santé, Projet urbain durable et résilient, Projet urbain de santé publique, Performances sanitaires en ville, Outils d'évaluations des performances urbaines, La verdure comme remède aux pathologies urbaines, Résilience sanitaire face au risque des pandémies, système immunitaire urbain.

Mob : 0661970170,

Email : m.daoudi-tamoud@epau-alger.edu.dz, mounitecte503@gmail.com

Entrepreneuriat et employabilité des femmes dans l'économie verte

1. Introduction

Depuis les années quatre-vingt, plusieurs stratégies ont été mises en place dans le domaine économique afin d'améliorer les perspectives d'emploi des femmes, dans un but d'atteindre une égalité professionnelle entre les deux sexes, mais aussi, de donner plus de chances aux femmes sur le marché du travail. Les différentes stratégies qui ont contribué à l'employabilité des femmes (réorganiser le travail entre homme et femmes, valoriser et revaloriser les professions féminines, instaurer l'équité salariale, mettre à jour les classifications, ouvrir de nouvelles perspectives de carrières, etc.) les mettent en meilleure position pour postuler à des emplois qualifiés.

Ce n'est qu'en 2002, que la notion « durable » s'est introduite dans ces nouvelles stratégies économiques, suite à la tenue de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio+20) qui s'est tenue du 20 au 22 juin 2012 à Rio de Janeiro, au Brésil. Lors de cette conférence internationale, la notion d'économie verte a été considérée comme un outil de développement durable « *Le développement durable n'est possible qu'en prenant des trajectoires de **croissance économique respectueuses de l'environnement*** » (ONU, 2002). L'objectif de cette contribution est de s'interroger sur l'entrepreneuriat et l'employabilité des femmes dans l'économie verte. Ces nouvelles stratégies économiques visant la transition énergétique et la protection de l'environnement, ne suffiront pas seules à donner leur place aux femmes dans l'économie verte. En effet, il faut penser à des nouvelles politiques visant la promotion des femmes dans les sciences, les nouvelles technologies, l'ingénierie et l'intelligence artificielle dans le domaine de l'économie verte.

2. Définition de l'économie verte

Une première définition de l'économie verte a été donnée par le PNUE¹ en 2002 « *Une économie qui entraîne une **amélioration du bien-être humain et de l'équité sociale tout en réduisant de manière significative les risques environnementaux et la pénurie de ressources*** ». Cette définition vise surtout **l'inclusion sociale et l'équité entre femmes et hommes et toutes les catégories de population, l'utilisation rationnelle des ressources existantes et enfin un faible taux d'émission de carbone**. Dans cette première définition de l'économie verte, les trois dimensions du développement durable : Sociale, Environnementale et économiques sont étroitement liées et s'entrecroisent.

¹ Programme des Nations Unies pour l'Environnement

Une deuxième définition proposée par l'OCDE² considère l'économie verte comme « *Un moyen de poursuivre la croissance économique et le développement, tout en prévenant la dégradation de l'environnement, l'appauvrissement de la biodiversité et la pénurie des ressources naturelles* ». L'OCDE cherche à travers cette définition de promouvoir le développement local et régional, d'atteindre les objectifs du développement durable dans les villes et les régions, mais aussi d'aider les responsables locaux et régionaux dans la définition d'approches et de plans d'action pour les politiques publiques visant à adapter les ODD³ 2015 aux conditions locales.

D'après ces deux définitions, l'économie verte traduit les objectifs de développement durable (ODD), en respectant l'égalité et l'équité entre les sexes (ODD5), en fournissant une énergie propre et d'un coût abordable (ODD 7), en promouvant le travail décent et la croissance économique (ODD 8), en renforçant les mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques (ODD13) et enfin, en protégeant la vie terrestre et la vie aquatique (ODD14 et ODD15).

3. L'emploi en économie verte

L'emploi en économie verte est quelquefois appelé « **emploi du développement durable** » ou encore « **emploi d'une économie dé-carbonée** ». Par définition, « *Un emploi de l'économie verte se définit comme une fonction nouvelle ou déjà existante occupée dans le but de la préservation de l'environnement ou dans une structure relevant de cet objectif*» (Tan & Assuad, 2014). Les emplois verts couvrent toute activité professionnelle qui participe à l'économie des ressources, des matières premières et d'énergie comme elle encourage les énergies renouvelables, elle contribue dans la protection de l'environnement et à la lutte contre le changement climatique, elle protège la biodiversité et les écosystèmes par la réduction des déchets et de la pollution.

Un emploi vert peut se retrouver dans plusieurs profils professionnels existants, il peut être aussi issu, de la transmutation ou de la création de certains métiers. Avec l'évolution des compétences 2.0, plusieurs activités professionnelles nouvelles s'installent dans le domaine d'économie verte telle que : Agriculteur bio, Diagnostiqueur en qualité de l'air intérieur, Ingénieur sur véhicules électriques ou hybrides, notateur en investissement socialement responsable et constructeur d'appareils électroniques économique en énergie pour les villes intelligentes.

4. L'entrepreneuriat en économie verte

Selon Dean et Mc Mullan (2007) « *Un processus d'identification et d'exploitation d'opportunités économiques issues de carences de durabilité dans les activités sur le marché incluant les aspects environnementaux pertinents* ». D'après cette définition d'entrepreneuriat vert, la plupart des métiers s'enrichissent par nécessité d'introduire des gestes durables aux connaissances et aux nouvelles compétences. A titre d'exemples : dans les formations en travaux publics, nous devons introduire la gestion des déchets, dans la formation des ingénieurs, on introduira l'analyse de cycle de vie. En management, nous introduisons la responsabilité sociétale des entreprises et dans l'enseignement en tourisme, nous devons introduire la notion de changement climatique.

5. L'entrepreneuriat et l'employabilité des femmes dans l'économie verte

En Algérie, l'étude « Promotion des jeunes et des femmes dans l'économie verte en Algérie »⁴, souligne l'intérêt des femmes pour les métiers verts et recommande la mise en place d'une

² Organisation de coopération et de développement économiques

³ Objectifs du Développement Durable

⁴ Cette étude a été réalisée en 2012, en Algérie pour le compte du Ministère Fédéral Allemand de la Coopération Economique et du Développement (BMZ) en étroite collaboration avec les équipes du Programme

politique intégrée de gestion des ressources humaines s'appuyant sur l'introduction des métiers verts dans les nomenclatures d'activités ainsi que l'actualisation du secteur de la formation professionnelle dont l'offre apparaît aujourd'hui inadaptée aux nouveaux besoins.

Selon cette étude, le secteur d'économie verte avait fourni environ 450 000 emplois en 2012 et pourrait générer un peu plus de 1,4 million d'emplois à l'horizon 2025, notamment dans les cinq filières suivantes : énergies renouvelables, efficacité énergétique, gestion de l'eau, traitement et recyclage des déchets et enfin tous les services liés à l'environnement et la gestion des espaces verts.

Cette étude témoigne des expériences des femmes entrepreneurs algériennes dans ces différentes filières d'emplois en économie verte :

- **Dans le domaine des énergies renouvelables**, Nachida Merzouk est Directrice de l'Unité de Développement des Equipements solaires (UDES) à Bou Ismail (Tipasa). En coopération avec des chercheurs et des entreprises, elle dirige le développement des prototypes et des techniques dans le domaine des énergies renouvelables et du traitement de l'eau ainsi que le transfert de ces nouvelles technologies vers l'industrie.
- **Dans le domaine d'efficacité énergétique**, Fatma-Zohra Hechchad âgée de 48 ans a débuté son activité vers la fin des années 90 avec la création d'un Cabinet d'étude de contrôle et de suivi technique en bâtiment qui applique les normes environnementales pour le rendre énergétiquement efficace. Elle a fait face à plusieurs défis en tant que femme entrepreneur dans le domaine du bâtiment, un domaine dominé par une majorité écrasante d'hommes.
- **Dans le domaine du traitement et recyclage des déchets**, Naima Nourredine est parmi les rares femmes à avoir entrepris dans le tri et le recyclage du papier et du plastique avec une longue expérience de plus de 20 ans. Avec une production de 700 tonnes /mois de carton et 250 tonnes /mois de plastique PET, son entreprise exporte le plastique et du PET vers l'Arabie Saoudite, l'Inde, la Thaïlande, la Chine et l'Australie.

Selon l'Agence Nationale des Déchets (AND), actuellement, près de 4.080 entreprises activent dans le secteur de la gestion des déchets entre collecte, recyclage et tous autres modes de traitement des déchets, les femmes sont fortement impliquées dans ce domaine.

En Tunisie, le recyclage des déchets est un secteur qui est de plus en plus créateur d'emplois et de richesses. A titre d'exemple, l'entreprise tunisienne AFP/Fethi Belaid fait travailler une soixantaine de personnes en direct et plus de 200 en indirect. Selon la superviseuse Chadlia Guesmi⁵ « ses employés sont majoritairement des femmes qui, pour la plupart, ont un époux au chômage et font vivre toute la famille ».

Au Maroc, les femmes sont le plus recrutées dans le secteur agricole « Plus de 4 femmes sur 10 sont recrutées par le secteur agricole au Maroc. En effet, « l'agriculture, forêt et pêche » pourvoit le plus d'emploi aux femmes avec 46,9% de l'emploi féminin »⁶.

Développement Economique durable (DEVED), de la GIZ et de la DG PME du Ministère de l'Industrie, de la PME et de la Promotion de l'Investissement (MIPMEPI).

⁵ <https://www.middleeasteye.net/fr/reportages/algerie-tunisie-maroc-environnement-dechets-ordures-recyclage>

⁶ <https://www.agrimaroc.ma/maroc-agriculture-femmes/>

En Afrique subsaharienne, les femmes jouent un rôle essentiel dans la gestion des ressources naturelles de l'Afrique et dans le renforcement de la résilience au changement climatique, 64% des femmes travaillent contre 74% des hommes, pourtant, 80% de ces femmes ont des emplois jugés vulnérables, contre 67% des hommes. Près de 90% des emplois féminins sont dans le secteur informel, tandis que les femmes exercent trois fois plus d'activités non rémunérées que les hommes⁷.

6. Conclusion

Les femmes en Algérie, au Maroc, en Tunisie ou en Afrique sont généralement confrontées à des obstacles pour accéder aux emplois verts dans l'énergie, les infrastructures ou l'économie circulaire mais aussi dans les secteurs dominés par les hommes en général. Ces obstacles sont dus à la ségrégation entre les sexes dans l'éducation et l'emploi, le manque d'accès des femmes au travail dans le secteur formel, les besoins de financement de ces projets et enfin, les habitudes sociales qui font que les femmes doivent assumer la majorité de ces activités d'une manière informelle et non rémunérées.

Pour conclure cette communication, quelques recommandations ont été proposées à court et à long terme, afin d'améliorer l'employabilité et l'entrepreneuriat des femmes dans l'économie verte surtout en Algérie : À court terme, il faut opter pour des politiques qui encouragent les femmes et les préparent à de nouveaux emplois verts maximiseront ainsi les gains rapides dans des secteurs tels que l'agriculture ou le tourisme (renforcer les capacités et les qualifications nouvelles là où les femmes sont déjà bien positionnées). À long terme, il faut se tourner vers les secteurs plus « masculins », comme l'énergie, la construction et les transports, pour éliminer les obstacles du genre en encourageant les modèles féminins.

Ces recommandations permettent de récompenser et d'encourager les femmes pour le rôle capital qu'elles jouent dans la protection des écosystèmes essentiels à la séquestration du carbone et à la durabilité environnementale à travers des politiques et des programmes publics en faveur des femmes.

Références bibliographiques

1. Christophe D. Assogba (2014), Inauguration d'un centre africain de recherche sur les stress biotiques <https://www.scidev.net/afrique-sub-saharienne/news/inauguration-d-un-centre-africain-de-recherche-sur-les-stress-biotiques/>
2. Dean, T-I. et McMullan J-S. (2007), Towards a theory of sustainable entrepreneurship: Reducing environmental degradation through entrepreneurial action, in Journal of Business Venturing. <https://www.asjp.cerist.dz/en/downArticle/196/6/2/133542>
3. Economie verte : emplois, métiers et formations en Provence-Alpes-Côte d'Azur Nouveaux métiers ou mutations des compétences ? IRFEDD 2018 <https://slidetodoc.com/economie-verte-emplois-mtiers-et-formations-en-provencealpescte/>
4. GIZ-BMZ/Ministère de l'industrie de la PME et de la promotion de l'investissement (2012), Etude sur l'employabilité et l'entrepreneuriat pour les jeunes et les femmes dans l'économie verte en Algérie.
5. <https://magazinedelafrique.com/uncategorized/des-emplois-verts-pour-les-femmes/>
6. <https://www.agrimaroc.ma/maroc-agriculture-femmes/>
7. https://www.ilo.org/global/topics/green-jobs/WCMS_344815/lang--fr/index.htm
8. <https://www.middleeasteye.net/fr/reportages/algerie-tunisie-maroc-environnement-dechets-ordures-recyclage>
9. L'observatoire Bourguignon des métiers de l'économie verte, Les métiers de l'économie verte, www.teebourgogne.com

⁷ <https://magazinedelafrique.com/uncategorized/des-emplois-verts-pour-les-femmes/>

10. Laurent Soucaille (2021), Des emplois verts pour les femmes
<https://magazinedelafrique.com/uncategorized/des-emplois-verts-pour-les-femmes/>
11. Le programme de l'OIT pour les emplois verts
12. OCDE Enquête emploi auprès des ménages collection Algérie.
13. Office National des Statistiques (2017), Résultats 2014-2016, N°47, édition 2017.
14. Organisation internationale du travail (2015), Partenariat pour l'action en faveur de l'économie verte. Incubateur de Thiès pour l'économie verte Dakar/Thiès (mars-juillet) 2015. disponible sur:
https://www.un-page.org/files/public/rapport_deetude_de_formulation_du_projet_itev_2015-08-03_feasibility_study_for_green_jobs_and_green_economy_incubator.pdf
15. PNUE (2011), Vers une économie verte : Pour un développement durable et une éradication de la pauvreté – Synthèse à l'intention des décideurs. (Nairobi 2011)



Yadi BAYA

Enseignante chercheur, retraitée de l'enseignement supérieur, Spécialiste en hydrobiologie continentale. Mon profil écologique m'a naturellement orienté vers des questions environnementales dans le secteur public, notamment dans le domaine de l'urbanisation et la santé, puis de facto vers la gestion des déchets entre autres problématiques. Je contribue activement à des formations sur l'environnement (la gestion des déchets ménagers, les déchets de soins, l'incinération des déchets, la gestion des centres d'enfouissement techniques, l'économie circulaire etc.) au profit d'un public professionnel ou associatif.

Mob : 0668 99 50 35

Email : yadibaya@yahoo.fr

Renforcement de la formation du genre dans le milieu scolaire pour lutter contre le changement climatique

1. Introduction

Le changement climatique représente une menace réelle pour l'humanité largement approuvée par la communauté scientifique mais également par les pouvoirs publics et les citoyens. La crise est mondiale et les graves conséquences socio-culturelles et économiques affectent en premier lieu les populations vulnérables parmi lesquelles les femmes et les enfants. Les actions intergouvernementales, les organismes et associations diverses sont des outils nécessaires pour trouver des solutions d'atténuation et d'adaptation aux changements climatiques.

2. Principales conséquences humaines dues aux changements climatiques

Deux situations dramatiques sont à déplorer : les migrations et les violences basées sur le genre (VBG).

- Les migrations climatiques : responsables du déplacement d'environ 26 millions de personnes dans le monde marquées par un nombre important d'enfants et de femmes :
- 20 millions des personnes déplacées sont des femmes
- 1 million de déplacés le sont à cause des catastrophes naturelles

D'après le Rapport Groundswell (2021), d'ici 2050 environ 216 millions de personnes migreront à l'intérieur des pays. Les estimations des déplacés internes par région :

- Afrique subsaharienne : 86 millions
- Asie de l'est et pacifique : 40 millions
- Afrique du Nord : 19 millions
- Amérique latine : 17 millions
- Europe de l'est et Asie centrale : 5 millions

Les pays d’Afrique du nord sont nettement affectés par ce phénomène par des actions concrètes, comme celle de Olga Thungber, une jeune fille très active qui croit, comme de nombreuses femmes, en une cause et la défend pleinement et honnêtement.

On ne peut pas aborder la question du développement sans parler de la femme et de son statut, ainsi que de son rôle dans la société et dans la famille. Il s’agit de mettre l’accent sur le fait que la position des femmes n’est pas tellement le résultat des différences biologiques existant entre les hommes et les femmes mais plutôt des différences liées au genre et donc déterminées socialement.

« Si le sexe concerne la différence physiologique, le genre concerne la différence sociale, sédimentée par l’éducation, les mimétismes usuels, les préjugés ambiants. Le sexe des jouets, par exemple, prépare et consacre le rôle dévolu à la femme par et dans la société » (Peña-Ruiz, 2015 in Gausssel, 2016).

Dans les régions urbaines, 40% des ménages les plus pauvres ont une femme pour chef de famille. Alors que les femmes jouent un rôle clé dans la production alimentaire mondiale (50 à 80%), elles détiennent moins de 10% des terres (UNESCO, 2016).

On estime à 1,3 milliard le nombre de personnes vivant dans des conditions de pauvreté dont 70% sont des femmes.

Les femmes semblent plus concernées et plus réactives aux problèmes environnementaux, il faut encourager leur instruction à travers l’éducation.

Elles ont une perception des changements climatiques plus marquée que celle des hommes pour les trois questions posées : la gravité du problème (90% contre 77%), atteinte directe (71% contre 57%) et enfin la nécessité des changements dans nos modes de vie (81% contre 66%). (fig .1)

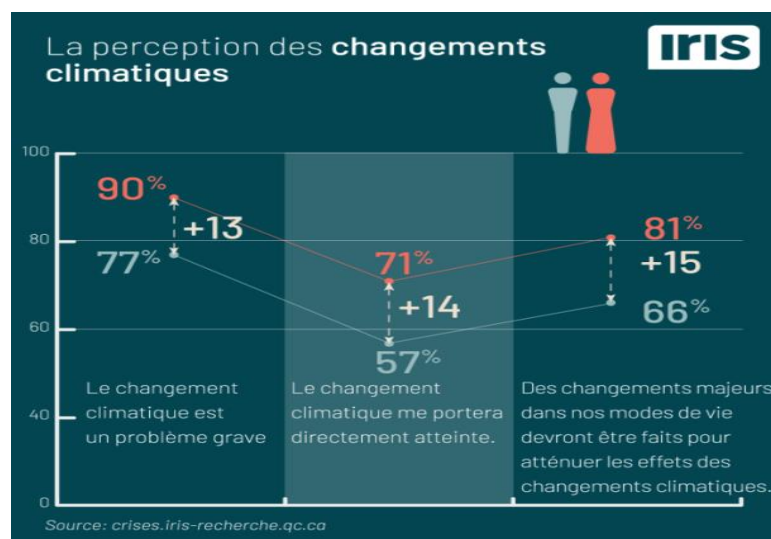


Fig.1 : La perception des changements climatiques selon le genre (Julia Posca, Eve-Lyne Couturier, 2021).

Les femmes sont indispensables au renforcement de la résilience aux changements climatiques :

- Elles partagent les informations sur le bien-être de la communauté et ont une capacité de s’adapter aux changements environnementaux dès que leur vie familiale en subit les conséquences.
- Elles sont réactives localement lors des interventions en cas de catastrophes naturelles.

3. L’Education dans les objectifs du développement durable : ODD4, horizon 2030

« L'éducation peut provoquer un changement radical de notre façon de penser et d'agir »

- Objectif ODD4 2030 : acquisition en faveur de tous les élèves, des connaissances et compétences nécessaires pour promouvoir le développement durable :
- Éducation en faveur du développement et de modes de vie durables, des droits de l'homme, de l'égalité des sexes, de la promotion d'une culture de paix et de non-violence, de la citoyenneté mondiale et de l'appréciation de la diversité culturelle et de la contribution de la culture au développement durable.

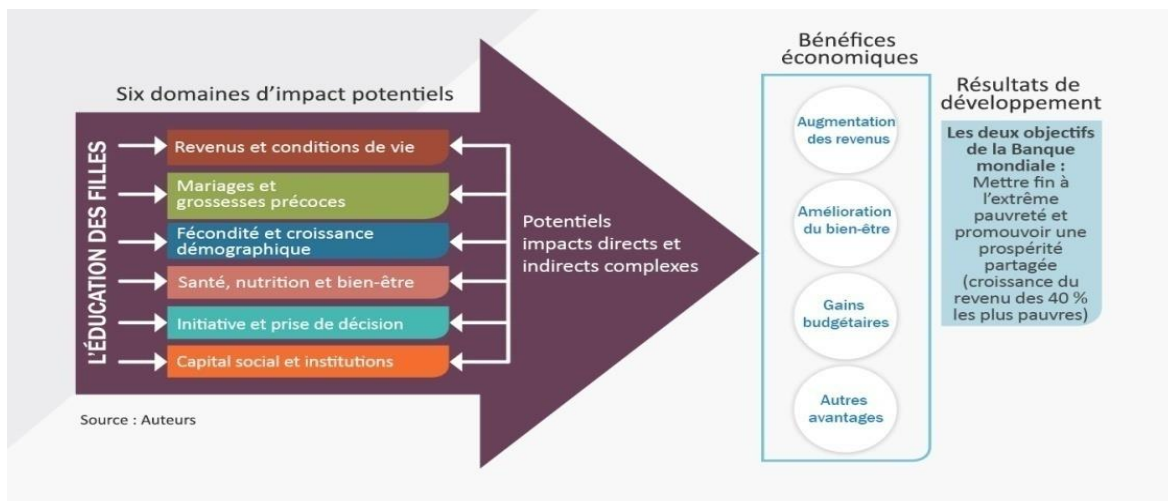
Pour atteindre les objectifs d'égalité des chances, l'instruction des femmes est une priorité et une exigence.

4. Les filles et la scolarisation

Les disparités sur la scolarisation et la réussite éducative des filles et des garçons entre les différentes régions et pays du monde continuent d'exister.

Selon l'UNESCO (2015), entre 2000 et 2015, il y a eu dans le monde 52 millions de filles non-scolarisées. Le ratio est passé de 92 à 97 dans le cycle primaire. Malgré les politiques éducatives favorables à l'éducation pour tous, la parité n'est pas atteinte, ni dans l'accès, ni dans la durée de la scolarité, notamment dans les régions les plus pauvres du monde, comme l'Afrique subsaharienne, et l'Asie du sud et de l'ouest.

La figure suivante donne un aperçu précis sur les causes et les conséquences de la déscolarisation des filles. L'auteur montre les bénéfices économiques susceptibles d'être atteints dans le cas d'une bonne instruction et donne les causes et les conséquences de la déscolarisation des filles (Wodon, 2018).



A titre d'exemple, citons l'impact sur la fécondité et la croissance démographique qui sont deux facteurs importants dans les PED. La planification des naissances dans une famille permet de mieux gérer un budget, de mieux s'occuper de la scolarité des enfants, d'avoir plus de temps pour soi, de se consacrer à un métier etc. Indirectement, cette femme contribuera à l'atténuation de la pression démographique mondiale sur l'environnement.

Lorsqu'une fille est déscolarisée, le manque d'instruction ne lui permet pas d'avoir accès aux informations qui pourraient pourtant lui sauver la vie en cas de catastrophe, ou l'informer sur les répercussions que le changement climatique pourrait avoir sur sa vie.

Exemple : L'action de Shimu dans la réponse au typhon Haiyan aux Philippines : Shimu a amené la communauté à se préparer aux inondations saisonnières, a conçu plusieurs solutions pour s'assurer que l'eau propre ne serait pas contaminée par les eaux de crue et a développé un système d'alerte précoce pour alerter la communauté des risques potentiels liés à l'impact climatique, tels que les épidémies ou les inondations.

L'histoire de Shimu démontre que les filles peuvent être des leaders et des innovatrices de solutions climatiques.

D'autre part, le maintien des filles à l'école minimise le risque de traite des enfants et de chute des filles dans un cercle vicieux d'exploitation et de pauvreté.

5. La scolarisation des filles en Algérie

L'Algérie a mené une politique intense sur la scolarisation des enfants dès l'indépendance. Dans les premières années d'indépendance la scolarisation des filles était faible pour diverses raisons dont l'éloignement des écoles du domicile, aider aux tâches ménagères et les mariages.

De grands efforts ont été fournis pour généraliser la scolarisation à partir de six ans et permettre ainsi aux enfants algériens d'avoir accès à l'instruction sans distinction de sexe ni d'origine. La démocratisation de l'enseignement est une réalité en commençant par le primaire puis le secondaire et enfin le supérieur.

La scolarisation des filles algériennes est une des meilleures dans les pays arabes.

Tableau 1 : Evolution du taux de participation des filles dans le cycle primaire (1962 à 2011).
(Statistiques ONS, office nationale de la statistique, Algérie)

Années	1962/1963	1972/1973	1982/1983	2002/2003	2010/2011	2019/2020
Taux en %	36.37	38.74	42.42	46.96	47.37	47.92

Mais les disparités entre sexes, bien que plus réduites, subsistent dans la scolarisation au cycle primaire. En effet, selon le CNES (2016), le rapport de masculinité à ce niveau s'établit à 91 filles pour 100 garçons en 2014, et même si la progression continue elle se fait lentement et n'atteint pas la parité. Cette tendance est observée essentiellement dans les régions les plus défavorisées, situées dans les zones montagneuses, les hautes plaines, et les steppes désertiques, où l'infrastructure scolaire reste peu développée, et où les conditions économiques et l'environnement socioculturel créent des attitudes peu favorables à l'éducation des filles (CNES, 2016).

En revanche, sur l'espérance de vie scolaire et la diplomation, les chiffres sont en défaveur des garçons qui sont bien plus touchés par le décrochage scolaire (Memai, Benloucif et Rouag, 2017). L'accès des femmes au système éducatif représente un des paramètres qui a marqué le plus les changements intervenus dans la condition féminine en Algérie depuis l'indépendance.

6. Conclusion et recommandations

Les plans et les programmes d'action nationaux d'adaptation ne tiennent compte que rarement des besoins, des connaissances et des compétences spécifiques des enfants instruits, qui peuvent pourtant contribuer à l'atténuation du changement climatique et d'autres catastrophes potentielles et

à l'adaptation à ces phénomènes. L'intégration des concepts clés tels que les droits de l'homme, les droits des enfants, la réduction de la pauvreté, les moyens d'existence durables, la diminution des risques de catastrophes, le changement climatique, l'égalité des sexes, la responsabilité sociale des entreprises et la protection des peuples autochtones, l'éducation au développement durable apprend aux enfants à réfléchir de façon critique à la durabilité et à la société dans laquelle ils vivent.

En ce qui concerne l'accès à l'éducation en Algérie, les disparités dans le premier cycle scolaire, sont au désavantage des filles, notamment en milieu rural, où les taux de scolarisation sont les plus bas, mais lorsqu'il s'agit de l'espérance de vie scolaire et de la diplomation, les chiffres sont en défaveur des garçons qui abandonnent les études plus que les filles, et qui sont moins nombreux à être diplômés.

Afin de ne pas négliger le rôle et les capacités des filles, les pays ayant participé à la Convention des Nations Unies sur les changements climat (COP22) ont proposé un Plan International appelant les acteurs du développement à :

- Mettre en place des programmes avec et pour les filles : diminuer leur vulnérabilité, et leur permettre de jouer un rôle actif dans leur avenir ;
- Intensifier le financement des programmes d'adaptation des populations au changement climatique et promouvoir l'action axée sur les filles ;
- S'assurer que les pays rendent des comptes sur la manière dont ils atteignent les filles.

L'amélioration de l'éducation des filles assurera :

- Un accroissement des avantages sociaux et économiques,
- Une contribution à la lutte contre le changement climatique.

Les programmes doivent œuvrer pour et avec les filles pour permettre aux filles de jouer un rôle actif dans leur avenir.

L'Education nationale en Algérie doit fixer des objectifs de formation pertinents et adaptés au monde actuel. L'actualité environnementale incite à former un enfant éco citoyen. Les filles montrent selon de nombreuses études internationales, plus d'intérêt aux questions environnementales. Elles sont plus réactives et peuvent devenir un moteur de développement efficace.

« En ciblant les filles en tant que bénéficiaires des programmes d'adaptation au climat, nous avons également la possibilité de nous attaquer aux causes profondes de l'inégalité et de transformer le rôle des filles dans leurs communautés. » Kimberly Junmookda.

Références bibliographiques

- Viviane Clement, Kanta Kumari Rigaud, Alex de Sherbinin, Bryan Jones, Susana Adamo, Jacob Schewe, Nian Sadiq, et Elham Shabahat, 2021- Agir Face aux Migrations Climatiques Internes, deuxième partie, Rapport Groundswell, Groupe Banque mondiale, 2021
- Marie Gaussel, 2016 - L'éducation des filles et des garçons : paradoxes et inégalités, Dossier de veille de l'IFÉ • n° 112 • Octobre 2016

- [Kimberly Junmookda](#), 2016- Il est temps que l'argent de l'adaptation se concentre sur les filles [Plan international thomson reuter fondation](#), 2016
- Atfa Memai, Houria Benloucif, Abla Rouag, 2017- Filles et garçons en éducation : les inégalités inversées ? Laboratoire d'Analyse des Processus Sociaux et Institutionnels LAPSI, Constantine.
- Vito Pecoraro, 2009- Une représentation de la scolarité en Algérie après l'indépendance à travers les romans de Malika Mokeddem, [GENRE & ÉDUCATION](#) p. 469-480, Presses universitaires de Rouen et du Havre, 2009
- Wodon, Quentin, Monténégro, Claudio E., Nguyen, Hoa, Onagoruwa, Adenike 2018- Occasions manquées : le coût élevé de la non scolarisation des filles, [repositorio.minedu.gob.pe](#), 2018.



Salima KEBBOUCHE-GANA

Professeur des universités, 23 ans d'expérience, spécialisée en microbiologie industrielle et alimentaire, fermentation, biotechnologie et extrêmophiles. Chercheur senior et chef d'équipe au sein du Laboratoire de Bioinformatique, Microbiologie Appliquée et Biomolécules - Vice Rectrice chargée du Développement, de la Prospective et de l'Orientation à l'université M'Hamed Bougara de Boumerdes, Coordinatrice internationale projet de coopération internationale entre l'UMBB et la Région wallonne (U.L.B. Bruxelles) 2010-2013. - Chef de projet PNR et 6 Projet (Cnepru et Prfu), encadrement de 11 Doctorats soutenus et plus d'une cinquantaine de binômes Masters, vingtaine de binômes ingénieurs et DEUA et DES et participation à plusieurs jurys de soutenances de Doctorat et HDR dans plusieurs établissements universitaires algériens. Membre éditeur et membre du comité de lecture dans des revues internationales (reviewing), organisation de manifestations scientifiques et publications de 3 ouvrages scientifiques et chapitres d'ouvrage et 60 publications internationales à deux reviewers et obtention de 3 prix de distinctions

(Citation : 591-Indice H : 12- Indicei10 : 13).

Tél : +213771251839

Email : s.ganakebbouche@univ-boumerdes.dz

Contribution de la femme algérienne dans le domaine de la science cas des biotechnologies

1. Introduction

Selon l'INAPI 2021, pour l'année 2020, sur 162 dépôts de brevets de la part de résidents (nationaux algériens), nous énumérons par catégorie, les particuliers et personnes physiques qui détiennent 113 dépôts, les entreprises 10, les universités 20 et enfin les centres de recherche détiennent 19. Ainsi, Le secteur des biotechnologies occupe une place de plus en plus importante dans les économies avancées. Il se développe à partir d'efforts soutenus des chercheurs (des sciences de la vie en particulier) pour créer une nouvelle génération de produits et de processus (en agriculture, agroalimentaire, pharmacie, diététique, alimentation animale ainsi que dans la mise au point de traitements médicaux novateurs ou dans les opérations de restauration des milieux naturels pollués). Les chercheurs ont accompli des tâches inimaginables il y a quelques années encore et, progressivement, l'impact des avancées dans les biotechnologies est de plus en plus sensible. Qu'en est-il de la femme chercheuse et plus particulièrement de la femme algérienne ?

2. Quelques chiffres

En termes de chiffre, les femmes sont omniprésentes dans tous les secteurs et plus particulièrement dans la recherche, ainsi, le nombre de professeures et dirigeantes d'institutions universitaires ne cesse d'augmenter d'année en année ». La femme a occupé en toute équité les bancs de l'université, en Algérie, et durant la période 1999-2018, il a été constaté un accroissement de 270 % des effectifs des étudiants (407.995 étudiants inscrits dont 208.523 filles (51.1%) en 1999-2000, et 1.730.000 étudiants inscrits dont 1.081.250 filles (62,5%) en 2018). En 2020, les étudiantes inscrites dépassent les 50% des quelques 1.600.000 étudiants. Alors qu'en 1962/1963, seuls 21,2 % des filles étaient inscrites à l'université, elles représentaient en 2017, 62,5% des inscrits et 65.6%

des diplômés. Source ; ministère de l'enseignement supérieur algérien). Notant ici que la première femme algérienne ayant décroché un diplôme universitaire fut la défunte Aldjia Noureddine-Benallegue, qui était diplômée de la Faculté de médecine d'Alger en 1945.

Du point de vue employabilité, selon le Bureau International du Travail (BIT), en 2019, la population active du moment était estimée à 12.730.000 personnes au niveau national (Algérie), avec une hausse atteignant 267.000 par rapport à septembre 2018 et 304.000 comparativement à avril 2018. La population active féminine a atteint, pour sa part, 2.591.000, soit 20,4% de la population active totale (ONS, 2019 Bulletin n 879). Ainsi, ventilé par groupe de professions, l'emploi féminin absorbe 56,9% de l'emploi total des employés administratifs, 54,8% des professions intellectuelles (médecins, ingénieurs, spécialistes en sciences techniques, humaines, financières), 37,5% des professions intermédiaires (cadres moyens) et 9,8% du groupe de profession « Directeurs et dirigeants ».

À l'échelle mondiale, les femmes représentent 33,3 % des chercheurs (effectifs physiques), selon les données de l'Institut de statistique de l'UNESCO qui couvrent 107 pays sur la période 2015-2018. Cependant, de plus en plus de pays arabes atteignent la parité, nombre d'entre eux ont fait des progrès remarquables en peu de temps, y compris l'Algérie, qui passe de 35 % en 2005 à 47 % en 2017 de chercheurs femmes) (UNESCO). En 2018 sur près de 60 000 enseignants universitaires tous grades confondus, près de 47% sont des femmes et 40 % sont des chercheurs, soit 15 % sont dans le Domaine des sciences de la nature et de la vie (Source ; ministère de l'enseignement supérieur algérien). Le Domaine SNV englobe des métiers du secteur de la Biologie, et Biotechnologies. Ce secteur occupe une place de plus en plus importante dans les économies avancées. Il se développe à partir d'efforts soutenus des chercheurs (des sciences de la vie en particulier), agriculture, agroalimentaire, pharmacie, diététique, alimentation animale et environnement.

3. Que sont les Biotechnologies ?

« La biotechnologie est une science qui repose sur l'utilisation du potentiel biochimique et des capacités génétiques des organismes vivants en vue de produire des composés ou rendre des services, pouvant être utiles ou non à l'Homme et à l'industrie ». Elle est fondée sur plusieurs disciplines scientifiques : biochimie, microbiologie, biologie cellulaire, biologie et génétique moléculaire et enzymologie.

L'histoire des biotechnologies est passée par trois périodes importantes, la première période date du Néolithique au début du XXe siècle, ainsi, 6000 av JC, nous avons assisté à la fabrication de bière par les Babyloniens, et vers la fin du XIXe siècle, il ya eu la standardisation des procédés de fermentation grâce à L. Pasteur. La deuxième période (1920 – 1970), marquée par la découverte de nouveaux procédés de fermentation pour la production de la vitamine B₂, glycérol, acide citrique, et la pénicilline. La troisième période datant du début des années 1970, marquée essentiellement par l'utilisation de la biotechnologie en laboratoire de recherche par la maîtrise du génie génétique, clonage et OGM, lutte contre la pollution et contre les insectes nuisibles, traitement biologique de l'eau potable, dépollution des sols, utilisation des insecticides biologiques et à partir de là, on assiste au grand développement des biotechnologies.

4. Subdivisions et typologies des Biotechnologies

On en dénombre deux, en premier lieu, les biotechnologies classiques qui englobent, les techniques de fermentation (obtention de divers produits alimentaires, énergétiques, etc), les techniques de sélection des souches (obtention des souches plus performantes, etc.), les techniques de génie enzymatique (bioconversion) et les techniques de sélection variétale à travers le transfert des caractères par des croisements dirigés ou la multiplication *in vitro* des plantes ou culture de tissu (culture *in vitro*, micro propagation, bouturage, etc.).

En second lieu, nous citons, les biotechnologies modernes, basées sur la manipulation du DNA et sous-tendues par, les techniques de génie génétique, les techniques de clonage des gènes et leur identification, les nanotechnologies en générale, la génomique, et la protéomique (technologie des protéines). Quant aux typologies des biotechnologies, issues des deux subdivisions des biotechnologies, on en classe, en premier lieu, les Biotechnologies de première génération, fondée sur la maîtrise des techniques métaboliques de fermentation et de transformation des substrats. En second lieu, les Biotechnologies de deuxième génération qui sont fondée sur l'étude de la transmission des caractères entre espèces du même genre. Et enfin, viennent les Biotechnologies de dernière génération fondée sur la manipulation du gène et son transfert en dehors de l'espèce.

5. Applications des Biotechnologies

En application des transgénèses, elles offrent de nombreuses utilisations, dans le domaine de la santé, elle permet, l'obtention des médicaments du futur à partir des OGM (microbiens, végétaux ou animaux), thérapie génique (technique utilisée dans le traitement des maladies héréditaires, Cancers, maladies métaboliques, maladie de Parkinson, maladies infectieuses et cardiovasculaires). La thérapie cellulaire par l'usage de cellules souches pour obtenir des cellules saines (techniques utilisées dans le traitement des myopathies, des greffes, etc;). Dans le cas des transgénèses végétales, celles-ci permettent l'acquisition de nouvelles propriétés, comme la résistance aux prédateurs, aux stress abiotiques, l'amélioration des performances métaboliques et nutritionnelles, etc. Cependant, la transgénèse animale permet l'amélioration des espèces par la recherche, par exemple, d'une surexpression de l'hormone de croissance ou améliorer la qualité du lait chez les animaux transgéniques. Par ailleurs, dans les industries agroalimentaires et non alimentaires, les biotechnologies permettent l'amélioration des performances des enzymes et des souches industrielles, le développement de la chimie fine durable (biosynthèse des solvants, acide organique, antibiotiques, etc.), l'utilisation des protéases (tannerie), le délainage du cuir, l'amélioration des performances des détergents pour textile (protéases et amylases). Dans le domaine de l'environnement, elles permettent, la dépollution par des techniques innovantes (cellulases, enzymes ou cellules transgéniques fixées, bioréacteurs industriels.), la bio remédiation des sols par la biodégradation des composés récalcitrants (biopesticides, hydrocarbures,), la préservation de la biodiversité par l'usage des plantes transgéniques.

6. Innovations de Femmes Biotechnologues algériennes

Le domaine scientifique a été pendant des siècles véhiculé et étoffé par des chercheurs hommes. Désormais, la science est ornée de chercheurs femmes, qui brillent dans toutes les disciplines et l'Algérie compte de plus en plus de femmes exceptionnelles de qui on peut s'inspirer et qui ont toutes un seul emblème « La recherche et l'épanouissement ». En 2019, le taux de femmes chercheuses Algériennes a été estimé à 47,1% ; leur donnant le 3^{ème} classement en Afrique, et dans le monde à 29,3%. Le premier pays comptant le plus de femmes chercheuses est le Venezuela avec 61,4%. On peut notifier que la femme chercheuse algérienne commence à prendre le dessus dans le

domaine de la recherche scientifique, et ce, principalement dans les pays du tiers monde.

Comme exemple de ces promotrices algériennes du changement, nous citons le professeur Zoubida Zaidi, reconnue en mai 2021 comme étant « la meilleure chercheuse Algérienne » dans le domaine des sciences médicales et vétérinaires ; avec 70 publications internationales et 32.146 citations. Un professeur au talent illimité puisqu'elle a œuvré pour l'élaboration du premier registre national et continental portant sur le cancer, dans sa région résidentielle (Sétif).



Nous pouvons également citer le Docteur Halima Benbouza, Biotechnologue lauréate du prestigieux prix américain Women in Science Hall of Fame en 2014. Elle a dirigé auparavant le Centre de recherche en biotechnologie (CRBt) à Constantine. Œuvrant sur la détection des OGM présents dans notre alimentation, elle a mis en place des partenariats avec des centres de recherches occidentaux pour bénéficier de leur expertise en matière de biosûreté, de biosécurité et d'intégrité de la recherche.



Par ailleurs, la scientifique d'origine algérienne et actuellement post-doctorante en neurosciences à l'université de Lille (France) Nour El Houda Mimouni a reçu le prestigieux Prix Jeunes Talents L'Oréal-Unesco Pour les Femmes et la Science en récompense de ses travaux sur le syndrome des ovaires polykystiques (SOPK).



Sans oublier la jeune Docteur Sara Benkhelifa de l'Université des Sciences et de la Technologie Houari Boumediene qui a été récompensée par le *Programme Jeunes Talents du Maghreb de la Fondation « L'Oréal-UNESCO 2020 » pour les Femmes et la Science*, visant à promouvoir la participation des jeunes femmes dans les sciences pour ses travaux relatifs à l'identification de nouveaux biomarqueurs pronostics et prédictifs de l'efficacité thérapeutique dans le cas du cancer colorectal (CCR).



7. Conclusion

Les femmes chercheuses algériennes, et partout dans le monde, se meuvent au quotidien pour s'imposer en tant que femmes de sciences, et le résultat est atteint car de par leurs acuités, jaillit une perspicacité incomparable et une ingéniosité étincelante. Il ne faut pas sous-estimer les efforts déployés par les autorités algériennes dans le but de réaliser la parité entre hommes et femmes, sans oublier de noter que la femme algérienne trouve des difficultés à concilier la vie professionnelle et la vie familiale. Son environnement ne permet pas d'aller de l'avant et de percer dans le domaine de la recherche scientifique. Il faut donc arriver à un objectif permettant de favoriser la participation pleine et égale des femmes et des filles à l'éducation, à la formation, au marché de l'emploi et aux processus décisionnels dans les domaines scientifiques. Toutefois, améliorer de la place de la femme dans la recherche est "d'abord un choix sociétal" et nécessite la "génération d'une dynamique juridique et culturelle dans le sens du progrès et de la modernité. Nous terminons par la citation d'Antonio Guterres, Secrétaire général des Nations unies : « *Nous devons encourager les filles et les femmes à devenir des chercheuses et des innovatrices à part entière, et les soutenir dans leurs projets* »

Références bibliographiques

1. Unesco, www.unesco.org, <https://fr.unesco.org/news/chercheur-trois-est-femme>.
2. Becker, E. W. (1994) *Microalgae: Biotechnology and Microbiology*. Cambridge University Press, Cambridge.
3. Dixon, R. A. & Gonzales, R. A. (eds) (1994) *Plant Cell Culture: a Practical Approach*, 2nd edition. IRL Press, Oxford.
4. Fu, T.-J., Singh, G. & Curtis, W. R. (eds) (1999) *Plant Cell Culture for the Production of Food Ingredients*. Kluwer Academic/Plenum, New York.
5. Ritter, M. A. & Ladyman, H. M. (1995) *Monoclonal Antibodies. Production, Engineering and Clinical Application*. Cambridge University Press, Cambridge.
6. Spier, R. E. & Griffith, J. B. (eds) (1990) *Animal Cell Biotechnology*, Vol. 4. Academic Press, London.
7. Vlak, J. M., de Gooijer, C. D., Tramper, J. & Miltenburger, H.G. (1996) *Insect Cell Cultures. Fundamental and Applied Aspects*. Kluwer Academic, Dordrecht.



**Fatima
BOUMECHHOUR**

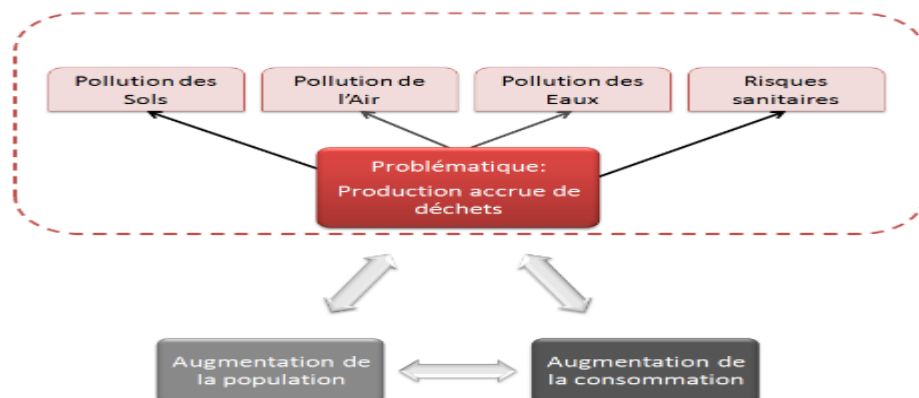
BOUMECHHOUR Fatima, docteur en génie de l'environnement, Titre obtenu en 2015 à l'école nationale polytechnique d'El Harrach (Algérie), actuellement maître de conférences à l'UMBB Boumerdes (Algérie). Elle mène des recherches sur les questions environnementales : Pollution de l'air, pollution du sol et traitement des eaux. Auteure de plusieurs publications dans des revues de niveau national et international portant sur le traitement des pollutions ; de l'eau, du sol et l'étude de la pollution par l'aérosol atmosphérique. Elle a été impliquée dans plusieurs projets de recherche dans le domaine de l'environnement. Elle est membre dans les deux laboratoires de recherche : Laboratoire Technologie Alimentaire de l'UMBB et Laboratoire des sciences et techniques de l'environnement à l'école nationale polytechnique d'El Harrach.

Fatimaboumechhour@gmail.com
0558083004

Genre et gestion des déchets et les produits chimiques

Résumé

Dans tous les pays du monde, la production de déchets solides municipaux et industriels, continue d'augmenter, en termes absolus et par habitant. La richesse est un paramètre caractéristique de la quantité de déchets que produit un pays. Plus le pays prospère, plus les quantités de déchets générés sont importantes. Au final, les risques de pollution du sol, de l'eau et de l'air sont élevés et mettent à rude épreuve la salubrité publique (1,2).



M
o
ts

clés : Gestion des déchets, produits chimiques, genre

1. Introduction

En Algérie, la constitution nationale 2015, à travers les articles 66 et 68, exprime clairement l'importance de la protection de la santé publique et le droit à un environnement sain, d'où la volonté politique à promouvoir une gestion saine et intégrée des déchets. Pour ce faire, le pays a réalisé au cours des deux dernières décennies, des efforts considérables tant dans la prise en charge des DMA que pour les Déchets Spéciaux

et Spéciaux Dangereux (DS/DSD). Le retour d'expériences, a permis d'apprécier l'évolution des acquis réglementaires et institutionnels, techniques et financiers, mais aussi, les insuffisances en matière d'exécution et de gestion de certains programmes.

Ce présent article sur le Genre et la gestion des déchets et les produits, apporte des informations scientifiques utiles et immédiatement utilisables pour pouvoir maîtriser et développer les différentes méthodes et techniques de traitement des déchets solides ainsi que l'engagement dans la démarche Zéro déchets (1)

2. Dimensions de la gestion des produits chimiques et des déchets Définitions du concept déchet

L'article 3 de la loi 01/19 du 12 décembre 2001 relative à la gestion, au contrôle et à l'élimination des déchets définit le déchet comme suit : "tout résidu d'un processus de production, de transformation ou d'utilisation, toute substance, matériau, produit ou, plus généralement, tout objet, bien meuble dont le détenteur se défait, projette de se défaire, ou dont il a l'obligation de se défaire ou de l'éliminer" (1).

Différents modes d'élimination et de traitement des déchets solides et urbains

Les déchets solides urbains, et essentiellement les ordures ménagères sont sources de nuisances (dégradation des paysages, fumées, danger pour la santé publique entraînés par la pollution des cours d'eau et des nappes souterraines ainsi que par la prolifération des germes pathogènes). Que pourra-t-on faire ? Comment s'en débarrasser ? Plusieurs procédés peuvent être mis en œuvre à cette fin. Les plus classiques sont :

La mise en décharge, le compostage, la biométhanisation, l'incinération, Récupération- Recyclage-Valorisation (3).

Quantification des DMA

La croissance des activités économiques et l'urbanisation rapide, posent de sérieux problèmes environnementaux, sanitaires et financiers tels que : L'augmentation du coût de la collecte des déchets ; La saturation des installations de traitement des déchets, l'émission des gaz à effet de serre (GES), ajoutée aux rejets de lixiviats, causée par la collecte des déchets, Ainsi, il est primordial de déterminer une estimation précise de la quantité des déchets produite par habitant et par jour (kg/habitant/jour) appelé communément Ratio.

En 2020, on estime la population Algérienne à 43 millions d'habitants (ONS, année 2020) et on estime à environ 13,5 Millions de Tonnes, la quantité totale des DMA produite, pour l'année 2020 (1).

Caractérisation des DMA

Évolution de la composition des DMA en 2010, 2014 et 2018/2019

La composition des DMA est en pleine mutation. La fraction putrescible est en diminution, bien qu'elle reste la fraction la plus importante, en revanche, les produits d'emballages augmentent. Il y a très peu de métaux et de ferraille, puisque ces derniers sont récupérés à la source.

Des interactions entre le climat et le régime alimentaire sont avérées, notamment dans la zone aride. La consommation des légumes secs et pâtes alimentaires est plus importante dans la région sud (1).

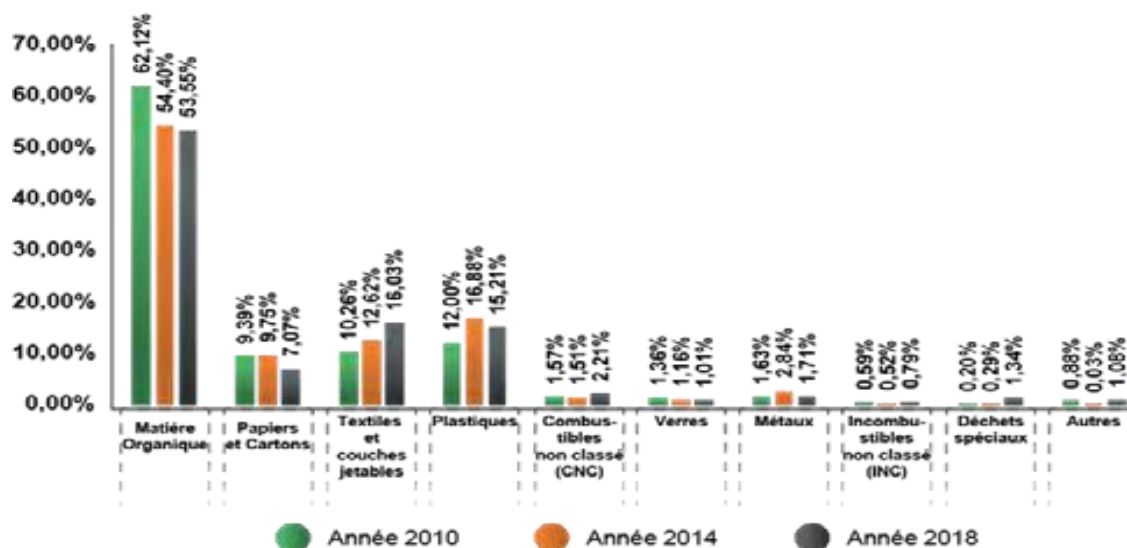


Figure 6 : Évolution de la composition des DMA en Algérie

Quantité des DMA valorisée par catégorie de déchet

Le taux de valorisation des DMA est d'environ 9,83 %, toutes filières confondues. Ce taux reste relativement faible par rapport à la production annuelle de 13,5 millions de tonnes (2020), et qui pourrait dépasser les 20 millions de tonnes en 2035 (1).

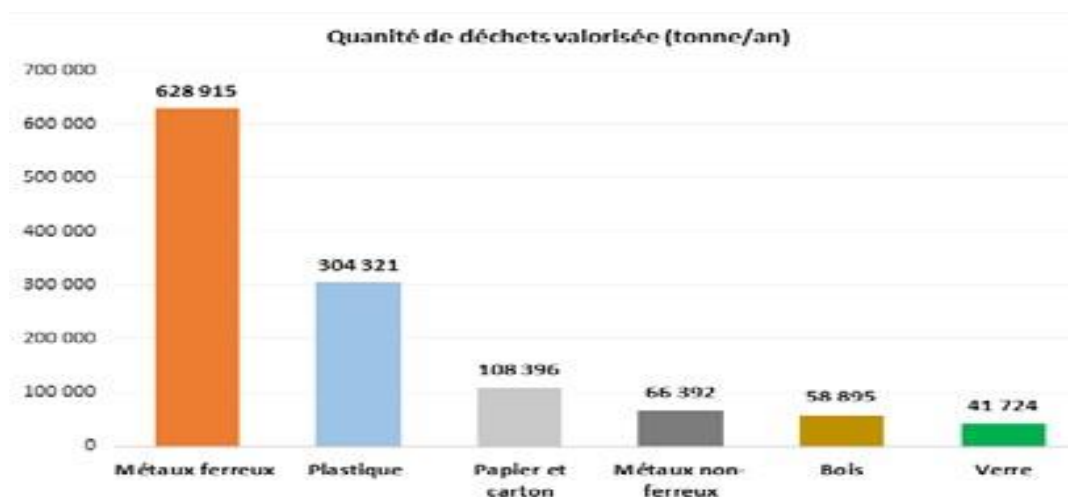


Figure 7 : Quantités des déchets valorisées par matériau en Algérie ; (Source : AND, 2019/2020).

3. Genre, produits chimiques et déchets

Au niveau international, il y a trois conventions importantes qui portent sur les produits chimiques et les déchets: Les conventions de Bâle, de Rotterdam et de Stockholm, elles réglementent la gestion des produits chimiques, afin de protéger notre santé et notre environnement et empêcher que les déchets soient déversés n'importe où sur notre planète -En 2017 les membres des trois conventions ont adopté une décision très importante sur le genre: il s'agit de l'intégration de l'égalité entre les hommes et les femmes (4)

Les déchets chimiques ont-ils un sexe ?

- Exemples de considérations de genre pour des projets sur les déchets électroniques
Dans la majorité des pays en développement, des femmes et des enfants participent activement à la collecte et au recyclage ultérieur des déchets électroniques, et risquent donc d'être exposés aux produits chimiques toxiques libérés par les câbles en feu, les bains acides et d'autres activités telles que la séparation des composants soudés.
- Exemples d'activités liées au genre pour des projets sur l'utilisation des pesticides dans l'agriculture. Les projets concernant l'utilisation des pesticides dans l'agriculture ne comprennent souvent pas l'exposition aux pesticides chez les femmes. Cependant, dans de nombreux pays, les femmes représentent la majorité des travailleurs impliqués dans la pulvérisation de pesticides et la gestion des déchets agricoles.

4. Le zéro déchet à la maison : rôle de la femme

Le zéro déchet à la maison, ce sont souvent les femmes qui s'en chargent
Nettoyer c'est bien ne pas salir c'est mieux
« Le meilleur déchet, c'est celui qui n'existe pas »
Préoccupées par l'impact destructeur de l'humain sur la planète, les ZD n'ont pas attendu les politiques pour mettre la main à la pâte. Des citoyennes engagées œuvrent à réduire leur empreinte écologique en modifiant leur façon de consommer. ***Engagés dans la démarche Zéro déchets, LES 5R, règle d'or du zéro déchet nous guide*** au quotidien :

Le zéro-déchet, une affaire de femmes ?

Il n'existe encore aucune donnée statistique sur la composition de la communauté ZD. On ne sait donc pas combien de ménages et d'individus le pratiquent. On en sait encore moins, d'un point de vue chiffré, sur la répartition des tâches organisationnelles liées au

Assiste-t-on à une répartition des tâches domestiques liées au ZD plus équilibrée entre hommes et femmes ? Ou bien les femmes restent-elles principalement en charge de cette transition au sein des

foyers ? Par simple observation quotidienne, nous constatons que les femmes fréquentent en majorité les ateliers, conférences, groupes et blogs spécialisés. Les hommes n'en sont pas absents, juste moins présents en nombre. La démarche zéro-déchet est fortement centrée sur le foyer, un lieu où les hommes sont traditionnellement moins actifs. Leur présence est socialement valorisée et appréciée dans la sphère du travail et des loisirs (6).

5. Femmes et gestion des déchets urbains

-Entre 2015 et 2019, le Canada a investi près de 20 millions de dollars dans l'amélioration de la gestion et du traitement des déchets solides dans les communautés comme Khaldieh, tout en priorisant la participation, la prise de décisions et le leadership des femmes, et ce à toutes les échelles.

« Investir pour les femmes n'est pas seulement la bonne chose à faire, mais une chose brillante à faire »

➤ *Femme Algérienne et recyclage des déchets*

Leila Bouhali, une femme modèle au service de l'environnement

Leila Bouhali de Djelfa a été déléguée par le ministère de l'Environnement et des Energies renouvelables pour la mise en œuvre d'un projet pilote de recyclage des déchets urbains. Une **tâche** qui s'avère difficile que son amour sans limites pour la cause environnementale le pousse à relever le défi pour sa concrétisation.

➤ *Femme et tri des déchets*

Boudra, 2016, a étudié dans le cadre de son doctorat, la division selon le sexe du travail dans les centres de tri en France entre 2012 et 2016. Il en ressort ce qui suit :

Toutefois, les formes de pénibilité vécues par l'ensemble des travailleurs/euses s'expriment différemment selon le genre en raison d'une division sexuée qui s'opère dans les organisations socio-productives et dans les dynamiques collectives du tri. Ces enjeux d'inégalités de genre sont importants dans l'optique de la prévention des risques professionnels. Les femmes et les hommes sont exposés à des contraintes différentes dans leur activité qui les amènent à solliciter différemment leurs fonctions physiques, cognitives et sociales. La perspective du genre permet aussi de mieux saisir l'organisation du travail et en particulier de poser les enjeux d'une asymétrie, le plus souvent hiérarchisée, entre masculin et féminin (7)

➤ *Femme et compostage*

Beaucoup de femmes trient leurs biodéchets (Epluchures de fruits et légumes, marques de café, sachets de thé, restes de repas, feuilles mortes...etc) pour les composter.

Ce qui leur permet d'en retirer un terreau à haute valeur ajoutée. Une démarche coresponsable simple, même en appartement (8).

Références bibliographiques

1-Agence Nationale des déchets, Algérie 2020.

- 2-Christelle HATIK : Proposition de scénarios de gestion raisonnée des déchets en vue de leur valorisation énergétique, déc 2015
- 3-Fatima BOUMECHHOUR : Étude des lixiviats générés par les déchets urbains : Caractérisation de la charge polluante et application de traitements par procédés classiques et procédés d'oxydation avancée, Algérie 2015.
- 4-Document d'orientation du PNUD : genre et produits chimiques déc. 2018
- 5-Zéro-déchet et zéro-sexisme : même combat ? – FPS 2019 Femmes Prévoyantes Socialistes www.femmesprevoyantes.be.
- 6 -ADEME, Florian Cezard (eQuiNeo), Marie Mourad, Steve Joncoux : Bien-vivre en « Zéro déchet ».. 2017.
- 7- Leïla Boudra : le tri des déchets ménagers. Inégalités de genre et santé au travail la Découverte « Travail, genre et sociétés » 2020/1 n° 43 | pages 67 à 83
- 8-Composter pour l'égalité : les femmes rejoignent la main-d'œuvre en Jordanie –mai 2019



Fatma
SAHIR-HALOUANE

Mme SAHIR-HALOUANE FATMA : Professeur en Sciences Agronomiques. Université M'hamed Bougara de Boumerdes "UMBB". Laboratoire Valorisation et Conservation des Bioressources "VALCORE" Chef d'équipe "2EMLU" : Exploration et Exploitation de la Microflore Locale Utile. Domaines d'activités scientifiques :

Agriculture résiliente et développement durable, Biotechnologie microbienne, Lutte biologique et biopesticides, valorisation des sous-produits agricoles et cycle de vie, économie circulaire et eau, Biofertilisants et biostimulants, Entomologie médicale et forestière, Biorémediation des sols agricoles pollués.

E-mails : fatmahalouane@yahoo.fr
fa.halouane@univ-boumerdes.dz

Intégration du genre dans la gestion de l'eau, Une solution à une gestion responsable des ressources

1. Introduction

L'eau est un élément vital et indispensable à la production de denrées alimentaires. Elle permet d'assurer les moyens de subsistance de centaines de millions de petits agriculteurs et de communautés rurales dans le monde entier.

La quantité d'eau sur la Terre est constante depuis son apparition et sa répartition est en perpétuel mouvement. Près 97 % de l'eau se trouve dans les océans, sous une forme salée, pour 3 % d'eau douce (2 % dans les glaciers et 1% dans les eaux souterraines). Les disponibilités en eau douce varient selon le climat des régions du monde et sont soumises à des variations saisonnières et interannuelles. Près d'1,2 milliards de personnes dans le monde n'ont pas accès à l'eau potable et 15 millions de personnes meurent chaque année suite au manque d'eau. La population mondiale, avoisine, aujourd'hui, les 7,8 milliards d'individus.



La mauvaise gestion des déchets humains constitue la principale source de contamination de l'eau potable. Un assainissement inadéquat met en péril la santé de près d'un quart de la

population des pays en développement dont 2,4 milliards de personnes n'ont pas accès à des services sanitaires adéquats de traitement des eaux.

Pourquoi autant de gens n'ont-ils pas accès à l'eau ?

Le non accès à l'eau est lié à plusieurs paramètres environnementaux et de gestion

- La répartition géographique
- Le climat
- La déforestation
- La surexploitation des ressources
- Les infrastructures inexistantes
- La privatisation des ressources
- L'agriculture

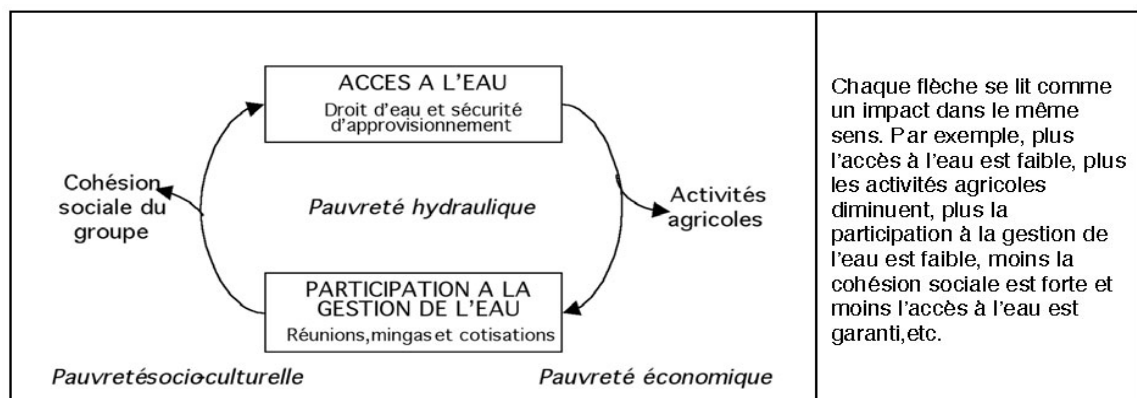


Conséquences « Manque d'eau »

Les conséquences liées au manque d'eau potable ou pauvreté hydraulique peuvent être :

- d'ordre sanitaire : Maladies liées au manque d'eau et à une mauvaise hygiène (infections virales : l'hépatite A et E, la poliomyélite, les rotavirus responsables de diarrhées, les entérovirus, infections parasitaires : dracunculose, amibiases, giardiase et autres flagellés intestinaux essentiellement...etc).

- d'ordre social, environnementale et économique (figure en ci-dessous) : Le manque d'accès à l'eau peut créer des conflits et des disparités sociales entre différentes communautés et à l'intérieur des communautés (classes sociales, genres...).



La quantité d'eau totale sur la terre est restée inchangée depuis plus de 3,5 milliards d'années, il ne faut pas s'attendre à ce qu'il en apparaisse au cours des prochaines années. Donc, il apparaît primordial d'adopter les bonnes pratiques quant à la gestion de cette ressource vitale. En effet, pour l'Algérie qui est classée parmi les 13 pays africains qui souffrent le plus du manque d'eau (moins de 500 m³/habitant/an d'eau renouvelable) et dispose de moins de 50% du seuil théorique de rareté fixé par la Banque Mondiale à 1000 m³ par habitant/année).

Le gouvernement a entrepris une démarche de bonne gouvernance par la mise en place des infrastructures physiques sur tout le territoire national par l'installation des barrages, des stations de dessalement d'eau de mer et des stations d'épuration des eaux usées (Figure en ci-dessous). Cette stratégie a, globalement, contribué à améliorer l'approvisionnement en eau potable des populations dans le pays.

BONNES PRATIQUES LIÉES À LA GOUVERNANCE D'EAU

Exemple de la bonne gouvernance en Algérie / les infrastructures physiques (barrages, installations de traitement de l'eau, station de dessalement etc.) ont globalement contribué à améliorer l'approvisionnement en eau potable en Algérie

Solutions exceptionnelles et innovantes)= Barrage de Koudiat-Acerdoune :ouvrage impressionnant et imposant :121m de hauteur-640millions m³ d'eau antissismique (tours de prise inclinées), fibre optique(1 première mondiale),100millions de m³/ an-Irrigation 70millions de m³/an Alimente 800000habitants en eau potable

Algérie:Stratégie de l'eau 2021/2030 : satisfaction des besoins jusqu'à 60% par le dessalement - Algérie Eco



12 Barrages à boumerdes
 •Barrage de Béni Amrane :
 13 100 000 m³ ;
 •Barrage du Hamiz :
 16 280 000 m³ ;
 •Barrage de Keddara :
 145 600 000 m³

2. La Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE)

Selon le partenariat mondial pour l'eau la gestion intégrée des ressources en eau (IWRM Integrated Water Resources Management) ou la GIRE est un processus favorisant le développement et la gestion coordonnée de l'eau, des territoires et des ressources qui s'y rapportent en vue de maximiser de manière équitable le bien-être économique et social, sans toutefois compromettre la pérennité des écosystèmes vitaux.

2.1/ Historique et origine de la GIRE

-En**1972** une conférence internationale sur l'environnement s'est tenue à Stockholm en Suède sous l'égide de ONU, durant laquelle une déclaration a été retenue affirmant la nécessité d'adopter des principes communs qui inspireront et guideront les efforts des peuples du monde en vue de préserver et d'améliorer l'environnement.

- En **1977**la Conférence de **Mar del Plata** en Argentine lance les enjeux de l'eau et propose l'organisation d'une Décennie Internationale de l'Eau Potable et de l'Assainissement (DIEPA1980–1990). Par ailleurs, elle souligne la nécessité de la coordination dans le secteur de l'eau et recommande l'évaluation systématique des ressources en eau.

-En**1983**, l'Assemblée Générale des Nations Unies accueille favorablement la mise en place d'une commission spéciale qui rendrait disponible le rapport sur l'environnement et sa problématique globale au 21ème siècle.

-En**1987**, la commission publie le " rapport brundtland" du nom de sa présidente, le premier ministre norvégien. Ce rapport, également intitulé " notre avenir à tous", fait apparaître le concept de développement durable(dd) et le définit comme "un développement qui répond aux besoins des générations présentes sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs".

Le concept de développement durable, tel qu'il a été défini par le rapport Brundtland impose en ce qui concerne l'eau de gérer les ressources en eau comme un patrimoine, en intégrant dans l'ensemble des utilisations de l'eau le concept de solidarité envers les générations futures. Le rapport Brundtland fait l'objet de débat en **1989** à l'Assemblée Générale des Nations Unies qui décide d'organiser une conférence sur l'environnement et le développement

-En début **1992** à Dublin en Irlande du Nord s'est tenue une conférence sur l'eau et l'environnement au cours de laquelle les principes de base pour la gestion de l'eau, dits « *principes directeurs* » ou « Principes de Dublin », ont été établis par un groupe d'experts.

Les Principes de Dublin pour la gestion de l'eau ont été approuvés par les nations comme les principes directeurs de la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE) lors de la Conférence des Nations Unies sur l'Environnement et le Développement (CNUED) à Rio de Janeiro en Juin**1992**.

La GIRE a été conçue essentiellement dans le but de promouvoir la gestion durable des ressources en eau.

2.2/ Les principes GIRE

Principe n°1 :

L'eau douce est une ressource limitée et vulnérable, indispensable au maintien de la vie, au développement et à l'environnement.

Principe n°2 : Participation

Le développement et la gestion de l'eau doivent se fonder sur une approche participative, impliquant les usagers, les planificateurs et les décideurs politiques à tous les niveaux.

Principe n°3 : Equité ou Genre

Les femmes jouent un rôle central dans l'approvisionnement, la gestion et la préservation de l'eau.

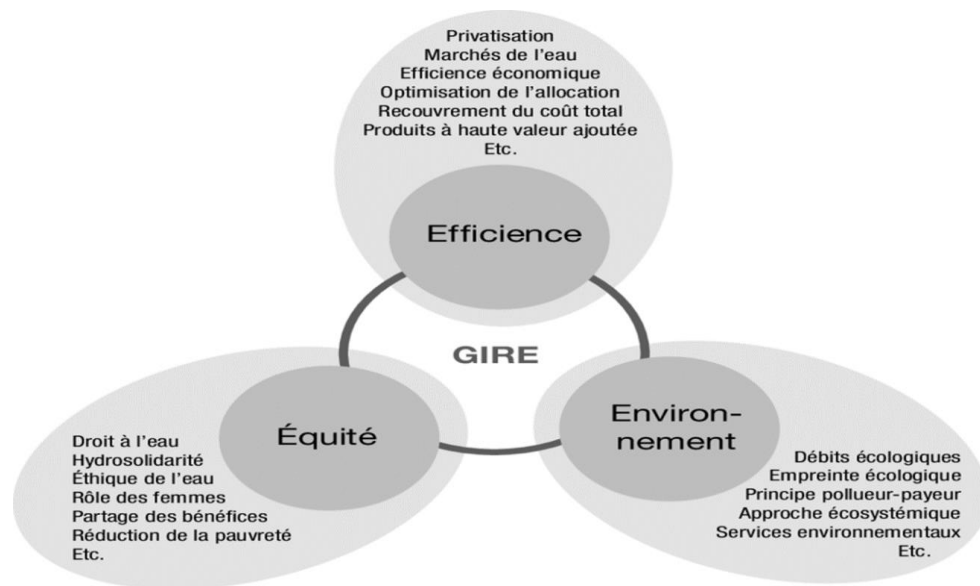
Principe n°4 : Économique et Social, il fait apparaître deux valeurs

Valeur économique : La valeur de l'eau dans ses usages alternatifs est importante pour son allocation rationnelle comme un bien économique et social.

Ce principe introduit le principe pollueur-payeur (PPP) et le principe utilisateur-payeur (PUP)" principe de récupération totale des coûts des services liés à l'utilisation de l'eau ».

Valeur sociale : Certains usages et certaines fonctions de l'eau ne se marchent pas : l'eau pour les besoins physiologiques, l'eau pour la santé, l'eau pour les besoins de la dignité humaine (se laver, laver ses vêtements...), l'eau pour le maintien de l'intégrité des écosystèmes vitaux.

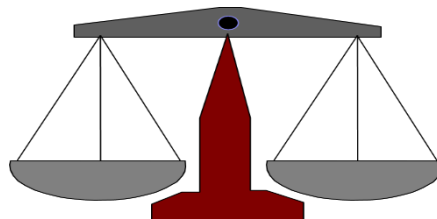
Par ailleurs, le cadre pour la mise en œuvre de la GIRE est fourni par les **3 E** ou piliers comme le montre le schéma en ci-dessous



2.3/ Enjeux de la GIRE

L'enjeu est de trouver un équilibre entre :

- Utilisation de l'eau pour la subsistance d'une population en plein essor.
- Protection et conservation de ressource afin de garantir sa pérennité.



2.4/ Facteurs limitant dans le processus GIRE

Le développement et la gestion de l'eau est fondée sur une approche participative impliquant usagers, planificateurs et décideurs à tous les niveaux. Cependant certains facteurs peuvent limiter le processus d'application de la GIRE.

-Difficulté dans l'opérationnalisation des cadres pour la GIRE, à travers la réglementation et l'application des lois, et suivi de la conformité ;

-Des responsabilités imprécises ou qui se chevauchent à cause de politiques contradictoires entraînant une réduction de la coopération ;

-Faible financement :

Limites budgétaires nationales ou internationales

Diminution du financement des donateurs

-Insuffisance de capacités humaines pour la planification ou la mise en œuvre.

3. Le genre

3.1/Définition du genre

Le genre désigne les fonctions sociales des hommes et des femmes. L'égalité entre les genres signifie qu'hommes et femmes ont le même statut, les mêmes droits ; qu'ils détiennent le même potentiel pour contribuer au développement politique, économique, social et culturel de leurs communautés, et qu'ils profitent équitablement des bénéfices qui en découlent. L'égalité du genre n'est pas fondée sur des critères biologiques. Le concept de genre fait référence à « l'ensemble de règles explicites et implicites régissant les relations femmes/hommes en leur attribuant des travaux, des valeurs, des responsabilités et des obligations distinctes. Ces règles s'appliquent à trois niveaux :
Le substrat culturel (normes et valeurs de la société),
Les institutions (famille, système éducatif et de l'emploi... Etc.)
Les processus de socialisation, notamment au sein de la famille

3.2/ Concept du genre

Le concept du genre fait référence aux aspects culturels et sociaux, au caractère acquis, et non inné, des rôles et des tâches attribués au masculin et au féminin dans leurs activités économiques, sociales et politiques.

3.3/La signification de l'intégration du genre

L'intégration du genre est une activité intrinsèquement longue ; elle implique des changements en normes et valeurs, dans des modèles culturels et des manières normales de faire des choses, dans les traditions et les croyances, dans le sens des personnes et de leur compréhension des autres. De tels changements rencontrent souvent la résistance, aussi parce qu'il y a des droits acquis pour confirmer et reproduire des manières existantes de faire des choses.

3.4/ Historique du genre

Les femmes et les approches genre en matière de développement ont évolué à travers les décennies écoulées.

Début 1970 : les politiques de développement se sont penchées sur les besoins des femmes pauvres dans le contexte de leur rôle en tant qu'épouses et mères. Connue maintenant comme l'approche du « bien-être », Les services sanitaires et de l'eau étaient définis dans le contexte de l'hygiène et des soins sanitaires qui faisaient partie de la responsabilité des femmes.

Fin 1970 et début 1980 : l'approche des Femmes dans le Développement a visé à intégrer les femmes dans le processus de développement existant en les ciblant, souvent dans des activités spécifiques aux femmes. Généralement, Les femmes ont été des réceptionnaires passives dans les projets des Femmes dans le Développement qui mettaient souvent l'accent sur l'amélioration des revenus de la junte féminine. Mais, malgré le fait que plusieurs projets ont amélioré la santé, les revenus ou les ressources à court terme, ces projets n'ont pas transformé les relations déséquilibrées et plusieurs d'entre eux ont périé. Le défaut commun de ces projets était le fait qu'ils ne prenaient pas en

considération les multiples rôles de la femme ou calculaient mal l'élasticité du temps et du travail de la femme.

Fin 1980 : l'approche Genre et Développement a été développée dans le but de faire disparaître les disparités sociales, économiques et politiques entre les femmes et les hommes pour pouvoir atteindre un développement global.

Depuis 1990 : Mise en place d'un schéma directeur pour permettre l'égalité et l'équité dans la gestion des ressources en eau. Les deux approches "Femmes dans le Développement" et "Genre et Développement" sont encore utilisées.

Actuellement une approche genre et renforcement des rôles a essayé de transformer les relations existantes entre les deux sexes en mettant l'accent sur l'auto-renforcement des rôles des femmes par les femmes elles-mêmes.

3.5/ Réalisation des engagements internationaux par les gouvernements et les partenaires.

Les gouvernements et les agences de développement se sont engagés à appuyer l'égalité entre les femmes et les hommes et à adopter un perspectif genre dans tous les programmes et les projets, y compris ceux relatifs à l'eau et à l'environnement. Les engagements spécifiques comprennent les résultats et le suivi de la décennie internationale de l'approvisionnement en eau potable et des installations sanitaires (1981-1990) qui ont été discutés dans les consultations de New Delhi en 1990. Bien que ces consultations étaient limitées à la discussion des questions relatives au genre, il y a eu un appel clair pour rehausser la prise de décision par les femmes et la gestion des ressources en eau.

- La déclaration de *Dublin* (1992) approuvée par plus 100 pays, reconnaît que les femmes jouent un rôle central dans la prestation, la gestion et la sauvegarde des ressources en eau. Elle reconnaît le rôle crucial des femmes en tant que pourvoyeurs et utilisateurs de l'eau et gardiennes de l'environnement vital et que cette réalité doit être traduite en dispositions institutionnelles pour le développement et la gestion des ressources en eau.
- Le principe 20 de la Déclaration de Rio (1992) stipule ce qui suit, "les femmes ont un rôle vital dans la gestion et le développement environnemental. Leur participation entière est donc essentielle pour réaliser un développement durable" L'Agenda 21 (1992) contient un chapitre sur les femmes et le développement durable et un chapitre sur la gestion de l'eau.
- La Plateforme d'action de Pékin (1995) a mis en exergue les questions environnementales comme secteur d'intérêt critique : " les inégalités entre les deux sexes dans la gestion et la sauvegarde des ressources naturelles et dans la sauvegarde de l'environnement ". Trois objectifs stratégiques ont été approuvés : (1) impliquer activement les femmes dans la prise de décision environnementale à tous les niveaux ; (2) intégrer les aspects et les perspectifs genres dans les politiques et les programmes de développement durable ; et (3) renforcer ou établir des mécanismes d'évaluation de l'impact du développement et des politiques environnementales sur les femmes.
- Le plan de Johannesburg pour la mise en œuvre du Sommet mondial sur le développement durable 2002, paragraphe 25 (a) comprend l'engagement des gouvernements à : "appuyer le renforcement des capacités pour le développement de l'infrastructure sanitaire et les services d'eau garantissant

qu'une telle infrastructure et de tels services répondent aux besoins des pauvres et soient soucieux de l'aspect genre."

- En décembre 2003, l'Assemblée Générale a proclamé (résolution 58/217), la période allant de 2005 à 2015 décennie internationale pour l'action « Eau pour la vie » et a appelé à mettre l'accent sur la mise en œuvre des programmes et projets relatifs à l'eau, "tout en œuvrant pour la participation et l'implication des femmes dans les efforts de développement portant sur l'eau... ».
- Les objectifs de développement du Millénaire qui entrent dans le même cadre que la décennie "l'eau pour la vie" portent sur l'égalité homme/femme et le renforcement du rôle de la femme ainsi que l'eau saine et les installations sanitaires.

3.6/Approches pour l'intégration du genre

Pour réussir, le processus d'intégration du genre repose sur une stratégie à plusieurs approches :

-Une approche qui reconnaît les interdépendances dynamiques entre les systèmes physiques de ressources en eau, les systèmes agricoles et le contexte social, économique et institutionnel au sens large à l'intérieur duquel elles sont gérées.

-Une approche de reconnaissance plus large et explicite de la grande variété d'acteurs dont les décisions individuelles ou collectives influencent les modèles d'utilisation d'eau et, à terme, les besoins et options de gestion de l'eau.

-Une approche de compréhension de la gestion de l'eau qui reconnaît la position centrale de la question de l'équilibre des pouvoirs, lorsque la balance du pouvoir au sein d'une société penche en défaveur de ceux qui sont le plus affectés par les problèmes d'eau, des stratégies efficaces de gestion sont peu susceptibles de se développer.

-Une approche dans laquelle les questions sur les divisions des coûts et bénéfices des investissements en eau, sur les priorités pour la distribution de l'eau, sur comment ces priorités sont établies et sur la légitimité des autorités pour l'eau, est centrale.

-Une approche qui reconnaît que la gestion de l'eau est intrinsèquement politique et donc contestée, parce qu'elle traite de l'allocation des ressources publiques.

L'intégration du genre nécessite la reconnaissance des différents types d'acteurs de l'eau qui montrent des engagements dynamiques et créatifs les uns avec les autres.

3.6/ Exemple de tâche : La participation à la corvée d'eau selon le genre

D'une manière générale, on note que la participation à la corvée d'eau reste inégale selon le sexe. La division sexuelle du travail se maintient au niveau de la corvée d'eau. La collecte de l'eau domestique incombe aux femmes et aux filles qui prennent part, et de façon intensive, à toutes les tâches de la corvée d'eau (tableau 1). Les hommes ne participent qu'à certaines tâches : puisage pour abreuver leur bétail ; transport s'ils disposent d'un vélo ou d'une charrette, et pour les plus jeunes, avec des bidons. Cette perception du rôle de la femme par rapport à la corvée d'eau est liée en grande partie aux considérations socioculturelles et à la division sexuelle du travail.

Tableau 1 : Principaux indicateurs statistiques de la personne en charge de la collecte de l'eau (OPO,Février 2013 in SDS_WP2014)

	Filles (< 16 ans)	Garçons (< 16 ans)	Jeunes femmes (16-25 ans)	Jeunes hommes (16-25 ans)	Femmes (26 ans et +)	Hommes (26 ans et +)
Répartition (%)	8,1 %	3,2 %	25,4 %	5,9 %	50,1 %	7,4 %
Moyenne	12,9 ans	13,6 ans	21,5 ans	20,6 ans	34,8 ans	38,7 ans
Médiane	13 ans	14 ans	22 ans	20 ans	32 ans	35,5 ans
Effectif	70	29	234	54	462	68

3.7/ Constats

Les femmes sont au cœur des processus d'approvisionnement, de gestion et de conservation de l'eau.

^{er}
1 constat:

Femmes = rôle primordial dans l'approvisionnement, l'irrigation, la préservation de l'eau

Femmes = non présente dans les décisions et la gestion de l'eau.

^{me}
2 constat:

Pertes considérables à travers leurs tâches dans l'approvisionnement

Répercussion sur le temps de travail, sur l'éducation des filles, sur la santé,...



4. Conclusion et recommandations

Afin de garantir le droit à l'accès à l'eau pour tous, il est impératif de mettre en place une gestion démocratique, soucieuse de réduire les pressions exercées par les activités humaines. Cette gestion doit nécessairement impliquer les femmes et les filles dans les processus de prise de décision, et de mise en œuvre des processus de gestion ainsi de proposer des outils de facilitation de leur participation (gardes d'enfants, temps de réunions adaptés) et redoubler les efforts pour sensibiliser les autorités nationales et locales de la présence des femmes dans les postes à responsabilité et à la mise en place d'infrastructures adaptées à la junte féminine.

Références bibliographiques :

- Béatrice Borghino pour le site Genre en Action, le 7 janvier 1999.
- Green, C. and Sally Baden, 1995. "Integrated Water Resources Management : A Gender Perspective", IDS Bulletin, Vol. 26, No. 1.
- GWP – Partenariat mondial de l'eau (2004). Catalyser le changement : manuel de développement de la gestion intégrée des ressources en eau (GIRE) et des stratégies d'efficacité de l'eau, Stockholm, GWP
- GWP – Partenariat mondial de l'eau (2010). What Is IWRM ?, <<http://www.gwp.org/The-Challenge/What-is-IWRM/>>, consulté le 27 mars 2012.
- ONU (2002). Rapport du Sommet mondial pour le développement durable, document A/CONF.199/20, New York, ONU.



Naima OUAZENE

Ingénieur polytechnicienne, dans la spécialité Génie de l'environnement (Procédés de Traitement, dépollution), cursus complété par un Magister en Génie de l'environnement et un Doctorat en Sciences des matériaux. Actuellement, enseignante chercheuse auprès de l'Université Mhamed Bougara, Boumerdes Algérie, où j'assure des cours et des encadrements dans le domaine de l'environnement.

Mob : 0540 50 47 64

Email: n.ouazene@univ-boumerdes.dz

Intégration du Genre dans la Gestion de l'Eau

1. Introduction

Les systèmes de gestion purement technique de la ressource en eau, fondés exclusivement sur la maîtrise et le développement des techniques et d'aménagements pour traiter, distribuer et assainir l'eau, ont démontré leurs limites. Le monde fait face à une crise imminente de l'eau aux vues des données inquiétantes relatives à cette ressource. En effet :

- Près de 1,7 milliard de personnes dans 17 pays principalement situés au Moyen-Orient et dans le nord de l'Afrique, soit un quart de la population mondiale, se trouvent en état de « stress hydrique grave » [1], et la situation peut s'accroître dans les décennies à venir.
- Des imperfections dans la gestion de l'eau ; Une concentration sur la mise en valeur de nouvelles sources plutôt que de mieux gérer celles qui existent, et des approches sectorielles de gestion de l'eau du sommet à la base aboutissent en une mise en valeur et une gestion non coordonnée de la ressource [2].
- 90% des catastrophes naturelles dans les années 90 étaient liées à l'eau [2].
- 1,1 milliard de personnes dans le monde n'ont pas accès à l'eau potable...

La gestion intégrée des ressources en eau (GIRE) instituée à l'issue de la Conférence internationale sur l'eau et l'environnement de Dublin en 1992, émergea en réponse aux anciens modes de gestion qui négligeaient souvent les interdépendances entre l'eau, les sols, le cycle hydrologique et la santé des écosystèmes en général. Le but de la gestion intégrée est de mettre en place une approche qui favorise une vision globale, qui coordonne harmonieusement la gestion de l'eau et des ressources qui lui sont liées, afin de réconcilier le développement économique avec une durabilité sociale et environnementale.

Ce travail se rapporte aux interactions du genre avec la Gestion Intégrée des Ressources en Eau, en effet l'approche genre n'est pas encore suffisamment intégrée dans la gestion des ressources hydriques et il existe un état de disproportionnalité entre les femmes et les hommes en ce qui concerne les activités, l'accès et le contrôle des ressources ainsi que la participation à la prise de décisions. Le débat sur le genre est donc toujours d'actualité. Et la perspective d'intégration de cette dimension est un sujet très vaste qui doit être traité sous différents angles.

1. Genre et Gestion Intégrée des Ressources en Eau

Le concept de genre met en relief trois dimensions essentielles1 .

- **Le genre - concept sociologique** : *Le genre est une construction socioculturelle qui détermine les rôles masculins et féminins dans une société donnée.*
- **Le genre - méthodologie d'analyse** : *Système d'analyse qui interprète les différentes inégalités, qui hiérarchisent les individus en fonction de leur appartenance sexuelle.*
- **Le genre - approche de développement** : *le genre contribue à promouvoir l'équité entre les genres*

La Gestion Intégrée des Ressources en Eau, au regard de ses principes, est une approche qui offre une occasion propice à l'amélioration du système de gestion de la ressource hydrique. Sa mise en pratique passe à travers une approche participative et inclusive qui associe de façon active l'aspect **genre**, les considérations de race, la classe sociale, l'ethnie, l'âge, l'emplacement géographique,...

2. Les principes de la GIRE et leurs implications sur l'aspect genre

Les implications des principes de la GIRE sur l'aspect genre sont présentées ci-dessous

Principe 1 L'eau douce est une ressource menacée

Les femmes et les hommes affectent la durabilité environnementale des ressources en eau, dans différentes proportions et par différents moyens, étant donné qu'ils ont des accès, un contrôle et des intérêts différents.

Principe 2 Approche participative

- a- A cause de ses rôles traditionnels dans la gestion des ressources en eau, la femme possède des connaissances qui devraient être incluses dans les planifications et les pratiques.
- b- Le plus bas niveau de la structure est le plus intéressant pour garantir que les décisions ont l'appui de ceux qui exécutent les projets sur le terrain. Ce sont souvent les femmes qui sont chargées de cette tâche. Une implication active de la femme à tous les niveaux de la gouvernance de l'eau est nécessaire pour appuyer la durabilité de la ressource et de l'équité sociale

Principe 3 Importance du rôle des femmes

- a- Ce principe précise que les femmes jouent un rôle essentiel dans l'approvisionnement, la gestion et la préservation de l'eau.
- b- Ce principe adopte une posture de l'approche Femme et Développement qui a pour centre d'attention la femme, sans aller à l'approche Genre et Développement. Cette dernière approche vise à ne pas considérer uniquement les femmes indépendamment des autres groupes sociaux comme populations cibles, mais à analyser la structure des rapports hommes-femmes et ses effets sur femmes comme sur les hommes [3]. Une approche genre donne à lire l'entièreté de l'organisation de la vie sociale
- c- Ce principe contribue, dans une certaine mesure à réduire l'espace d'intervention de la femme à la sphère à travers les rôles ; d'approvisionnement, de gestion et de préservation de l'eau, en

effet l'application de ce principe à des échelons supérieurs (local, national et international) exige un changement des cadres institutionnels.

- d- L'idée selon laquelle la femme se voit accorder la possibilité d'avoir des rôles dans la GIRE est une vision réductrice, qui laisse entrevoir que les femmes sont incapables d'accéder à ces rôles d'elles-mêmes.

Principe 4 Dimension économique et sociale de l'eau

- a- Adopter ce principe revient à concrétiser les objectifs sociaux tels que l'utilisation efficace et équitable, et à encourager la conservation et la protection des ressources en eau.
- b- Ce principe reconnaît également le droit fondamental de tous les êtres humains à avoir accès à l'eau potable et à l'assainissement à un prix accessible pour concrétiser l'équité sociale, la réduction de la pauvreté et le sauvegarde de la santé. Donc en tant que bien social, l'accès à des quantités basiques d'eau devrait être inclus dans les politiques et les plans. Les frais élevés de l'eau ne devraient pas s'appliquer quand il s'agit de répondre aux besoins humains de base et ne devraient pas non plus réduire la consommation d'eau pour la cuisine et l'hygiène [4]. Dans ce principe, l'accès à l'eau potable et à l'assainissement à un prix abordable est un droit fondamental de tous les êtres humains.

3. Perspective genre dans la GIRE

La perspective, genre dans la gestion Intégrée des Ressources en eau, est motivée par plusieurs raisons

- L'égalité femmes-hommes est à la base même du développement
- Il existe un état de déséquilibre entre les femmes et les hommes en ce qui concerne les activités qu'elles/ils réalisent, l'accès et le contrôle des ressources ainsi que la participation à la prise de décisions
- Une meilleure efficacité dans les programmes et les projets du secteur de l'eau
- Une déclaration publique de l'engagement de l'organisation à prendre au sérieux les questions de genre
- Le développement impacte de façon différente les hommes et les femmes, et les femmes et les hommes apportent des visions différentes sur les projets. La participation des deux est nécessaire à l'identification des problèmes et des solutions pour faire avancer les intérêts de l'institution

4. Insertion de l'aspect genre dans la gestion de l'eau

L'insertion du genre dans la gestion intégrée des ressources en eau devient une nécessité pour assurer la durabilité des actions de développement, pour que les politiques de développement profitent aux femmes autant qu'aux hommes, et pour que les réalisations associées à la gestion des ressources en eau ne provoquent pas de conséquences négatives sur les femmes.

Il a été fait référence au rôle des femmes dans toutes les déclarations relatives à la GIRE depuis les conférences de Dublin et de Rio en 1992. Mais sa mise en pratique est lente et la participation des femmes au processus décisionnel reste toujours inconsistante, en raison des considérations

socioculturelles et administratives qui creusent les disparités et entravent l'accès de la femme aux hautes sphères de décisions

5. Intégration transversale du genre dans les politiques et institutions du secteur de l'eau

Une politique du genre est une déclaration publique par laquelle un pays ou une organisation s'engage à prendre au sérieux les questions de genre. C'est aussi un cadre pour ce que cela implique au niveau du travail de l'organisation [4]. L'élaboration d'une politique genre doit s'inscrire dans un processus continu en plusieurs phases (Phase de diagnostic, Phase de planification, Phase de mise en œuvre et phase d'évaluation et de suivi).

- La femme et les systèmes alimentaires. Quels enjeux ?

Les femmes produisent de 60 à 80% des aliments dans la plupart des pays en développement et sont responsables de la moitié de la production alimentaire mondiale [5] mais les recherches montrent que les femmes sont plus exposées au risque de sous-alimentation que les hommes [6]. Dans une grande partie des pays en développement, le principal obstacle auquel les agricultrices se heurtent est la limitation de leurs droits à hériter, ou utiliser des terres et d'autres ressources productives. Si elles disposaient des mêmes droits et du même accès aux ressources, que les hommes, elles pourraient augmenter leurs rendements de 20 à 30 % [7].

Cela se traduirait par une augmentation de la production agricole totale dans les pays en développement de 2.4 à 4 %, suivie d'une réduction de 12 à 17 % de la population souffrant de la faim dans le monde [8]. Tout au long du cycle du système alimentaire, les femmes sont des actrices clés, elles sont productrices, entrepreneuses, gestionnaires, dans la transformation, dans la préparation des aliments dans les ventes et consommatrices..., Pourtant, leur rôle reste généralement sous-évalué, et plusieurs défis sont à relever pour aboutir à un système alimentaire fondé sur l'égalité des genres [9].

- Rôle des femmes rurales dans la viabilité des systèmes de production alimentaire et pratiques agricoles résilientes

Les femmes, notamment dans les zones rurales, jouent un rôle considérable dans le développement de systèmes alimentaires plus productifs et plus viables, Elles jouent, de par leur savoir, un rôle important dans la préservation de la biodiversité et des cultures ancestrales, elles limitent les pertes alimentaires, elles s'investissent dans les activités de transformation de la production. En effet, Le savoir féminin est local et traditionnel, axé sur les moyens de subsistance et adapté à un contexte particulier, partagé collectivement, éloigné de toute préoccupation commerciale et transmis de manière informelle. Il est différent du savoir masculin, car il résulte de pratiques et activités quotidiennes de subsistance qui se déroulent dans des conditions sociales et historiques particulières pour les femmes [10].

Beaucoup de données concrètes montrent que les habitudes alimentaires qui ont un faible impact sur l'environnement sont souvent bonnes pour la santé [11]. L'application d'une politique alimentaire adéquate pourrait faciliter la transition vers un système de production alimentaire durable et à ce propos les femmes jouissent d'un rôle de première importance.

Le rôle joué par les femmes dans la promotion des pratiques agricoles résilientes est absolument incontesté, en effet, il a été constaté également que les femmes de par leurs connaissances traditionnelles et leurs méthodes agricoles peuvent jouer un rôle essentiel dans la préservation de l'environnement [12].

Des études de cas démontrent l'intérêt des femmes pour certaines pratiques culturelles durables, par exemple au Kenya, pour pallier le manque de place, les femmes ont adopté les cultures verticales, ou encore au Niger, où elles utilisent des technologies comme l'irrigation au goutte-à-goutte alimentée par des panneaux solaires pour cultiver les légumes [13]. D'autre part, Les femmes protègent et entretiennent les semences destinées à être utilisées comme matériel de plantation dans les petites exploitations [14].

6. Le rôle des femmes dans la gestion des ressources de l'eau agricole

En 2019, l'emploi féminin dans l'agriculture représentait 25.3 % de l'emploi féminin dans le monde, contre 27.7 % pour les hommes [15]. Cependant il est à noter également que dans les pays à revenu faible ou intermédiaire, les femmes exploitent principalement des petites parcelles de terre et cultivent surtout des variétés traditionnelles pour leur consommation domestique et pour la vente, tandis que les hommes exploitent habituellement des parcelles plus grandes sur lesquelles ils produisent essentiellement des cultures de rapport [16].

Les programmes d'irrigation favorisent souvent la monoculture, notamment pour la production de cultures de rapport et, de ce fait, peuvent exclure les systèmes culturaux plus diversifiés qui comprennent une gamme variée de cultures vivrières. Etant donné que les cultures de rapport sont normalement le fait des hommes, les décisions concernant le calendrier des irrigations sont prises très souvent sans tenir compte des activités agricoles et domestiques des femmes [17].

- Proposition d'indicateurs « genre et eau agricole »

Afin de parvenir à un développement soutenu dans l'agriculture et assurer la durabilité des programmes et des projets agricoles, il est nécessaire d'aborder les préoccupations liées au genre, et à ce propos, les indicateurs de genre sont des outils utiles qui permettent de réaliser un diagnostic de la situation, Une identification des freins et obstacles et des facteurs favorisant le développement de l'activité féminine en agriculture, une estimation de l'avancement dans les objectifs, une évaluation des politiques et programmes genre ;

- Indicateurs d'accès à l'eau agricole,
- Indicateurs de contribution économique à l'agriculture irriguée,
- Indicateurs d'accès à l'éducation, à la formation et à l'encadrement,
- Indicateurs de participation à la gouvernance de l'eau,
- Indicateurs sur le savoir-faire dans la pratique de l'irrigation,
- Indicateurs sur la notion de gestion durable de l'eau

- La nature juridique des exploitations agricoles dirigées par les femmes

La visibilité de l'emploi féminin en agriculture peut être attribuée à l'évolution des statuts offerts aux agricultrices. En Algérie, le recensement général de l'agriculture (RGA) de 2001 publié par le

Ministère de l'Agriculture et du développement rural (MADR, 2003) fournit un certain nombre de données sur le genre et l'agriculture [18].

Les femmes sont chefs d'exploitations individuelles pour 73% d'entre elles. 4.5% des exploitations agricoles dirigées par des femmes, sont également individuelles mais elles sont installées sur des terres publiques dans le cadre de la loi d'accèsion à la propriété foncière agricole. Les femmes bénéficiaires d'une exploitation agricole individuelle (EAI) constituent un groupe relativement important chez les femmes chefs d'exploitation avec presque 14% des exploitations dont les femmes sont chefs.

- **Les exploitations irriguées dirigées par des femmes**

D'après le recensement général de l'agriculture (RGA) de 2001 publié par le Ministère de l'Agriculture et du développement rural (MADR, Algérie 2003). Seulement 34 % des exploitations dirigées par des femmes, disposent d'une superficie irriguée. Ces exploitations ne couvrent qu'un peu plus de 6 pour cent de la superficie totale des exploitations dirigées par les femmes. La petite exploitation (moins de 5 ha) est prédominante dans les exploitations irriguées dirigées par les femmes (83%) [18].

7. Conclusion

L'approche intégrée selon le genre, si elle est bien comprise et intégrée, comprend les germes d'une révolution structurelle et d'un changement de paradigme [19]. Bien que beaucoup de progrès ont été réalisés pour intégrer l'approche genre, des situations d'inégalités persistent toujours. L'adaptation de l'approche genre à la GIRE peut être favorisée par une série de facteurs dont les plus importants seraient ;

- Un engagement fort de la part des responsables politiques et des équipes de direction,
- Sensibilisation, informations et formations sur l'importance d'intégrer le genre
- La mise à disposition des moyens humains et matériels pour travailler dans une perspective de genre
- Lever les obstacles juridiques et culturels qui entravent la pleine participation de la femme
- Valorisation du savoir-faire des femmes.

Références bibliographiques

[1] [selon un rapport du World Resources Institute \(WRI\)](#) publié mardi 6 août 2019.

[2] PLANS DE GESTION INTÉGRÉE DES RESSOURCES EN EAU Manuel de Formation et Guide Opérationnel Mars 2005

[3] A.D KANDO, Le Genre dans la GIRE : Le cas des femmes dans l'espace de gestion du bassin du Mouhoun au Burkina Faso, mémoire de master international en innovation et développement rural, UNIVERSITE OUAGA-I Professeur Joseph KI-ZERBO, 2018

[4] GWA version 2.1 Novembre 2006

[5] FAO focus les femmes et la sécurité alimentaire

[6] UNDP (2012), Gender and Climate Change Africa

[7]FAO 2020, the state of Food and Agriculture

- [8] FAO (2011), FAO in the 21st century: ensuring food security in changing world, Food and Agriculture Organization of the United Nations
- [9] Genre et sécurité alimentaire RAPPORT GLOBAL BRIDGE 2014
- [10] S. Gururani « Le savoir des femmes du tiers monde dans le discours sur le développement » Revue internationale des sciences sociales 2002/03, N°173
- [11] Nations Unies A/71/283 Assemblée générale 3 août 2016
- [12] Kennedy et al., 2017, Food biodiversity for healthy, diverse diets, in Biodiversity International (ed.), Food Mainstreaming Agrobiodiversity in Sustainable Food Systems: Scientific Foundations for an Agrobiodiversity Index
- [13] UNEP 2016, Global gender and environment
- [14] R. Vernooy, et al. (2017), "The roles of community seed banks in climate change adaptation", Development in Practice, vol. 27/3, pp. 316-327
- [15] ILOSTAT (2021), <https://ilostat.ilo.org>
- [16] World Bank (2020), "Agriculture and Food", <https://www.worldbank.org/en/topic/agriculture/overview>
- [17] FAO focus, les femmes et les ressources en eau <https://www.fao.org/FOCUS/F/Women/Water-f.htm>
- [18] [Rapport FAO / AQUASTAT, 2014 Le rôle des femmes dans la gestion des ressources en eau en général et de l'eau agricole en particulier, expérience de l'Algérie, du Maroc et de la Tunisie
- [19] S. Jacquot, (2013). Le gender mainstreaming et l'Union européenne : quels effets ? Lien social et Politiques (69, printemps), 17-34.



Pr. Kamal
MOHAMMEDI

Enseignant-Chercheur en Conversion d'Énergie, Écoulements Multiphasiques, Énergie Solaire Thermique et Énergies Renouvelables, depuis 1993, à l'Université M. Bougara, Boumerdès/ Algérie, il a obtenu son Ingénieur en Génie Mécanique Institut National de Génie Mécanique de Boumerdès (INGM) en 1985 et son Diplôme d'Études Approfondies et Doctorat en Génie des Procédés de l'INSA de Lyon, France, en 1992. Responsable de l'équipe Modélisation, Simulation et Optimisation de Systèmes alternatifs et durables (MESO Team), il a été impliqué dans 2 projets européens FP6 et 10 projets nationaux dans le domaine des énergies renouvelables, dessalement des énergies renouvelables, CSP, parcs industriels durables, atténuation du dioxyde de carbone dans l'industrie du ciment, efficacité énergétique, etc. . Il est l'auteur et le co-auteur de plus de 40 articles publiés ; chapitres de livres et 100 articles de conférence dans les domaines de l'énergie solaire concentrée, des systèmes hybrides d'énergie renouvelable et du développement durable. Il est membre de comités scientifiques et examinateur de revues nationales et internationales. Il a supervisé des thèses de Master/Ingénieur/Magister et PhD et consulte pour l'industrie (Projets ALFEN et CLIMGoV (GIZ)/Dessalement (UNESCO, AZMotivation, Normes (Somentics)...

Mob : 0552 236791,

Email : mohammedi.kamal@univ-boumerdes.dz

Le Genre dans le Contexte du Changement Climatique

1. Introduction

Bien que les catastrophes liées aux changements climatiques impactent les populations et les biens sans distinction aucune, elles sont loin d'être neutre et équitables en matière d'égalité de genre. Les changements climatiques ont néanmoins des impacts sociaux importants et amplifient les inégalités existantes telles que la disparité entre les femmes et les hommes dans leur vulnérabilité et leur capacité à faire face à ce problème global. Bien que des populations entières soient touchées par le changement climatique, ce sont les femmes et les filles qui paient le plus lourd tribut. En raison des rôles traditionnels qu'elles occupent, les femmes dépendent fortement des ressources naturelles et sont en grande partie responsables de la sécurité alimentaire, de l'eau et de combustibles pour cuisiner. En période de sécheresse, la recherche d'eau potable peut prendre jusqu'à 8 heures par jour, ce qui rend les femmes et les jeunes filles plus vulnérables aux agressions, viols ou enlèvements. Elles font face à des obstacles sociaux, économiques et politiques qui limitent leur capacité à s'adapter au changement et ces obstacles représentent également une menace pour leur sécurité. Quand un pays ou une région fait face à une catastrophe naturelle, la violence à l'égard des femmes devient un sujet secondaire et les mécanismes de protection s'affaiblissent. Les femmes et les filles perdent souvent leur réseau de soutien après avoir été déplacées et sont donc plus exposées aux

risques de la traite. Elles sont également désavantagées dans l'accès à une éducation de qualité, ce qui les rend plus susceptibles d'être victimes de leur environnement. Le genre fait référence à la différence des rôles et des possibilités socialement construites, associées au fait d'être une femme ou un homme et aux interactions et relations sociales entre femmes et hommes. La notion de genre détermine ce à quoi l'on s'attend, ce qui est permis et apprécié chez une femme ou un homme dans un contexte déterminé.

L'égalité des genres suppose l'égalité des droits, des responsabilités et des chances entre femmes et hommes, et filles et garçons. L'égalité entre hommes et femmes est considérée comme une question relevant des droits de l'homme et comme une condition préalable et un indicateur du développement durable centré sur l'être humain.

L'approche liée au genre fournit un instrument théorique et méthodologique pour analyser les relations entre hommes et femmes et comprendre leurs dynamiques dans des contextes spécifiques, tel que le changement climatique et trouver ainsi des réponses qui promeuvent l'égalité.

2. Changements climatiques.

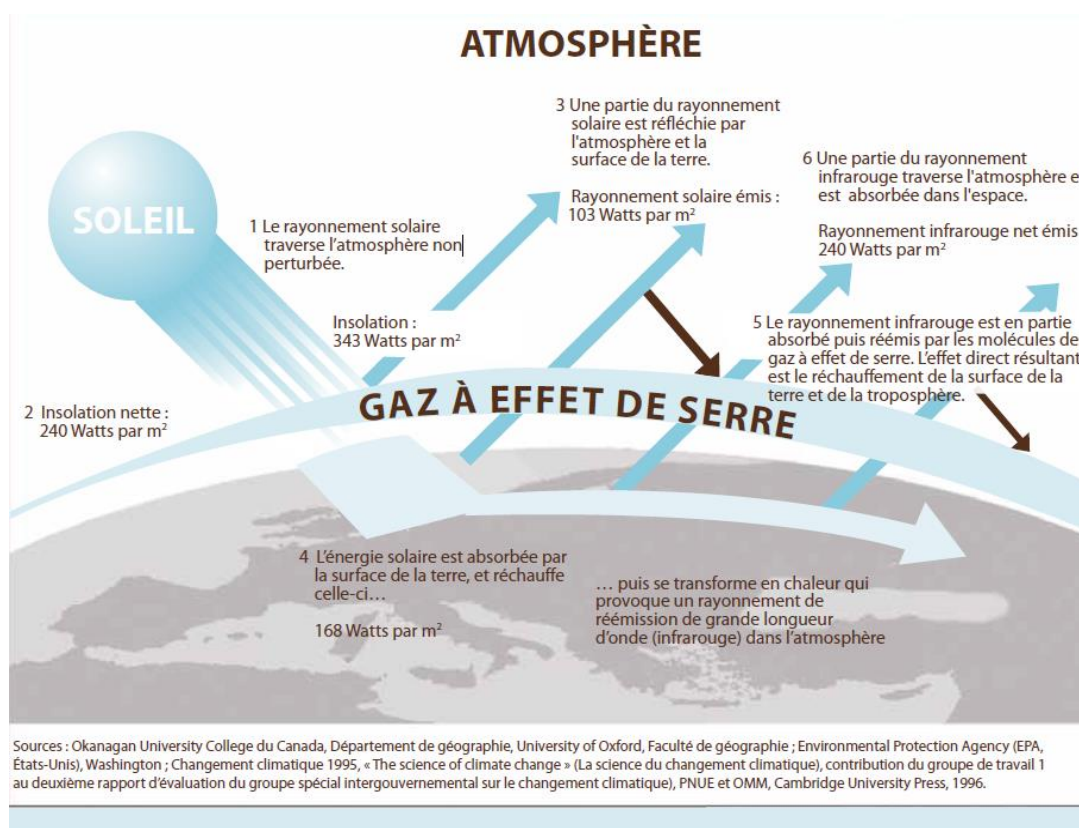
2.1. Définition

Le changement climatique est un phénomène scientifiquement prouvé, qui fait référence « à tout changement dans le climat, que ce soit à cause de ses variations naturelles ou comme conséquence de l'activité humaine ». C'est de plus, le rappel d'un facteur que l'on oublie parfois - notre interdépendance écologique. L'activité humaine se déploie dans des systèmes écologiques non limités par les frontières politiques, lesquels, lorsqu'ils ne sont pas gérés de façon durable, ont un impact généralement négatif sur l'environnement et le bien-être des individus.

2.2 Causes principales :

L'effet de serre

L'effet de serre est produit par des gaz qui absorbent et réémettent l'énergie solaire émise par la surface terrestre dans toutes les directions, ce qui fait que la température est supérieure à ce qu'elle serait s'il n'y avait pas d'atmosphère. Sans les GES, la température moyenne de la terre serait de -18°C. Il s'agit donc d'un phénomène dont la présence est favorable au développement de la vie telle que nous la connaissons. Cependant, par suite des activités humaines (comme par exemple, le brûlage des combustibles fossiles ou les changements dans l'utilisation des sols), il y a une augmentation significative au niveau mondial de la concentration de GES dans l'atmosphère, ce qui provoque une hausse de la température de la terre, au-delà de ce qui se produirait par des processus naturels.

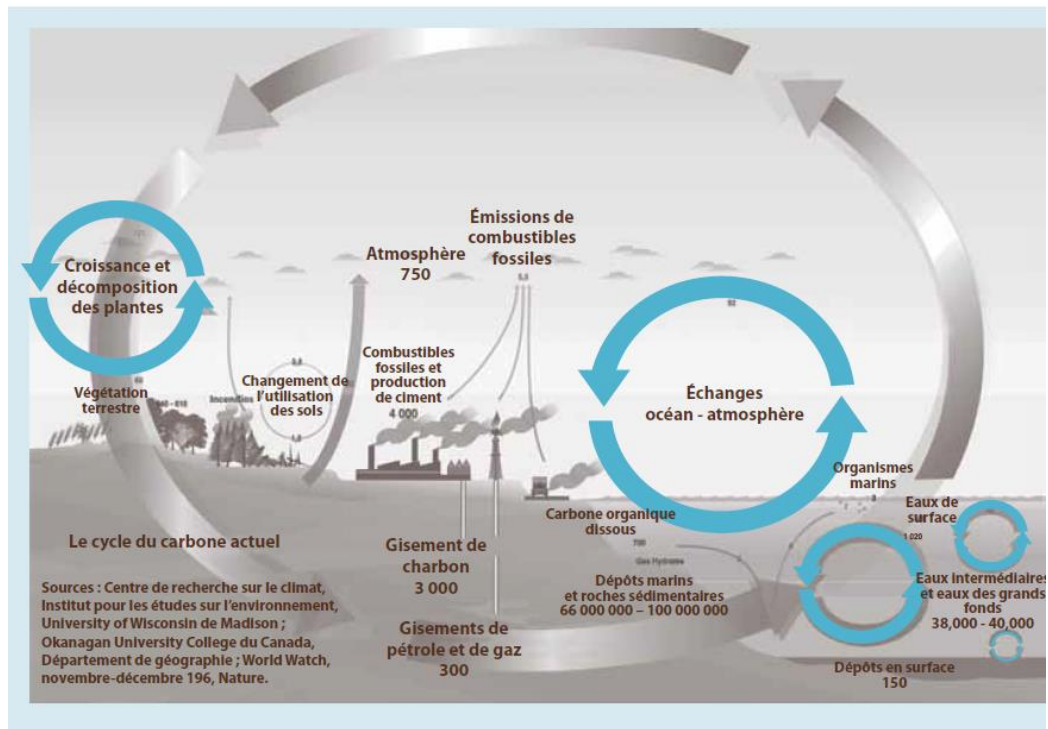


Source : portail du changement climatique INE/SEMARNAT.

Figure 1. Effet de serre [9]

Le Cycle du carbone

Dans le processus appelé le « cycle du carbone » où le carbone circule dans la biosphère, l'atmosphère et les océans, le carbone prend diverses formes dont celle de dioxyde de carbone. Comme le dioxyde de carbone est constamment absorbé et libéré par les êtres vivants, il est un composant indispensable aux processus de vie de la planète. Le cycle du carbone est fondamental pour comprendre le changement climatique car le dioxyde de carbone est un des gaz à effet de serre qui affecte l'équilibre de la température de la planète. Il est important d'analyser son mode de fonctionnement afin d'identifier les activités anthropogéniques qui ont entraîné la rupture de son équilibre naturel sur des millions d'années et de proposer des solutions viables et durables pour réduire son émission. Ce cycle naturel est affecté par les émissions de CO₂ produit par les activités humaines, qui ont augmenté en moyenne de 6,4 GTC9 par an durant les années 1990 et de 7,2 GTC par an entre 2000 et 2005. À part cette augmentation des émissions, le cycle du carbone se voit altéré par d'autres problèmes environnementaux comme la déforestation, la saturation des puits de carbone dans les océans et les sols. Ceci limite la capacité régénératrice de l'atmosphère pour éliminer le dioxyde de carbone. Les forêts, les océans et l'écorce terrestre sont les principaux puits naturels de carbone. Ces réserves aident l'atmosphère à traiter le CO₂, même si dans le cas des océans, il s'agit d'un processus d'assimilation très lent, comparé à la longue vie du carbone (C).



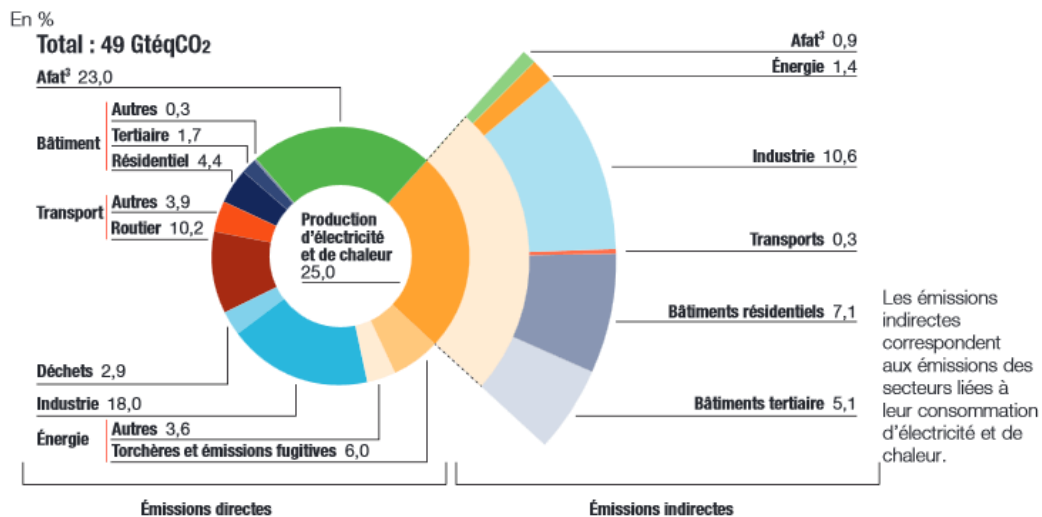
Source : Carbon cycle (2005). In : UNEP/GRID-Arendal Maps and Graphics Library. Recovery 22 August 2007, extrait suivant : http://maps.grida.no/go/graphic/carbon_cycle.

Figure 2. Cycle et Bilan carbone de la Terre [9]

Des études scientifiques démontrent que la saturation des puits, ainsi que la hausse de la température globale, provoqueront une libération additionnelle de CO₂ des réserves naturelles, ce qui pourrait provoquer une augmentation de la concentration de ce GES dans l'atmosphère de 200 parties par million (ppm) dans les 100 prochaines années. Cette hausse est substantielle si l'on considère qu'au cours du siècle dernier, la concentration de ce gaz est passée de 280 à 380 ppm. Les réserves de carbone les plus vulnérables à la hausse de la température et à la saturation sont comme suit :

- Les terres gelées et les sédiments
- Les tourbières des zones tropicales et tempérées
- Les aires boisées vulnérables aux incendies
- Les hydrates de méthane dans les plateformes continentales et le pergélisol
- Les forêts tropicales menacées de déforestation

Étant donné la hausse des émissions de GES, la communauté internationale a mis au point des instruments de régulation des émissions comme ceux qui sont présentés ci-dessous.



3. Afat : agriculture, foresterie et autres affectations des terres.

Source : Giec, 3^e groupe de travail, 2014

Figure 3. Emissions Globales de GES par secteurs[10]

La description des caractéristiques et incidences du changement climatique montre qu'il s'agit d'un problème multidimensionnel étroitement lié, dans ses causes comme dans ses conséquences, au modèle de développement actuel qui renforce l'inégalité et la pauvreté. Ces conditions accentuent la vulnérabilité de la population, notamment celle des pauvres et des femmes. Bien que le réchauffement planétaire, qui est provoqué par l'augmentation des émissions de gaz à effet de serre (GES) soit souvent évoqué dans les entretiens sur le changement climatique, il ne faut pas oublier que le changement climatique a également des aspects économiques et sociaux, ce qui est évident, par exemple, lorsque l'on considère les systèmes d'émission d'énergie et le phénoménal accroissement actuel de la population mondiale. Par conséquent, tout plan global et potentiellement efficace pour lutter contre le changement climatique doit aussi prendre en compte des préoccupations traditionnellement tenues pour de simples questions de développement.

3. Cadre et instruments internationaux sur le changement climatique

Plus de 195 pays rejetant 97 % des émissions mondiales de GES ayant adopté l'Accord de Paris, se sont engagés à limiter l'augmentation de la température moyenne de la planète à un niveau nettement inférieur à 2 °C au-dessus des niveaux préindustriels, tout en poursuivant leurs efforts pour limiter la hausse des températures à 1,5 °C au-dessus des niveaux préindustriels.

À partir d'analyses issues du cinquième rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) avance que des réductions d'émissions de GES de l'ordre de 70 à 95 % sous les niveaux de 2010 devraient être réalisées d'ici 2050 afin de rester sur une voie permettant de maintenir à plus de 50 % les chances de limiter l'augmentation moyenne de la température planétaire à 1,5 °C. L'atteinte de cet objectif de température n'est possible que par l'adoption de mesures ciblant conjointement le dioxyde de carbone et les polluants de courte durée de vie ayant un effet sur le climat (PCDV).

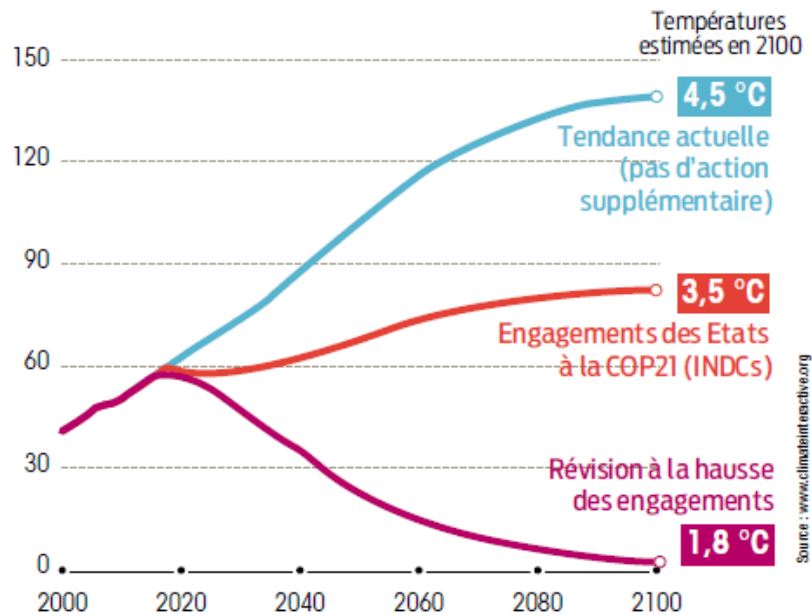


Figure 4. Scénarios d'évolution à LT des émissions de CO₂/températures [6]

Stratégies à long terme de développement bas carbone (LT-LEDS) :

Le concept de Stratégie de Développement à Faibles Emissions est apparu en 2009 lors de la Cop15 à Copenhague (Danemark). L'accord de Copenhague, soulignait "qu'une stratégie de développement à Faibles Emissions est indispensable pour la mise en œuvre d'un développement durable". Même s'il n'existait pas de définition dans ce contexte, les stratégies LEDES avaient cours implicitement sous forme de plans nationaux climat (PNC) ou de stratégies de croissance verte afin d'aider les pays signataires à lier les objectifs de développement durable et d'atténuation des changements climatiques.

Les stratégies de développement à long terme et à faibles émissions sont essentielles pour planifier les étapes de réduction des émissions de gaz à effet de serre à court terme et fixer des objectifs pour la mise à jour des contributions déterminées au niveau national. Ces stratégies reposent essentiellement sur la décarbonation totale de chaque secteur (énergie, industrie, transports, déchets, etc.) ainsi que les mécanismes de financement nécessaires pour les mettre en œuvre, conformément aux objectifs à long terme de l'Accord de Paris.

Les stratégies de développement à faibles émissions, ont pour objectif de :

1. Réduire les émissions de gaz à effet de serre
2. Accroître la résilience aux impacts du changement climatique
3. Atteindre les objectifs de développement social, économique et environnemental.

Ces stratégies comprennent des lois nationales sur le changement climatique, des stratégies et des plans de croissance verte, des plans sectoriels pour le développement à faibles émissions, des mesures d'atténuation appropriées au niveau national (MAAN/NAMA) et des contributions déterminées au niveau national (CDN/NDC) conformes à l'accord de Paris 2015 dans le cadre de la CCNUCC.

4. Conséquences du changement climatique pour le développement humain durable

Comme l'a signalé le GIEC en 2001, « Les effets du changement climatique seront répartis différemment entre régions, générations, âges, classes sociales, revenus, activités et genre ». Le GIEC a aussi affirmé que les impacts du changement climatique affecteront de façon disproportionnée les pays les moins développés et les pauvres dans tous les pays, ce qui aggravera les inégalités en ce qui concerne la santé, l'accès aux aliments, à l'eau potable et à d'autres ressources.

Lorsqu'elle est incorporée dans les études de développement, l'approche liée au genre tend à analyser et à mettre en évidence les différents rôles et responsabilités des hommes et des femmes, la portée et la qualité de leur participation aux prises de décisions ainsi que leurs besoins et leurs points de vue. Par exemple, de récentes études tenant compte de la notion de genre menées dans différents secteurs, comme l'agriculture, la sylviculture, l'économie, la santé, l'éducation et l'environnement ont montré que les hommes et les femmes vivaient la pauvreté et le développement de façon différente. Cependant, pour comprendre les relations entre genre et développement durable, il faut une analyse exhaustive des modèles d'utilisation, de connaissances et de compétences liés à la gestion, à l'utilisation et à la conservation des ressources naturelles.

5. Effet du changement climatique sur les femmes

Ce sont les plus pauvres et les plus vulnérables qui subissent les conséquences les plus graves des changements climatiques.

Davantage exposés aux risques de catastrophes naturelles, et dotés d'une capacité d'adaptation limitée aux effets des changements climatiques, les femmes, enfants et communautés marginales sont particulièrement touchés : Incertitudes pluviométriques, hausse du niveau des mers, vagues de chaleur et de froid, événements climatiques extrêmes sont autant d'exemples des bouleversements de notre écosystème dus au changement climatique. Frappant différentes régions du globe, le changement climatique a des effets particulièrement dévastateurs sur les pays déjà fragiles et caractérisés par un faible niveau de développement et sur les populations les plus vulnérables. Femmes et enfants sont particulièrement impactés. Le changement climatique est un multiplicateur de menaces. Il peut provoquer de mauvaises récoltes, une baisse de la production alimentaire, des déplacements de populations et d'espèces, et de plus grandes tensions économiques au sein des foyers, en raison de la perte de moyens de subsistance, suite aux catastrophes naturelles d'origine climatique. La vulnérabilité des femmes aux catastrophes est accrue pour un certain nombre de raisons. Après une catastrophe, les femmes courent généralement un risque plus élevé d'être placés dans des abris dangereux et surpeuplés, en raison du manque d'actifs, tels que des économies, des biens ou des terres. Dans le contexte des cyclones, inondations et d'autres catastrophes qui nécessitent de la mobilité, les contraintes culturelles sur les mouvements des femmes peuvent entraver leur fuite en temps opportun, l'accès à un abri ou l'accès aux soins de santé. Exacerbant cet effet, les femmes évitent souvent d'utiliser les refuges par peur de la violence domestique et sexuelle, et deviennent encore moins mobiles en tant que principales dispensatrices de soins familiaux.³⁸ Les femmes pauvres et celles vivant dans des pays où l'inégalité entre les sexes est le plus à risque : une corrélation directe a été observée entre le statut des femmes dans la société et leur probabilité de recevoir des soins de santé en cas de catastrophe et de stress environnemental.

6. Les instruments internationaux font-ils le lien entre genre et changement climatique ?

Le changement climatique affecte différemment les femmes et les hommes. Les femmes et les filles sont confrontées à des vulnérabilités particulières résultant des normes culturelles et de leur statut socioéconomique inférieur dans la société. Les rôles domestiques des femmes en font souvent des utilisatrices disproportionnées des ressources naturelles telles que l'eau, le bois de chauffage et les produits forestiers. La participation des femmes aux négociations de l'ONU sur le climat s'est améliorée ces dernières années, mais les femmes restent largement sous-représentées. Le changement climatique a un impact différent sur les hommes et les femmes, principalement en raison de leurs rôles relatifs et de leurs relations de pouvoir différenciées selon le sexe. 80% des personnes déplacées par le changement climatique sont des femmes. Les disparités économiques et l'accès limité aux opportunités et aux ressources productives rendent également les femmes plus vulnérables au changement climatique, car elles sont souvent plus pauvres, relativement moins éduquées et éloignées des rôles dans les processus. Les opinions des femmes sont rarement prises en compte dans la conception d'approches sensibles au genre, comme cela a été montré dans nombre de pays pour les projets qui visent à réduire les émissions dues à la déforestation et à la dégradation des forêts (REDD+), qui sont donc plus susceptibles de refléter les priorités masculines.

7. Corrélation entre adaptation, atténuation et genre.

Quatre domaines ont été identifiés comme étant des éléments essentiels de la réponse aux changements climatiques : l'atténuation, l'adaptation, le transfert de technologie et le financement. Les deux premiers blocs sont liés aux manifestations du changement climatique ; et les deux derniers sont liés aux moyens d'atteindre les objectifs de développement. L'atténuation implique un processus de réduction des émissions de gaz à effet de serre provenant des activités humaines, par exemple les émissions de combustibles fossiles ainsi que la déforestation, en vue de stabiliser la concentration de gaz à effet de serre à un niveau bien au-dessous des 400 ppm. L'adaptation, quant à elle, implique une gamme d'activités visant à réduire la vulnérabilité et à renforcer la résilience dans des secteurs clés, tels que l'eau, l'agriculture et les établissements humains. Les technologies nouvelles et améliorées et les initiatives de financement à tous les niveaux doivent également recevoir une attention dans le cadre des efforts collectifs pour lutter contre les changements climatiques. Les efforts d'atténuation et d'adaptation doivent traiter systématiquement et efficacement les impacts sur le genre des changements climatiques. On peut relever que sur les 5 cibles et 8 indicateurs pour atteindre l'ODD 13 qui porte sur le changement climatique, seul 1 indicateur sur 8 est spécifique au genre.

8. Stratégies d'adaptation et d'atténuation : action pour l'égalité des genres.

Lorsqu'elle est incorporée dans les études du changement climatique, l'approche liée au genre permet de comprendre comment les identités des hommes et des femmes déterminent différentes vulnérabilités et leurs capacités à affronter le changement climatique et à contribuer à limiter ses causes. L'intégration de l'approche axée sur le genre facilite aussi la conception et l'application des

politiques, programmes et projets pouvant conduire à plus de justice et d'égalité. Elle peut surtout contribuer à mettre en place davantage de capacités d'adaptation et d'atténuation face au changement climatique.

9. Effets négatifs de l'inégalité des genres et suggestions pour y remédier

L'inégalité trouve son origine dans les modèles de développement qui ont guidé la construction de nos sociétés actuelles. L'appréciation sociale des personnes par leurs caractéristiques biologiques a entraîné une distribution inéquitable des ressources et des chances pour accéder à celles-ci, donnant lieu à une injustice en termes de participation aux bénéfices du développement.

Les inégalités de genres contribuent à aggraver la menace que représente le changement climatique. En temps normal, l'accès aux ressources, aux droits et au pouvoir est fortement conditionné par les problématiques de genre et cela joue énormément sur les moyens de subsistance des individus. Si les femmes produisent 60 à 80 % des ressources alimentaires issues de petites exploitations agricoles, elles ne détiennent que 10 à 20 % des titres de propriété foncière dans les pays en développement. Or, les moyens de subsistance des femmes sont majoritairement liés aux ressources naturelles. Par conséquent, la raréfaction ou détérioration des ressources causée par le changement climatique peut avoir un impact direct sur leurs capacités à subvenir à leurs besoins et à ceux de leur famille. Lors de pénuries alimentaires, elles ont aussi tendance à sacrifier leurs besoins alimentaires pour nourrir leur famille.

10. Les objectifs du développement durable (ODDs) face aux changements climatiques et aux inégalités liées au genre.

Lors du Sommet sur le développement durable, tenu à New-York en septembre 2015, 193 pays membres de l'organisation des Nations unies ont pris l'engagement d'éradiquer la pauvreté et de réaliser le développement durable de notre planète d'ici 2030. Constitués de 17 objectifs universels, inclusifs et interconnectés de développement durable avec 169 cibles et 244 indicateurs, l'agenda 2030 des Nations Unies est un appel à l'action de tous les pays – pauvres, riches et à revenu intermédiaire – afin de promouvoir la prospérité tout en protégeant la planète. Ils reconnaissent que mettre fin à la pauvreté doit aller de pair avec des stratégies qui développent la croissance économique et répondent à une série de besoins sociaux, notamment l'éducation, la santé, la protection sociale et les possibilités d'emploi, tout en luttant contre le changement climatique et la protection de l'environnement. Malheureusement, la réalité du terrain montre à quel point les défis auxquels font face les populations, en particulier les femmes et les filles, et la planète sont interdépendants. Les réponses aux inégalités du genre doivent être universelles et coordonnées pour lutter de manière simultanée, tant à l'échelle locale qu'à l'échelle globale, contre la pauvreté, la faim, les inégalités, l'inégal accès à la santé à l'éducation et à l'eau, les dérèglements climatiques tout en protégeant la biodiversité et l'environnement.

Réaliser l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles. Le tableau 1 résume l'Objectif de développement durable n°5 qui se décline autour de cibles (sous-objectifs) à atteindre d'ici 2030, et d'indicateurs chiffrés qui permettent de mesurer l'état des progrès réalisés. Tous les ans, le Forum politique de haut niveau (FPHN) organisé par les Nations Unies constitue l'occasion pour les gouvernements de faire un état des lieux et d'envisager les mesures nécessaires à la réalisation des objectifs d'ici à 2030.

Tab.1. : Cibles à atteindre et cibles de mise en œuvre de l'ODD 5. [7]

5

ÉGALITÉ ENTRE
LES SEXES

Parvenir à l'égalité des sexes en autonomisant les femmes et les filles

Cible :

5.1 Lutte contre les discriminations	Mettre fin, partout dans le monde, à toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et des filles.
5.2 Violences et Exploitation	Éliminer de la vie publique et de la vie privée toutes les formes de violence faite aux femmes et aux filles, y compris la traite et l'exploitation sexuelle et d'autres types d'exploitation.
5.3 Mariage forcé et mutilations	Éliminer toutes les pratiques préjudiciables, telles que le mariage des enfants, le mariage précoce ou forcé et la mutilation génitale féminine.
5.4 Promotion et partage des travaux domestiques	Prendre en compte et valoriser les soins et travaux domestiques non rémunérés, par la mise en place de services publics, d'infrastructures et de politiques de protection sociale et par la promotion du partage des responsabilités dans le ménage et la famille, en fonction du contexte national.
5.5 Participation et accès aux postes de direction	Veiller à ce que les femmes participent pleinement et effectivement aux fonctions de direction à tous les niveaux de décision, dans la vie politique, économique et publique, et y accèdent sur un pied d'égalité.
5.6 Santé sexuelle et procréation	Assurer l'accès de tous aux soins de santé sexuelle et procréative et faire en sorte que chacun puisse exercer ses droits en matière de procréation, ainsi qu'il a été décidé dans le Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement et le Programme d'action de Beijing et les documents finals des conférences d'examen qui ont suivi.
5.a Droit et accès aux ressources	Entreprendre des réformes visant à donner aux femmes les mêmes droits aux ressources économiques, ainsi que l'accès à la propriété et au contrôle des terres et d'autres formes de propriété, aux services financiers, à l'héritage et aux ressources naturelles, dans le respect de la législation interne
5.b Technologies et autonomisation	Renforcer l'utilisation des technologies clés, en particulier de l'informatique et des communications, pour favoriser l'autonomisation des femmes
5.c Politiques d'égalité	Adopter des politiques bien conçues et des dispositions législatives applicables en faveur de la promotion de l'égalité des sexes et de l'autonomisation de toutes les femmes et de toutes les filles à tous les niveaux et renforcer celles qui existent

11. Conclusions

Les changements climatiques menacent à travers les catastrophes induites (Inondations, sécheresses, incendies, glissements de terrains, etc.) d'aggraver le fossé des inégalités déjà existantes. Socio-culturellement établies et construites, elles fragilisent et réduisent la résilience des femmes et filles aux risques majeurs naturels et conduisent à des taux de mortalité plus importants comparés aux hommes. Intégrer les perspectives de genre et impliquer les femmes en tant qu'agents

de changement dans les solutions, sont nécessaires pour lutter efficacement contre les changements climatiques.

Les gouvernements doivent intégrer dans leurs stratégies de développement bas carbone durable et plans de lutte contre les changements climatiques, le genre afin de remédier aux inégalités en soulignant les droits, les responsabilités et les chances des hommes, des femmes et des enfants ainsi que leurs intérêts, leurs besoins et leurs priorités. Les femmes jouent un rôle vital dans la mobilisation efficace des communautés notamment dans la gestion des catastrophes et la réduction des risques. Il existe des synergies évidentes entre les changements climatiques et l'inégalité entre les sexes mais, jusqu'à présent, les solutions apportées ignorent certains droits ou vont même jusqu'à élargir le fossé des inégalités existantes. Enfin, il est primordial que les femmes bénéficient d'un accès égal à la formation, au crédit et aux programmes de développement des compétences pour assurer leur pleine participation aux initiatives sur le changement climatique. On ne pourra pas parvenir au développement durable sans mener des actions simultanées pour le climat et le genre.

Références bibliographiques

[1]-**Irène Dankelman**. *Gender and Climate Change : An Introduction*. Earthscan publishing, London, Sterling VA, (2010)

[2]-*Women, Gender Equality and Climate Change*, Fact sheet, The UN Internet Gateway on Gender Equality and Employment of Women, www.un.org/womenwatch

[3]- **Seema Arora-Jonsson**. *Virtue and Vulnerability: Discourses on women, gender and climate change*, Global Environmental Change 21 (2011) 744–751.

[4]-**Senay Habtezion**. *Gender and Climate Change: Overview of linkages between gender and Climate Change*, United Nations Development Programme (UNDP), (2016)

[5]-**O'Brien, K., Eriksen, S., Nygaard, L.P., Schjolden, A.**. *Why different interpretations of vulnerability matter in climate change discourses?*. Climate Policy 773–788, (2007).

Liens utiles:

[6]<https://www.un.org/sustainabledevelopment/fr/news/communications-material/>

[7]<https://sdgs.un.org/>

[9]<https://www.unep.org/>

[8]<https://www.undp.org/>

[10]<https://www.ipcc.ch/>



Hakim BALOUL

Il est enseignant chercheur à l'université de Boumerdes. Il enseigne les modules concernant l'environnement (pollution atmosphérique, traitement des effluents gazeux, traitement des eaux, écologie, développement durable). Il était formateur au niveau de l'institut algérien de normalisation (IANOR) sur la norme ISO 14001. Il a effectué plusieurs audits sur la certification de produits pour le compte de l'IANOR. Il a réalisé plusieurs études d'impact environnementales et d'audits environnementales. Il a occupé le poste de chef de département certification pendant une année au niveau de l'organisme algérien d'accréditation (ALGERAC). Il est président du comité certification au sein de l'organisme algérien d'accréditation (ALGERAC).

Email : h.baloul@gmail.com

Intégration du genre dans les évaluations environnementales

1. Les évaluations environnementales

1.1 Historique de la prise de conscience environnementale

Depuis la révolution industrielle, l'occident a vécu sous le signe du développement effréné et de la croissance économique, qui met en avant la production et la consommation de biens matériels. Cependant, dès le début des années 70, avec la Conférence de Stockholm de 1972 le concept d'écodéveloppement a pris naissance. Il préconise de prendre en considération l'environnement avec le développement économique.

Durant les années 80 il y a eu une prise de conscience et une reconnaissance des pollutions globales qui ont été déclenchées par le rapport de la commission Brundtland en 1987 et surtout avec la **Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (CNUED)**, qui ont introduit la notion de développement durable.

Le troisième niveau de la prise de conscience qui a commencé avec le **Sommet de la Terre de Johannesburg** en 2002. Les deux principes fondamentaux qui sont Le **droit à un environnement de qualité** pour tous et le **droit de chacun d'être informé** ainsi que la consultation sur les questions environnementales ont été transcrits par des textes réglementaires et des conventions internationales.

La figure 1, donne la chronologie des différents événements marquants de la prise de conscience environnementale.

Toutes les grandes conventions des Nations Unies portant sur l'environnement, notamment la Convention-cadre sur les changements climatiques, la Convention sur la diversité biologique et la Convention sur la lutte contre la désertification, font explicitement appel à l'évaluation

environnementale et à ses méthodes et pratiques pour assurer une planification cohérente avec leurs objectifs.

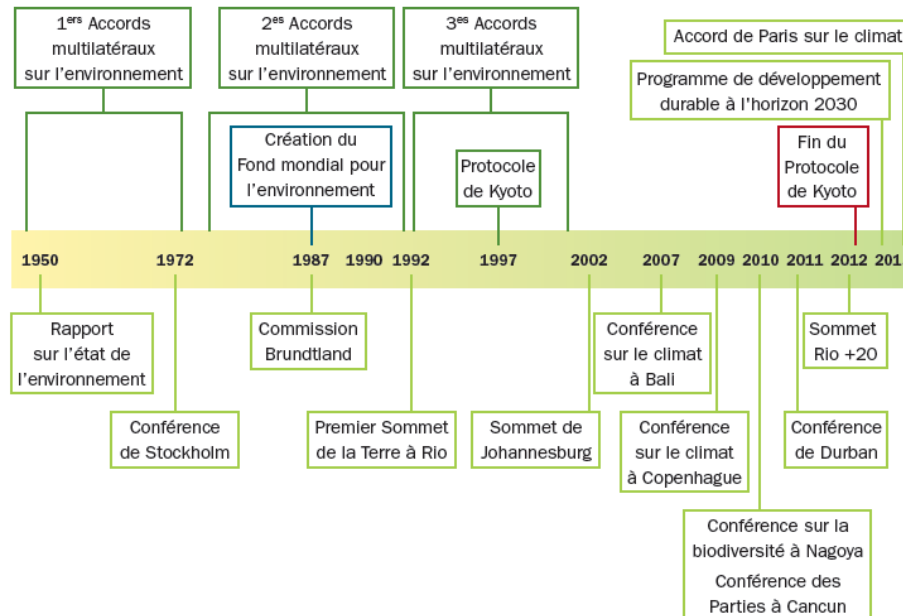


Figure 1 : Chronologie des différents événements marquants de la prise de conscience environnementale.

1.2. L'évaluation environnementale

L'évaluation environnementale a vu le jour en 1970 aux États-Unis avec la *National Environmental Policy Act* (NEPA), une réglementation qui exige de prendre en compte le volet environnement dans la prise de décision.

Après c'est la Canada, le Québec, et la communauté européenne qui réglementent les études d'impact environnementales.

En Algérie il y a eu le décret exécutif n° 90-78 du 27 février 1990 relatif aux études d'impact sur l'environnement.

1.2.1 Définition de l'évaluation environnementale

L'évaluation environnementale désigne l'ensemble de la démarche destinée à :

- ❖ Analyser les effets sur l'environnement
 - d'un projet d'aménagement,
 - d'un programme de développement,
 - d'une action stratégique,
- ❖ Mesurer leur acceptabilité environnementale,
- ❖ Éclairer les décideurs.

Elle vise à :

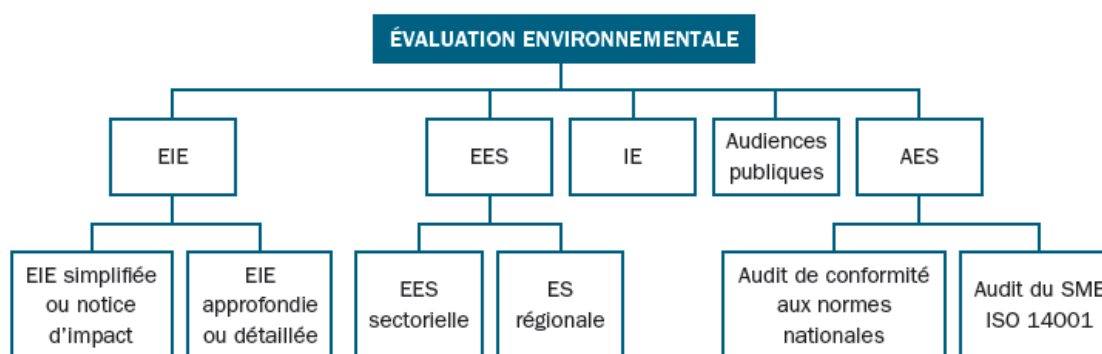
- ❖ Améliorer la décision par une prise en compte explicite et sélective des considérations environnementales,
- ❖ Fournir une base solide pour la gestion des conséquences sur l'environnement des actions d'aménagement,

- ❖ Permettre aux citoyens de s'exprimer sur les modifications prévisibles de leur cadre de vie,
- ❖ Favoriser l'intégration des objectifs fondamentaux que sont la protection de l'environnement et le développement durable.

L'évaluation environnementale dispose de nombreux outils.

Parmi ceux-ci, l'étude d'impact sur l'environnement qui analyse les effets positifs et négatifs des projets de travaux et d'aménagement sur l'environnement et le cadre de vie.

La figure 2 montre une synthèse des principaux outils d'évaluations environnementales



Source : Dossou Guèdègbé (2012).

Figure 2 : principaux outils d'évaluations environnementales

2. Le genre et son intégration dans l'évaluation environnementale

2.1 Introduction

L'égalité des sexes et l'émancipation de la femme - la gestion saine de l'environnement sont au cœur des objectifs du millénaire pour le développement (OMD) et sont des conditions à remplir pour surmonter la pauvreté, la faim et la maladie.

Qu'est-ce que le genre ?

Le genre fait référence aux opportunités et attributs sociaux associés au fait d'être un homme ou une femme et aux relations entre les femmes, les hommes, entre les filles et les garçons ainsi qu'aux relations entre femmes et entre hommes. Ces attributs, opportunités et relations sont des constructions sociales. Cela signifie que ce sont des constructions et des produits de la société et, en cela, ils peuvent être modifiés et transformés.

2.2 Quelques données sur le genre

- 70% des 1,3 milliard de personnes en état d'extrême pauvreté sont des femmes et des filles
- 66% est le pourcentage mondial des heures de travail qu'effectuent les femmes
- 1% est le pourcentage mondial des propriétés foncières qui appartiennent aux femmes
- 60% est le pourcentage mondial des 876 millions d'adultes analphabètes.
- 25% est le pourcentage mondial des femmes indigentes ou qui habitent dans des conditions de pauvreté extrême
- Une étude réalisée dans 141 pays a montré que les désastres et leurs répercussions ont tué en moyenne plus de femmes que d'hommes

- L'égalité de genre peut favoriser l'élimination de la pauvreté, le développement durable, la réduction des risques de désastres et l'augmentation des revenus familiaux

2.3 Le genre et les changements climatiques

Les groupes sociaux marginalisés, dont les femmes, risquent de subir de façon disproportionnée les impacts des changements climatiques, cela d'autant plus qu'ils sont généralement sous-représentés dans les instances décisionnelles. Une approche intersectionnelle est donc essentielle afin que les stratégies d'adaptation aux changements climatiques soient modulées selon les besoins différenciés de ces groupes, de même qu'un travail en profondeur pour changer les équilibres décisionnels.

Perceptions, attitudes et rôles des femmes et des hommes dans la lutte aux changements climatiques peuvent être en grande partie expliquées par les rapports sociaux de sexe, les stéréotypes de genres et la division sexuée du travail (les femmes étant encore en grande partie responsables des tâches ménagères et des soins de la famille). Ces différences doivent être considérées lors de l'adoption de politiques et législations dans la lutte aux changements climatiques afin d'éviter d'exacerber les inégalités sociales.

Par contre, il faut aussi analyser les dynamiques et les structures sociétales à la base de ces différences afin d'éviter de reproduire les stéréotypes de genres et de pouvoir atteindre l'égalité des sexes. Il s'agit donc d'examiner à la fois l'impact du genre sur les politiques de lutte aux changements climatiques afin que celles-ci soient le plus efficaces possible, ainsi que l'impact de ces politiques sur les relations entre les sexes, sur l'égalité des femmes et des hommes, et sur les inégalités sociales plus généralement.

2.3.1 Perceptions différentes entre les femmes et les hommes selon une étude américaine

La présence des hommes et des femmes dans les cercles de décision est très importante car ils ont des perceptions différentes mais complémentaires des questions environnementales, en effet certaines études ont montré que :

- Les femmes ont une meilleure compréhension du phénomène des changements climatiques et expriment une plus grande préoccupation pour cet enjeu que les hommes ;
- Les femmes croient à 64% contre 56% des hommes que les changements climatiques sont causés par l'activité humaine ;
- Les femmes préfèrent les solutions ancrées dans les changements de comportements tandis que les hommes préfèrent les solutions techniques et technologiques

2.4 - Outils de prise en compte du genre dans l'évaluation environnementale

2.4.1 Intégration du genre dans les études d'impact environnemental et social (ÉIES)

La procédure d'étude d'impact environnemental et social (ÉIES) passe par des étapes dont les plus importantes sont : la justification et la description du projet ; l'inventaire du milieu récepteur ; l'analyse des impacts et les mesures d'atténuation ; et le plan de gestion environnementale (surveillance et suivi).

Le tableau 1 suivant présente les éléments de réflexion favorisant l'intégration du genre dans les étapes de la démarche d'ÉIES.

Tableau 1 : Cadre méthodologique d'intégration du genre dans la démarche de l'étude d'impact environnementale et sociale (ÉIES)

Étapes de l'étude d'impact environnemental et social	Comment favoriser l'intégration du genre ?
Justification et description du projet (cadrage)	<ul style="list-style-type: none"> • Produire des documents sensibles au genre (genre dans les objectifs, les approches, les indicateurs, etc.) • Présenter un argumentaire qui prend en compte la dimension genre • Travailler avec des experts compétents en genre, équipe multidisciplinaire et mixte • Prévoir des grilles d'analyse du genre
Inventaire du milieu récepteur, analyse des impacts et mesures d'atténuation	<p>Inventaire : Voir la liste des questions à poser pour connaître le contexte du projet</p> <p>Analyse des impacts et mesures d'atténuation :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Analyser les impacts différenciés des mesures préconisées sur les F/H et les rapports de genre • Garantir la parité et une représentation équitable F/H dans les instances chargées de la mise en œuvre des mesures d'atténuation
Plan de gestion environnementale (Surveillance et suivi de l'environnement)	<p>Processus de suivi</p> <ul style="list-style-type: none"> • Garantir la parité et une représentation équitable F/H dans le développement des indicateurs • Garantir la parité et une représentation équitable F/H dans les instances, outils et mécanismes de suivi <p>Développer des indicateurs du suivi du milieu pour les indicateurs de base</p> <ul style="list-style-type: none"> • Avoir des indicateurs sur la participation femmes/hommes dans toutes les activités • Prévoir des mesures d'actions positives pour favoriser la participation des femmes aux formations (ex. : bourses) • Développer des mesures d'incitation des femmes : adapter et cibler la communication • Analyser les critères et conditions des formations : sont-ils discriminants ? Repérer pour les éliminer les logiques d'exclusion basées sur le genre dans les formations

2.4.1.1 Exemple de l'intégration du genre dans la construction d'un barrage hydroélectrique

Pour intégrer le genre dans la procédure et les outils de l'évaluation environnementale, il faut cerner les rapports de Genre dans le milieu social et les lier aux risques et impacts environnementaux.

Le tableau 2 montre l'intégration du genre dans l'étude d'impact environnementale et sociale d'un projet de construction d'un barrage hydroélectrique.

Tableau 2 : intégration du genre dans l'étude d'impact environnementale et sociale d'un projet de construction d'un barrage hydroélectrique.

Projet	Risques environnementaux et sociaux	Enjeux genre
Construction d'un barrage hydroélectrique	Perte de superficies forestières (écosystèmes, ressources ligneuses, agro forestières, médicinales et valeur spirituelle)	Qui utilise les produits ligneux, non ligneux ? Pour faire quoi ? Avec quels bénéfices ? Rôle des différents produits dans la gestion pour les fonctions vitales du ménage (santé, alimentation, sécurité, habitat, revenus)
	Sanitaires (maladies hydriques)	Qui sont les personnes vulnérables à la maladie ? Pourquoi ? (âge, physiologie ex femmes enceintes... ou responsabilités professionnelles, sociales familiales)
	Perte de zones sensibles au plan environnemental, d'espèces menacées	Qui perd/gagne quoi dans la restriction, limitations, perturbation, pertes des superficies et de l'accès aux ressources
	Déplacement des populations (terres)	Les F et les H sont-ils au même niveau d'info sur les risques liés à leurs conditions de vie, des

2.4.2 Intégration du genre le processus de l'évaluation environnementale stratégique (ÉÉS)

Le tableau 3, montre comment intégrer le genre dans le processus de l'évaluation environnementale stratégique (ÉÉS).

Tableau 3. Matrice de prise en compte du genre dans le processus de l'évaluation environnementale stratégique (ÉÉS)

Étape de l'évaluation environnementale stratégique (ÉÉS)	Comment favoriser l'intégration du genre ?
1. Établissement du contexte et des objectifs	Analyse du contexte <ul style="list-style-type: none"> Faire une analyse de genre des différentes conventions/cadres environnementaux (cohérence,

	<p>points d’ancrage, contradictions, écarts politiques, etc.).</p> <ul style="list-style-type: none"> • Désagréger les données stratégiques nationales en rapport avec le secteur concerné. Ex. : énergie – infos sur l’accès des H/F à l’énergie (domestique, productive, forme de collecte des sources d’énergie). • Veiller à une représentation non stéréotypée du genre (femmes victimes). <p>Objectifs</p> <ul style="list-style-type: none"> • Vérifier la prise en compte des besoins différenciés des femmes et des hommes dans les conventions, plans et politiques nationales liées à l’environnement. • Développer des stratégies pour éliminer les logiques d’exclusion et d’inégalités dans les cadres légaux, politiques... • Prendre en compte des rapports de force entre PTF dans les négociations. <p>Où sont les femmes, où est le genre ? Indicateurs.</p>
2. Mise en œuvre	<ul style="list-style-type: none"> • Définir les profils et compétences des acteurs en termes de genre (sexes, âges, langues, profils professionnels, etc., dans les équipes). • Rechercher la place du genre dans les espaces d’échange (écoles, colloques, instances à différents niveaux). • Utiliser des méthodologies d’analyse et d’intervention sensibles au genre. • Budgétiser en accord avec les orientations politiques sur l’égalité femmes/hommes et en reflet des rapports et inégalités repérés dans le contexte.
3. Information et orientation du processus décisionnel	<ul style="list-style-type: none"> • Garantir que les mécanismes de partage des infos entre partenaires et acteurs sont inclusifs des femmes et des hommes dans les différents groupes concernés – développer des stratégies rectificatives de l’exclusion. • Définir une vision claire du genre et de l’objectif « égalité » dans les processus et outils de capitalisation entre partenaires. • Prendre des mesures pour la parité et une représentation équitable F/H dans les instances créées au niveau stratégique des politiques.
4. Suivi et évaluation	Développer des indicateurs sexo-spécifiques

	<p>(<i>baseline</i>) pour suivre l'évolution du contexte :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Participation à l'aménagement forestier, par ex. liens entre types d'énergie et usage par les F et les H. • Santé en lien avec l'environnement, la gestion de la santé (taux de prévalence désagrégés). • Emplois, formation, revenus liés à l'environnement. • Accès au crédit. • Production de l'info dans différents espaces et canaux (ex. marchés, petits commerces, tontines) – interrogations des circuits. • Accès à l'info (participation aux instances de décision, espace d'info). • TIC (accès radio, programmes, contenu des programmes). • Tenure foncière (coutumier, héritage). • Accès à l'habitat (difficultés en cas de conflit conjugal). • Autonomie (physique, financière, mentale, mobilité). • Violences au sein des ménages, mais aussi dans l'espace public • Indicateurs de prise en compte du genre dans les interventions.
--	---

3. Conclusion

L'introduction du genre dans les évaluations environnementales et ce par rapport aux changements climatiques est très importante car les femmes sont généralement les victimes des effets négatifs des projets industriels, mais aussi des changements climatiques.

Egalement, au niveau de la perception des problèmes environnementaux et du changement climatique sont vue différemment par les hommes et les femmes il serait important d'assurer la présence des femmes dans le processus décisionnel.

Références bibliographiques

1. USAID Agence des États-Unis pour le développement international
2. OXFAM, 2007 Millennium Development Goals Gender Quiz
3. Social Watch Gender Equity Index, 2008
4. Guide méthodologique sur l'intégration du genre dans les évaluations environnementales. Institut de la Francophonie pour le développement durable (IFDD) 2016
5. L'intégration de la dimension de genre dans la lutte et l'adaptation aux changements climatiques au Québec. Genre et changement climatique Boîte à Outils : Georgina Aboud Mai 2012 BRIDGE.

6. Institut de la Francophonie pour le développement durable et Université Senghor, 2019, *Évaluations environnementales des politiques et projets de développement* [Sous la direction de Yelkouni, M. et E.L. Ngo-Samnack]. IFDD, Québec, Canada, 272 p.
7. L'étude d'impact sur l'environnement -P a t r i c k M i c h e l ● BCEOM
Ministère de l'aménagement du territoire et de l'environnement



Sonia DJOUMAD,
Fatma LECHEB
Aissa BOUKHIAR

Chercheur en Génie de l'Environnement, Département de Génie des Procédés de l'Université M. Bougara, Boumerdès / Algérie.

Master en génie de l'environnement, spécialité génie des procédés industriels

Licence en traitement des eaux, option génie de l'environnement, spécialité génie des procédés industriels.

Mob : 0696197625,

Email: sdjournad@yahoo.com

Le rôle de la femme dans la transition énergétique

1. Introduction

L'accès à l'énergie est devenu un objectif prioritaire pour la communauté internationale. Le sommet du Millénaire organisé en 2000, la 9^{ième} session de la CDD (Commission sur le Développement Durable) de 2001 et le sommet Mondial sur le Développement durable de 2002 ont réaffirmé l'accès des populations, notamment pauvres à des services énergétiques modernes et abordables. Parallèlement à la dynamique internationale sur l'énergie, la réflexion sur la prise en compte des femmes dans le secteur de l'énergie et pour une énergie durable, a connu d'importantes avancées sous le dynamisme du réseau International sur les Femmes et l'Energie Durable (ENERGIA) et du Programme Energie, Environnement et Développement de ENDA (Environnement Développement Action dans le Tiers Monde). Les institutions impliquées dans ce processus à travers le monde, contribuent en termes de recherche, de réflexion, de priorités d'action et de lobbying, à une meilleure prise en compte du genre dans la planification énergétique et la mise en œuvre des projets et programmes sur l'énergie au niveau national et international [1].

Le concept de *transition énergétique*, apparue dans les années 80 en Allemagne et en Autriche, désigne l'ensemble des transformations du système de production, de distribution et de consommation d'énergie, effectuées sur un territoire visant à transformer un système énergétique pour diminuer son impact environnemental.

La transition énergétique entraîne une profonde mutation de nos modes de production et de consommation d'énergie. Le monde doit passer du système actuel fondé sur les énergies fossiles à la neutralité carbone. Pour cela, les pays devront évidemment mettre en place des énergies renouvelables et les intégrer à leur système de distribution d'électricité, améliorer le rendement énergétique, moderniser leurs infrastructures et perfectionner la gouvernance des marchés de l'électricité et de l'énergie. [2].

La transition énergétique dépendra pour chaque pays de ses priorités de développement, de la proportion de la population ayant accès au réseau de distribution électrique. Certaines transitions n'impliqueront peut-être qu'une modernisation de moyens vétustes ou précaires afin de réduire les

émissions de dioxyde de carbone, tandis que d'autres s'inscriront dans des stratégies de développement à multiples facettes et dans une perspective de transformation sociétale, faisant part à l'égalité de genre et à l'inclusion [2].

Le pourcentage de présence des femmes est encore limité dans les postes de direction et les postes techniques dans le secteur de l'énergie, à quelques exceptions près, malgré l'élévation continue du concept d'équilibre entre les sexes dans divers secteurs de travail et les réalisations positives de la communauté internationale dans ce domaine pour atteindre le cinquième objectif des objectifs de développement durable des Nations Unies, qui appelle à la réalisation de l'équilibre entre les sexes et à l'autonomisation des femmes [3].

Aujourd'hui, les femmes représentent 52 % de la population mondiale. Pourtant, 7 chercheurs scientifiques sur 10 sont des hommes. Et seulement 32 % des emplois dans le secteur des énergies renouvelables dans le monde sont occupés par des femmes. Cette représentation déséquilibrée existe dans plusieurs secteurs vitaux, dont seulement 3 % de femmes dans les majeures en informatique et seulement 5 % en mathématiques. Si les données disponibles varient considérablement, les femmes représentent au plus un tiers de la main-d'œuvre qu'emploient dans le monde des énergies renouvelables. Et leur part est généralement encore plus faible dans les métiers de la science, des technologies, de l'ingénierie et des mathématiques, ou dans les postes de direction [3].

La transition énergétique est devenue un sujet politique important pour de nombreuses raisons, notamment les problèmes environnementaux et climatiques, les questions de santé publique ou encore la question liée au marché de l'énergie et de la croissance économique.

L'Algérie s'est engagée depuis quelques années dans une politique de transition énergétique dont l'objectif est à la fois d'assurer une sécurité énergétique en optant pour une diversification de ses ressources énergétiques et aussi d'honorer ses engagements contractuels d'atténuation des émissions de gaz à effet de serre [4].

A l'instar de tous les pays du monde et au gré des mutations géostratégiques et environnementaux sous l'impératif des engagements internationaux, l'Algérie a initié une démarche de transition énergétique depuis plusieurs années, sur la base concertée, dans le but de garantir la sécurité énergétique du pays et d'améliorer les conditions de vie du citoyen algérien.

Il reste que l'Algérie recèle en termes de transition énergétique, un passif énergétique exclusivement conventionnel avec une économie fortement dépendante des énergies fossiles qui, par ailleurs, représentent 95% des exportations notamment en gaz naturel.

2. Transition énergétique

Volet essentiel du concept de transition écologique, la transition énergétique, consiste en une série de changements majeurs dans les systèmes de production de l'énergie et sa consommation. Elle est en cela partie prenante des stratégies de développement durable et de lutte contre le réchauffement climatique. La transition énergétique s'appuie sur les progrès technologiques et les volontés politiques au sens large (gouvernements, populations, acteurs économiques...).

Pour Pierre Sablière, la transition énergétique désigne : « Le passage, à terme, des énergies non renouvelables (pétrole, charbon, gaz, uranium) aux énergies renouvelables (éolien, solaire, biomasse...) pouvant s'accompagner d'une réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'une réduction des risques environnementaux et d'une réduction des pollutions et déchets dangereux. Mais cette transition suppose également une réduction des besoins énergétiques en amont en augmentant l'efficacité des équipements et de leurs usages (bâtiments sobres en énergie, rénovation des bâtiments existants, appareils électriques plus efficaces...» [5].

La transition énergétique, en ce sens, semble donc être surtout et avant tout un processus visant à se défaire de l'usage des sources d'énergie fossile pour aller vers celles d'énergie renouvelable, entraînant des changements connexes ou potentiels dans l'ensemble du secteur énergétique, mais aussi de l'environnement et de la santé publique.

La transition énergétique c'est :

- Consommer mieux en économisant l'énergie (moins de carburants fossiles, moins de transport, plus de confort thermique, plus d'efficacité dans l'industrie) ;
- Produire autrement en préservant l'environnement (plus de ressources locales, des énergies renouvelables, moins de déchets) ;
- Faire progresser la société avec des projets mobilisateurs (projets coopératifs de production d'énergie, services innovants) ;
- Créer des emplois dans de nouveaux métiers d'avenir et dans le bâtiment.

3. La femme et la transition énergétique

Depuis quelques années, la réflexion est lancée au niveau international sur la problématique du genre et de l'énergie, ce qui a largement contribué à dépasser les idées reçues et d'exploiter de plus larges horizons en faveur des femmes. La prise en compte du genre dans le secteur de l'énergie intègre le cadre des besoins ainsi que la démarche politique pour une meilleure intégration de la femme dans le tissu du développement économique et social.

➤ La transition énergétique se fera avec ou sans les femmes ?

Premières victimes du réchauffement climatique, les femmes sont à l'origine de nombreuses solutions innovantes qui pourraient profiter à tous... à condition de leur laisser l'espace pour les développer ! Pour sauver le monde, sauvons les femmes ?

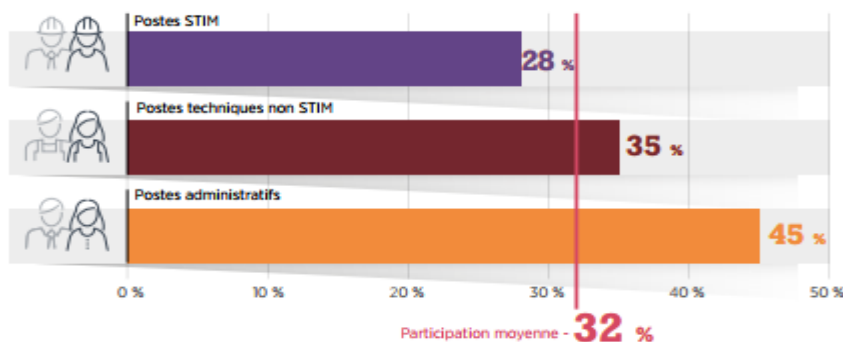
Dans un monde qui se transforme, où sont les femmes ? Face aux enjeux globaux du réchauffement climatique et de la transition énergétique, on ne peut pas imaginer que les femmes, qui représentent la moitié de la planète, ne soient pas là ! Nous ne pouvons pas vivre dans un monde durable, à moins que tous les genres et les personnes soient traités de façon égale.

À la fois plus exposées aux effets délétères du changement climatique et plus engagées dans ce combat, les femmes ont un rôle crucial à jouer dans la transition zéro carbone. « Agir pour les femmes et pour l'égalité, c'est accélérer la lutte contre le changement climatique ». Les inclure dans l'écosystème durable qui se développe actuellement est donc essentiel.

4. Les femmes dans le secteur des énergies renouvelables : l'énergie moderne

D'après le rapport établi par IRENA (International Renewable Energy Agency), les énergies renouvelables offrent des opportunités sans précédent. Leur dimension pluridisciplinaire présente un attrait certain pour les femmes, ce qui n'est pas le cas de l'énergie fossile. L'enquête a révélé que 32 % des employés à temps plein dans les entreprises interrogées étaient des femmes, un chiffre bien supérieur à la moyenne comparé à celui du secteur global du pétrole et du gaz, où seulement 22% des employés à temps plein sont des femmes.

Toutefois, dans l'industrie des énergies renouvelables, les femmes sont bien moins représentées dans les postes STIM (science, technologie, ingénierie et mathématiques) que dans les postes administratifs. Malgré l'attrait du secteur, les femmes font face à des obstacles récurrents pour y faire carrière. Il est essentiel de surmonter ces barrières afin de répondre à la demande croissante des compétences requises dans ce secteur en constante évolution [6].



5. Les femmes dans le secteur des énergies renouvelables : l'accès à l'énergie

Les solutions d'énergies renouvelables hors-réseau offrent aux femmes des opportunités exceptionnelles de s'engager dans de nombreux segments de la chaîne de valeur. Une grande partie des compétences requises pour bénéficier de ces opportunités peuvent être développées localement, et les femmes sont idéalement positionnées pour prendre les rênes et le pouvoir de ces solutions hors réseau.

De nombreuses barrières empêchent encore les femmes d'intégrer le marché des énergies renouvelables (là où l'accès à l'énergie n'est pas encore totalement établi ou développé). Les principaux obstacles cités par les personnes interrogées sont les normes culturelles et sociales, le manque de politiques et de programmes axés sur l'égalité hommes-femmes, et le manque de compétences et de formations. Il est intéressant de noter que les normes culturelles et sociales ont été mentionnées en premier lieu en Europe et en Amérique du Nord alors que dans les autres régions, c'est le manque de compétences et de formations qui est mis en avant.

Une enquête a été réalisée sur une catégorie de gens a révélé que, les normes culturelles et sociales tenaces constituent un des principaux freins à l'égalité hommes-femmes. Plus on arrivera à faire évoluer ces normes, ce qui prend du temps, plus les autres mesures mises en place seront efficaces. Les personnes interrogées ont identifié plusieurs mesures importantes pour surmonter les obstacles à la parité hommes-femmes. La plupart d'entre elles (60 à 80 %) ont émis une préférence

pour des politiques internes promouvant la formation, des mesures axées sur la parité, la mise en place d'objectifs de diversité, la création de réseaux professionnels et le tutorat.

L'accès à la formation et aux programmes de développement des compétences arrive en tête des solutions évoquées par les participants à l'enquête pour améliorer l'engagement des femmes dans le domaine de l'accès aux énergies renouvelables. Plus de la moitié d'entre eux ont également souligné la nécessité de faciliter l'accès au financement et d'intégrer la perspective de l'égalité hommes-femmes dans les programmes d'accès à l'énergie [6].



6. Conclusion

Le secteur des énergies renouvelables est chargé de fournir les conditions d'une transition en douceur du monde vers une énergie propre. Sa vision et sa détermination ne peuvent être réalisées avec un sexe sans l'autre, et nous avons besoin d'expériences et d'idées de tous dans le monde, surtout lorsqu'on sait que la population mondiale atteindra 9 milliards de personnes d'ici 2050, dont un milliard pourraient ne pas être en mesure de se payer les dépenses d'obtention d'énergie.

Un engagement moral est de réaliser des étapes qualitatives dans la représentation des femmes dans ce secteur à l'échelle mondiale, améliorant ainsi les résultats économiques et sociaux résultant de l'autonomisation des femmes cadres dans divers secteurs et de la réduction de l'écart entre les sexes.

Plusieurs mesures peuvent être prises pour favoriser l'égalité hommes-femmes dans le secteur des énergies renouvelables : Rétablir l'équilibre en faveur des femmes permettra d'élargir les perspectives dans les décisions énergétiques, de l'investissement à la conception des projets. Cela garantira également une répartition plus équitable des avantages sociaux et économiques apportés par la transition énergétique. En d'autres termes, il est indispensable d'impliquer plus significativement les femmes dans le secteur des énergies renouvelables afin de soutenir un modèle énergétique inclusif et durable.

Références bibliographiques

- [1] : Rapport Sénégal genre énergie : les voies vers un développement durable, Yacine DIAGNE GUEYE Programme « Energie, Environnement, Développement » Avril 2006.
- [2] : <https://www.project-syndicate.org>, Comment les femmes peuvent faire fonctionner la transition écologique, **Jul** 9, 2020, Irene Giner-Reichl
- [3] : <https://www.alittihad.ae>
- [4] : L'énergie solaire au cœur de la politique de transition énergétique de l'Algérie. IMESSAD Khaled, Maître de Recherche A Division Solaire thermique & Géothermie - CDER
- [5] : Pierre SABLIERE, Droit de l'énergie, Dalloz, 2013, p. 46
- [6] : Energie renouvelable ; la dimension du genre, www.irena.org, Copyright © IRENA 2019



Krim LOUHAB
Meriem BELKHIR

Krim LOUHAB Professeur en Génie de l'Environnement, Analyse de cycle de vie, depuis 1992, au Département de Génie des Procédés de l'Université M. Bougara, Boumerdès / Algérie. Ingénieur Diplômé en Génie Chimique de l'Ecole Polytechnique d'Alger (ENPA) /Algérie en 1987, il est titulaire d'un Diplôme d'un Doctorat en Génie des Procédés de l'INPG de Grenoble (France) en 1992. Président de l'association national d'Ecoconception, d'Analyse de cycle de vie et de développement durable (<http://calae.univ-boumerdes.dz/>), Editeur en chef d'une revue 'Algerian Journal of Environmental Science and Technology ALJEST' (www.aljest.org), Fondateur du Centre Algérien d'Economie circulaire (www.calec-dz.org). Il a participé à plusieurs travaux nationaux dans les domaines qui ont trait au développement durable, empreinte d'eau et empreinte de carbone. Auteur et le co-auteur de plusieurs articles publiés dans les questions d'eau et empreinte de carbone. Membre de comités scientifiques et reviewer de revues nationales et internationales.

Mob : 0667148363,
Email : louhab_ka@yahoo.fr

La contribution de la femme dans l'économie circulaire

Résumé

Les femmes et leurs enfants sont les premiers à souffrir des sources d'énergie polluantes et insalubres qui tuent chaque année des milliers de personnes dans le monde. Elles consacrent une grande partie de leurs temps à cuisiner et à faire les tâches ménagères - temps qu'elles pourraient consacrer à d'autres activités notamment environnementales. Aujourd'hui les femmes entrepreneurs s'impliquent dans le marché de l'économie verte, énergie

Les femmes ont prouvé leurs rôles et positions quant au développement économique et durable car elles se comportent de façon plus respectueuse pour l'environnement. Selon « La Harvard Business Review » Elles ne sont pas très présentes dans les secteurs produisant les émissions de GES et consommant beaucoup d'énergie. Elles sont plus représentées dans les branches des secteurs tournées vers l'écologie (par exemple, les énergies renouvelables). Cependant l'intégration des femmes dans l'économie circulaire et leurs participations à des innovations vertes sont très importantes, donc on leur doit le soutien en leur donnant les moyens et les capacités de s'introduire dans ce secteur. Outre mesure de soutien, on peut leurs proposant des formations techniques, en économie circulaire, et/ou en leur facilitant l'accès aux financements nécessaires pour développer leurs entreprises.

Mots clés : Genre, la femme, l'économie circulaire, changement climatique.

1. Introduction

La protection de la planète et de sa biodiversité est la responsabilité intergénérationnelle la plus importante à laquelle nous sommes confrontés. De plus, les impacts environnementaux et climatiques ne sont pas neutres en matière d'égalité des sexes. Comme dans les économies avancées, les femmes sont plus vulnérables aux effets du changement climatique que les hommes.

Des millions de personnes risquent d'être déplacées en raison du changement climatique et de graves risques environnementaux, dont 75 % de femmes. Malgré le rôle des femmes dans l'agriculture et l'élevage, les droits des agricultrices sont limités pour hériter, accéder et utiliser la terre et d'autres ressources productives, principalement en raison de normes sociales profondément enracinées. L'accès, également, restreint aux ressources financières et à l'éducation limite encore davantage leur capacité de se préparer et à répondre aux chocs environnementaux.

Les femmes ont tendance à être plus sensibles aux préoccupations environnementales, mais elles sont largement sous-représentées dans les processus de prise de décision du leadership mondial en matière de climat – que ce soit dans les ministères des Finances, de l'Économie, de l'Énergie ou des Infrastructures, ou dans les entreprises. Les femmes ne sont pas seulement des victimes elles sont également de puissants agents, possédant des connaissances et des compétences dans le model de l'économie circulaire pour le développement durable.

Cette publication favorise également les opportunités économiques qui pourraient émerger les femmes dans des économies plus vertes, tout en offrant des opportunités d'autonomisation économique des femmes.

2. Définition du concept genre

Par « **genre** » on entend la construction socioculturelle des rôles masculins et féminins et des rapports entre les hommes et les femmes. Alors que « **sexe** » fait référence aux caractéristiques biologiques, être né(e) homme ou femme, le genre décrit des fonctions sociales assimilées et inculquées culturellement **(1)**. Le "**genre**", les études de genre, "l'approche de genre" Transposé de l'anglais "Gender", le genre est un concept sociologique désignant les "rapports sociaux de sexe" et de façon concrète, l'analyse des statuts, rôle sociaux, relations entre les hommes et les femmes dans une société donnée **(2)**.

Le concept du genre fait référence aux aspects culturels et sociaux, aux caractères acquis, et non innés, des rôles et des tâches attribuent au masculin et au féminin dans leurs activités économiques, sociales et politiques.

Le genre désigne la position des hommes et des femmes au sein de la famille. Le genre désigne la position des hommes et des femmes vis-à-vis l'énergie, eau, ressources naturels (3).

3. Rôles et positions de la femme dans le développement économique et durable Selon une enquête de l'OFS

La perception de l'environnement n'est pas la même qu'on soit un homme ou une femme. Les premiers ont une vision plus relative de la pollution, Alors que les secondes apparaissent plus

préoccupées par certaines technologies, Pour trois femmes sur dix, la qualité de l'environnement à une grande importance sur leur qualité de vie (4). Chez les hommes, cette proportion n'est que d'un peu plus de deux sur dix. La différence de genre est aussi nette concernant la perception de la pollution : 65% des femmes y voient un problème important, contre 56% des hommes.

Interrogées sur une liste de dangers potentiels, les femmes considèrent systématiquement plus souvent que les hommes que les changements environnementaux et les technologies sont dangereux pour l'être humain et l'environnement. L'an dernier, 81% des femmes jugeaient les centrales nucléaires comme très dangereuses ou plutôt dangereuses, contre 67% des hommes. Ces parts étaient respectivement de 69% et 52% pour les antennes de téléphonie mobile. En revanche, il n'y a pas de différence sur le danger des pesticides, la perte de biodiversité ou les changements climatiques

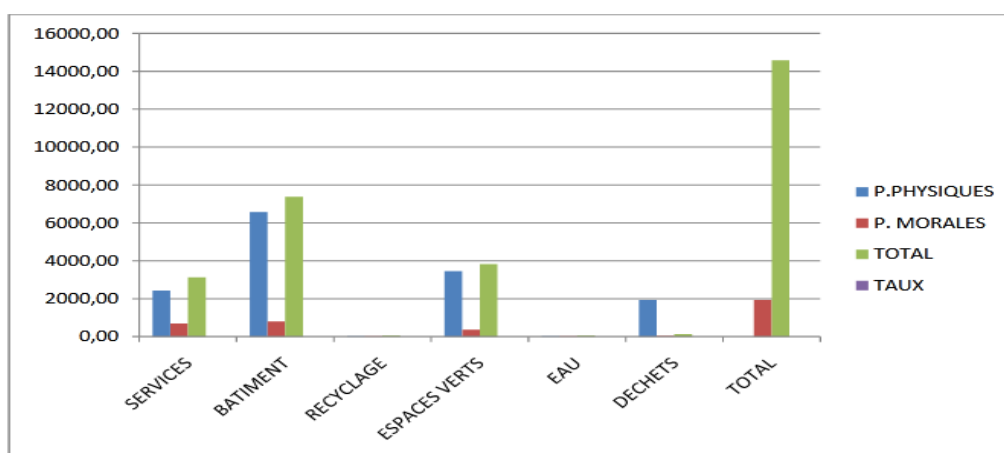
Les femmes se comportent de façon plus respectueuse de l'environnement.

Tandis que 76% d'entre elles déclarent prendre en compte la consommation d'énergie des petits appareils électriques lors de leur achat, ce pourcentage est de 69% chez les hommes. Et pour les courses alimentaires, les femmes donnent plus souvent la préférence aux produits biologiques (46% contre 40% des hommes).

Selon « **La Harvard Business Review** » a estimé qu'en 2009, les femmes ont contrôlé environ 20 milliards de dollars américains de dépenses de consommation globales, une augmentation de 28 milliards de dollars étant prévue d'ici à 2014. Les études ont également montré que les femmes économiquement autonomisées sont plus enclines à acheter des biens pour leurs foyers - plus spécifiquement pour leurs enfants, y compris la nourriture, les soins de santé, l'éducation, l'habillement et les produits de soins personnels ; et elles sont plus portées à acheter des produits recyclables, dotés d'un écolabel et efficaces sur le plan énergétique (5).

4. Les femmes sont orientées vers les activités sobres en carbone

Dans les secteurs retenus pour cette étude, nous constatons qu'il y a 14.574 femmes qui sont dans l'économie verte, soit 7,9% du total des femmes inscrites au registre de commerce, dont 1.938 sont des gérantes. La répartition par secteur se présente comme suit : 7.376 dans le secteur du bâtiment soit 50,61%, 3.123 dans le secteur des services soit 21,42%, 3.827 dans les espaces verts soit 26,25%, 146 dans le traitement des déchets, 51 pour le recyclage, et 51 dans le secteur de l'eau.



Source : CNRC

Figure 1. Répartition des femmes par secteur selon l'étude Promotion des jeunes et des femmes dans l'économie verte en Algérie (6)

Il y a lieu de signaler que dans le secteur du bâtiment qui compte le plus de création, (plus de 50%), ce ne sont pas des métiers de l'économie verte au sens strict du terme, mais des métiers verdissants. Il s'agit d'entreprises qui se préparent à prendre en charge les isolations thermiques, qui diminuent la consommation énergétique, les installations pour mettre en place l'utilisation du photovoltaïque, du chauffe-eau solaire, etc.

Les principales sources d'émissions de GES, de produits polluants et autres formes d'atteintes à l'environnement sont les six activités économiques suivantes : production d'énergie, extraction de minerais et de métaux, industrie manufacturière, agriculture, transports et construction. À l'exception de l'agriculture et de certaines activités de fabrication (le textile, par exemple), les femmes ont tendance à être plus sous représentées dans ces secteurs à l'échelle mondiale (6).

Les données d'observation montrent que les femmes sont plus représentées dans les branches des secteurs tournées vers l'écologie (par exemple, les énergies renouvelables). Une enquête menée en 2018 à l'échelle mondiale par l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA) montre que les femmes représentent 32 % de la main-d'œuvre de cette branche de l'énergie, contre 22 % dans celle du pétrole et du gaz (6).

Les femmes ne sont pas très présentes dans les secteurs qui produisent des émissions de GES et consomment beaucoup d'énergie elles sont, par contre, plus représentées dans les branches des secteurs tournées vers l'écologie (par exemple, les énergies renouvelables).

5. La nécessité d'intégrer les femmes dans des activités économiques

L'existence du lien entre la pauvreté et la détérioration de l'environnement est bien établie, l'élimination de la pauvreté a été reconnue comme une condition sine qua non du développement durable. L'émancipation des pauvres, dont la majorité sont des femmes, particulièrement en milieu rurale, apparaît donc comme un élément nécessaire de toute stratégie de la préservation de l'environnement.

Nécessité d'incorporer des activités économiques exercées par les femmes dans les stratégies de préservation de l'environnement. En prenant en considération leurs tendances vers l'économie verte et sobre en carbone

6. Attentes des femmes

Participer à l'innovation verte → accès à des emplois plus qualifiés et entraîner une hausse globale de la productivité → Assurer une « **transition juste** » vers des économies sobres en carbone. Offrir l'accès à une infrastructure durable (transports, énergie, eau, etc.) répondant aux besoins des femmes → pour donner à ces dernières les moyens de jouer un rôle dans le domaine économique et de faire partie de la population active

Mise en place des programmes d'éducation ciblés → peut permettre d'accélérer l'adhésion des femmes à des modes de consommation plus durables et accentuer la durabilité générale des modes de production et de consommation

7. Modèle d'Économie linéaire

L'économie classique dite linéaire, qui produit de la richesse sans se préoccuper de préserver les ressources. Les femmes occupent en moyenne moins de 10 % des emplois dans la construction, un peu plus de 14 % dans les industries extractives (notamment le pétrole brut et le gaz naturel) et presque 19 % dans la cokéfaction et fabrication de produits pétroliers raffinés. Le pourcentage de femmes participant (en tant que spécialistes et techniciennes) au développement des technologies (activité inventive) reste faible, puisqu'il est de 15 % à peine, en moyenne, dans l'ensemble des pays et des domaines technologiques (7).

Le taux d'activité des femmes est relativement plus élevé dans la chimie et les technologies liées à la santé (20 % et 24 %, respectivement), tandis que dans les technologies liées à l'environnement, il est légèrement inférieur à la moyenne. Le taux est encore plus faible dans les technologies de production d'électricité et d'ingénierie générale (10 % et 8 %, respectivement) (8).

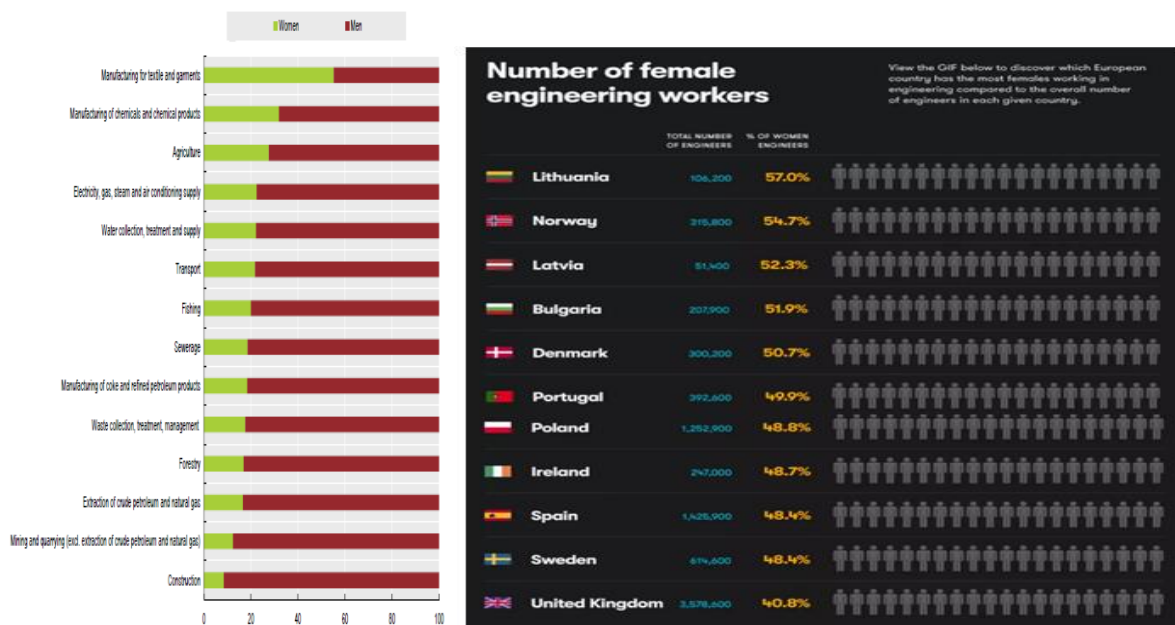


Figure 2. Nombre des femmes participant au développement des technologies (8).

Le pourcentage de femmes participant (en tant que spécialistes et techniciennes) au développement des technologies (activité inventive) reste faible. L'économie linéaire ne permet de satisfaire les préoccupations des femmes et ne pourrait pas d'offrir d'importantes possibilités aux femmes en termes d'emplois.

8. Modèle Économie circulaire

« Système de production, et de consommation visant à optimiser l'utilisation des ressources à toutes les étapes du cycle de vie d'un bien ou d'un service, tout en réduisant l'impact environnemental et en contribuant au bien-être des individus et des collectivités ».

L'économie circulaire promeut une approche novatrice et durable de la croissance. Afin que

cette révolution économique s'opère efficacement, tous les acteurs sont appelés à se mobiliser et à prendre part à cette transition. Elle actionne ainsi trois moteurs qui s'imbriquent : **la croissance, l'innovation, la collaboration (9).**

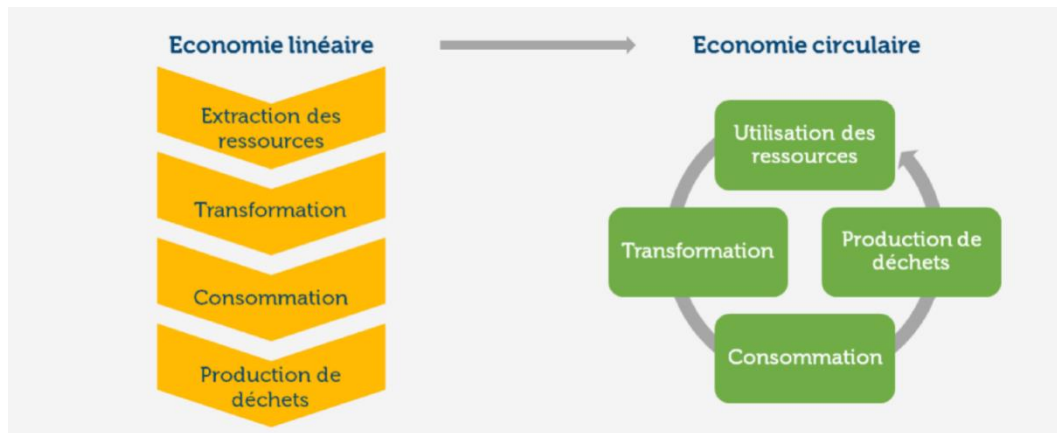


Figure 3. Schéma de comparaison entre l'économie linéaire et l'économie circulaire

L'économie circulaire est un circuit fermé de la matière et il permet :

- D'optimiser l'utilisation de la matière du berceau à la tombe (éco-conception, recyclage, réutilisation),
- D'augmenter la durée de vie des produits (économie de la fonctionnalité, réparation, réemploi).
- De limiter les pertes induites en ressources en optimisant leur circulation au niveau territorial (circuits courts, écologie industrielle).
- Créer des éco-activités, c'est-à-dire des activités dont la finalité est la protection de l'environnement.
- Développent des procédés moins polluants, moins émetteurs de gaz à effet de serre ou moins consommateur de ressources.
- La valorisation des déchets en tant que ressources.

9. Le rôle des femmes dans l'économie circulaire

L'économie circulaire nous offre d'incroyables possibilités d'introduire de nouvelles normes éthiques dans le monde des affaires et d'affiner l'équilibre entre profit et responsabilité sociale. Les femmes leaders dans divers secteurs d'activité ont déjà prouvé qu'elles étaient prêtes à faire un effort supplémentaire pour parvenir à des pratiques commerciales plus durables, associées à un impact social positif.

Il existe un certain nombre d'exemples inspirants d'entreprises innovantes, socialement sensibles et intelligentes sur le plan climatique créées par des femmes et des jeunes filles. **Otro Tempo**, en Espagne, transforme l'huile de cuisson usagée en biodiesel tout en employant et en autonomisant des femmes victimes de violences sexistes. **Bee Urban**, en Suède, fournit des services tels que des ruches pour la pollinisation, des jardins de biodiversité et des fermes sur les toits. Ces femmes proactives agissent à la fois contre le changement climatique et les disparités économiques et de genre **(13).**

Jusqu'à présent, le travail sur l'économie circulaire s'est largement concentré sur les aspects environnementaux et commerciaux de la circularité, tandis qu'il y a eu peu d'analyse des implications sociales, en particulier le rôle des femmes dans la conduite des transformations nécessaires dans l'économie circulaire, les compétences nécessaires et l'impact sur les opportunités des femmes. Comme le soulignent **Murray et al.** L'équité intergénérationnelle et l'égalité des chances sociales sont souvent absentes des conceptualisations existantes de l'économie circulaire **(14)**.

Engager les femmes dans l'économie circulaire se fait par :

- La sensibilisation à la consommation durable et en les encourageant à participer à des rôles de direction et de gestion - est indispensable pour créer de bons systèmes circulaires.
- La participation à des rôles de direction et de gestion - est indispensable pour créer de bons systèmes circulaires. Une évolution vers une économie circulaire peut être conçue pour encourager l'égalité des sexes. Dans le cadre du mouvement de l'économie circulaire s'offre l'occasion d'autonomiser les femmes.

Le mouvement de l'économie circulaire offre une opportunité pour autonomiser les femmes (15).

10. Conclusion

La garantie de l'égalité femmes-hommes et la réponse aux diverses préoccupations qui affectent la population la plus vulnérable renforcent non seulement la justice sociale, mais contribue également à la gestion des impératifs économiques et environnementaux. Par ce travail, on montre que l'approche intégrée de l'égalité femmes-hommes et de la durabilité environnementale dans tous les domaines et secteurs de la politique publique est nécessaire

Et à la fin, l'égalité femmes-hommes reste la partie manquante de la solution au changement climatique. Travaillons ensemble pour faire du lien entre l'égalité hommes-femmes et l'environnement une force de transformation pour nos économies et nos sociétés, afin qu'elles soient plus durables.

Références Bibliographiques

1. Tissier-Desbordes, E., & Kimmel, A. J. (2002). Sexe, genre et marketing, définition des concepts et analyse de la littérature. *Décisions marketing*, 55-69.
2. Bisilliat, J. (2000). La dynamique du concept de genre dans les politiques de développement en Afrique. *Afrique contemporaine*, (196), 75-82.
3. Bizimana, S. C. (2019). Intégration de la Dimension Genre dans les Politiques Environnementales au Burundi. *Revue Ethique et Société*, 15(1-2), 70-97.
4. Le Goff, J. M. (2005). Maternité et parcours de vie: l'enfant a-t-il toujours une place dans les projets des femmes en Suisse? (Vol. 4). Peter Lang.
5. BIRON, N. (2020). L'art de se remettre en question. Vecteur Environnement.
6. Said, R. A. S. L'entrepreneuriat vert en Algérie: Une nouvelle opportunité pour la production nationale.
7. Lauwerier, T. (2017). L'éducation au service du développement. La vision de la Banque mondiale, de l'OCDE et de l'UNESCO. *L'éducation en débats: analyse comparée*, 8, 43-58.
8. Cheng, C., Ren, X., Dong, K., Dong, X., & Wang, Z. (2021). How does technological innovation mitigate CO2 emissions in OECD countries? Heterogeneous analysis using panel quantile regression. *Journal of Environmental Management*, 280, 111818.
9. Doré, G. (2020). I. Économie de proximité, économie circulaire et écologie industrielle et territoriale. In *Prospective et co-construction des territoires au XXIe siècle* (pp. 153-162). Hermann
10. Floret, L. (2021). La mise en œuvre opérationnelle de l'économie circulaire dans l'urbanisme: entre leviers et freins.

11. Claire TUTENUIT(2018). Les métiers de l'économie circulaire : du chiffonnier au start-uper... en passant par l'ingénieur, Juillet 2018.
12. Agence de l'environnement et de la Maitrise de l'Energie. (2017). L'économie circulaire. En ligne <https://www.ademe.fr/expertises/economie-circulaire>
13. Anderson, A. (2018). Tainted souls and painted faces. Cornell University Press.
14. Haynes, K., & Murray, A. (2015). Sustainability as a lens to explore gender equality: A missed opportunity for responsible management. Integrating Gender Equality into Management Education. Sheffield: Greenleaf.
15. El Wali, M., Golroudbary, S. R., &Kraslawski, A. (2021). Circular economy for phosphorus supply chain and its impact on social sustainable development goals. Science of The Total Environment, 777, 146060.



BOUGHERARA Saliha
YAHIAOUI Karima

Maitre de conférences classe A en génie des procédés, chargée de cours et TD des modules : risques physiques industriels et intoxication industrielles, réacteurs homogènes et transfert de chaleur et de masse,
Doctorat spécialité génie de l'environnement, magistère et ingéniorat en traitement des eaux et des effluents industriels, DEA en technologie alimentaire.
Travaux sur : ACV ; éco-conception , économie circulaire, traitement des effluents industriels, valorisation des déchets, HSE
Ex inspectrice principale en contrôle de qualité et répression des fraudes au sein de la DCW de Boumerdes.

Mob : 0552 60 64 76

Email : [s.bougherara@univ-boumerdes.dz/](mailto:s.bougherara@univ-boumerdes.dz)
sbougherara2019@gmail.com

Femme et objectifs du développement durable

1. Introduction

Dans le passé, les droits de l'homme ont été conceptualisés d'une façon qui ne tenait pas compte de la vie des femmes ni du fait qu'elles étaient quotidiennement aux prises avec la violence, la discrimination et l'oppression. Jusqu'à une date relativement récente, l'expérience des femmes n'a donc pas été convenablement prise en compte par le système de protection des droits de l'homme. Les militants, les mécanismes de défense des droits de l'homme et les États ont beaucoup fait pour que le système de protection des droits de l'homme se développe et s'adapte pour comprendre les dimensions sexospécifiques des violations des droits fondamentaux en vue de mieux protéger les femmes. Effectivement, pour faire en sorte que les femmes puissent jouir de leurs droits fondamentaux, il faut avoir une idée d'ensemble des structures sociales et rapports de force sous-jacents qui façonnent et modifient la capacité des femmes d'exercer leurs droits. Ces structures de pouvoir pèsent sur tous les aspects de la vie, depuis la législation et la vie politique jusqu'aux politiques économiques et sociales ou à la vie de la famille et de la communauté. [1]

2. Le droit des femmes à un niveau de vie suffisant

Le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels fait état du droit de toute personne à un niveau de vie suffisant pour elle-même et sa famille, y compris une nourriture, un vêtement et un logement suffisants (art. 11). Les droits des femmes en matière de terres, de biens, de nourriture, d'eau et d'assainissement, ainsi que leur droit au travail et à la sécurité sociale, sont intrinsèquement liés au droit à un niveau de vie suffisant. Tous ces droits sont garantis par le droit international, y compris le droit de jouir de ces droits sur un pied d'égalité avec les hommes et sans discrimination.

3. Genre et développement

Le concept de développement s'inspire de la définition que Jean-Pierre Olivier de Sardan donne à cette notion à savoir « l'ensemble des processus sociaux induits par les opérations volontaristes de transformation d'un milieu social, entreprises par le biais d'institutions ou d'acteurs extérieurs du milieu mais cherchant à le mobiliser, et reposant sur une tentative de greffe de ressources et/ou techniques et/ou savoirs » [2] Cette approche méthodologique transcende le point de vue normatif et permet d'aborder aussi bien les dimensions politiques des projets de développement que les interactions possibles à l'intérieur de ceux-ci.

4. Approche de l'Intégration des femmes dans le développement (IFD)

C'est à partir de la réflexion de l'économiste danoise Ester Boserup que le courant de l'intégration des femmes au développement a été initié et s'est considérablement développé depuis les années 1980 et 1990 [3]. Elle porte un intérêt particulier à la question des femmes des pays en développement et pour cela, elle s'appesantit sur le recul de l'émancipation des femmes pendant la

colonisation et dans les processus de développement contemporains. En effet, le statut des femmes s'est dégradé à cause de plusieurs facteurs, dont l'utilisation de certains procédés agricoles modernes. Cette situation a introduit une division du travail défavorable aux femmes et provoqué un impact négatif des projets sur les agricultrices africaines qui, non seulement ne les aident pas à progresser, mais au contraire diminuent leurs profits et les dépossèdent de leurs maigres avantages.[4]

5. Les femmes et les Objectifs de développement durable (ODD)

L'égalité des sexes est un droit. La réalisation de ce droit est le meilleur moyen de surmonter certains des défis les plus urgents de notre époque – depuis les crises économiques et l'insuffisance des soins de santé jusqu'aux effets du changement climatique, la violence à l'égard des femmes et l'intensification des conflits.

D'un côté les femmes sont plus touchées par ces problèmes, mais de l'autre, elles disposent également des idées et du leadership nécessaires pour les résoudre. La discrimination basée sur le genre continue à empêcher un grand nombre de femmes d'avancer, et notre monde s'en trouve lui-même pénalisé.

Le Programme phare de développement durable à l'horizon 2030 et ses 17 Objectifs de développement durable (ODD), que les leaders mondiaux ont adoptés en 2015, constituent une feuille de route visant des avancées qui sont durables et ne laissent personne pour compte. L'instauration de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes fait partie intégrante de chacun des 17 Objectifs. Ce n'est qu'en garantissant les droits des femmes et des filles dans l'ensemble des objectifs que nous parviendrons à assurer la justice et l'inclusion, à développer des économies qui bénéficient à toutes et tous et à préserver l'environnement que nous partageons, aujourd'hui et pour les générations futures.[5]

6. Femme et ODD : Enjeux internationaux

A partir de la Conférence internationale de Mexico pour les femmes, organisée par les Nations unies en 1975, le constat est fait que ces inégalités constituent une entrave à la démocratie, à la paix et au développement. Ces thèmes seront au cœur de la Décennie des Nations unies pour les femmes (1976-1985), ponctuée par deux autres conférences mondiales pour les femmes : Copenhague en 1980 et Nairobi en 1985. A la Conférence mondiale sur l'environnement et le développement de 1992, connue sous le nom *Sommet de la Terre* à Rio, un *Agenda 21 des femmes pour une planète en bonne santé et en paix* vient compléter l'Agenda 21 adopté à la Conférence.

Le principe 20 du Programme d'action de la Conférence de Rio indique que *les femmes ont un rôle vital dans la gestion de l'environnement et le développement, leur pleine participation est essentielle à la réalisation d'un développement durable*. Le chapitre 24 de l'Agenda 21, qui porte sur *le rôle et le statut des femmes dans le développement*, demande aux gouvernements de mettre en œuvre avant l'an 2000 *des stratégies visant à éliminer les barrières politiques, juridiques, administratives, culturelles, comportementales, sociales et économiques qui empêchent la pleine participation des femmes dans le processus de développement et la vie publique...*

En 1995, le programme d'action de la Conférence de Pékin pour les femmes (la quatrième organisée par les Nations unies), dit "Plate-forme de Pékin", liste douze engagements précis. Ces

douze "points critiques" font l'objet de recommandations à mettre en œuvre par les Etats, l'Union européenne et les Nations unies :

- Lutter contre la pauvreté croissante des femmes.
- Egal accès à l'éducation et la formation.
- Egal accès aux soins.
- Lutter contre la violence à l'égard des femmes.
- Combattre les effets des conflits armés.
- Egalité au sein des structures et politiques économiques.
- Partage du pouvoir et de la prise de décision.
- Mécanismes institutionnels de promotion de la femme.
- Respect des droits fondamentaux.
- Lutter contre l'image stéréotypée de la femme et l'inégal accès dans la communication.
- Egal accès à la gestion des ressources naturelles et la préservation de l'environnement.
- Droits fondamentaux des petites filles.

En 2000, les Nations Unies lancent les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD). L'Objectif N° 3 vise à promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes.

En 2002, le plan d'action du Sommet mondial du développement durable, organisé à Johannesburg, recommande l'élaboration d'indicateurs nationaux liés à l'équité hommes-femmes, tandis que les femmes, à nouveau, élaborent leur propre Agenda 2015 des femmes.

Ces avancées ont été rendues possibles grâce à la mobilisation, dans le monde entier, d'innombrables groupes et mouvements de femmes (comme la *Marche mondiale des femmes*), d'ONG et de syndicats, sur le terrain, dans les négociations internationales et en matière de recherches et d'innovations. Ainsi *l'écoféminisme* étudie les liens entre néolibéralisme, atteintes à la nature et marginalisation des femmes ; allant au-delà de la conception initiale *femmes et développement*, l'approche « genre » analyse les relations sociales entre hommes et femmes, proposant des méthodes concrètes pour réduire les inégalités. Au Sommet de la Terre à Rio, un *Agenda 21 des femmes pour une planète en bonne santé et en paix* est venu compléter le plan d'action officiel, suivi en 2002 par *l'Agenda 2015 des femmes*, après le Sommet mondial du développement durable.[6]

7. Exemples de quelques projets avec contribution de la femme aux ODD

Exemple 1

Selon le rapport technique de L'Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel (*ONUDI*) est l'initiatrice du projet : « **Promouvoir l'autonomisation des femmes pour un développement industriel inclusif et durable dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord** ». Ce projet, financé par le gouvernement italien et labellisé par l'Union pour la Méditerranée (UpM), vise à améliorer l'intégration économique des femmes et à créer ainsi les conditions d'une croissance durable et inclusive dans la région **MENA**, en exploitant le fort potentiel des femmes entrepreneurs en Égypte, en Jordanie, au Liban, au Maroc, en Palestine et en Tunisie.

Le projet s'inscrit dans le cadre tracé par les Objectifs de Développement Durable (ODD) récemment adoptés, à savoir, ODD 1 : « Éliminer l'extrême pauvreté et la faim », ODD 5 : « Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles », ODD 8 : « Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous », ODD 9 : « Bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et encourager l'innovation » et ODD 16 : « Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes à tous aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous », et faisant une analyse des données recueillies auprès de 1210 femmes entrepreneures dans 6 pays du **MENA** : Egypte, Jordanie, Liban, Tunisie, Maroc et Palestine.

Le questionnaire d'enquête a été administré en ligne par l'intermédiaire de six associations de femmes dans les pays concernés par l'étude. Par son ampleur et son approche, l'enquête apparaît originale et informative.

Les résultats des analyses apparaissent particulièrement intéressants et débouchent sur une série de recommandations de nature à orienter les politiques publiques et les stratégies des parties prenantes en faveur d'une promotion et du développement d'un entrepreneuriat féminin durable et créateur de richesses économiques et sociales.[7]

➤ **Les femmes entrepreneures de l'échantillon**

Les femmes entrepreneures de l'échantillon sont plutôt jeunes (âge moyen d'environ 40 ans), majoritairement diplômées des universités, à l'exception des libanaises et ont une ancienneté dans leurs activités entrepreneuriales proche de 10 ans. Elles ont créé leurs entreprises pour la grande majorité (entre 65% et 83%) ou ont rejoint l'entreprise familiale pour la diriger.

Les motivations entrepreneuriales des répondantes sont positives et concernent l'identification d'opportunités d'affaires, les besoins d'accomplissement, l'indépendance, de liberté ou encore le sentiment d'avoir les compétences nécessaires. Les répondantes libanaises déclarent des motivations plus négatives liées à la nécessité d'entreprendre pour sortir de situations personnelles difficiles.

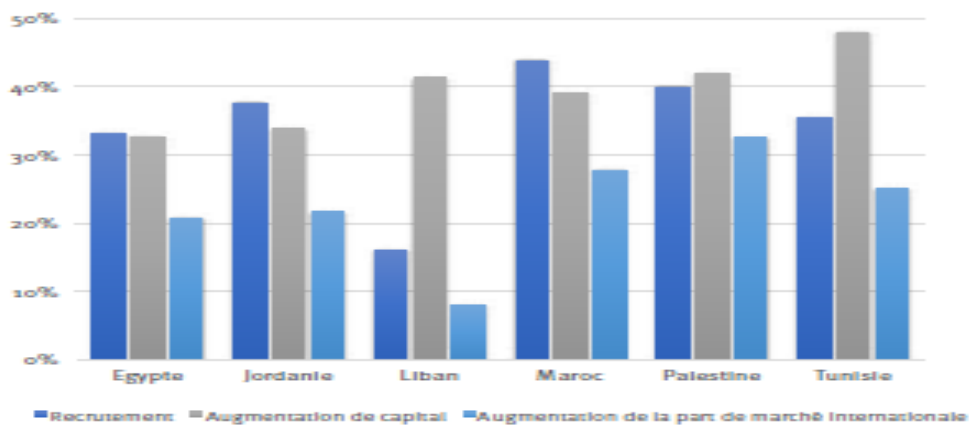
Les répondantes investissent beaucoup de temps dans leur entreprise, le temps de travail moyen pour la majorité d'entre elles étant compris entre 30h et 50h. 39% des femmes entrepreneures libanaises et 31% des tunisiennes passent plus de 50h dans leurs entreprises. Ce niveau d'engagement n'a pas d'après les résultats de l'enquête d'impact négatif sur la vie familiale.

D'une manière générale, les femmes entrepreneures observées ne perçoivent pas de rémunération régulière de leurs entreprises et déclarent avoir recours souvent à d'autres activités salariales pour compléter leur revenu. Deux groupes de pays s'opposent sur ce point : ceux dans lesquels les répondantes recourent le plus à ce complément, Jordanie (49.3%), Egypte (46.9%) et Palestine (42.5%) et ceux dans lesquels elles y font nettement moins appel, Liban (17.1%), Tunisie (22.8%) et Maroc (27.5%).

Les femmes entrepreneures de l'échantillon déclarent très majoritairement bénéficier de soutiens dans leurs activités entrepreneuriales, principalement de la famille et à un degré moindre

des amis et collègues. Le réseau associatif et les institutions financières participent également de ce soutien, mais à une échelle beaucoup plus modeste, sauf pour le Maroc et le Liban (lié, dans ce pays, à l'orientation micro-crédit de l'association partenaire). Entre 25% et 50% des répondantes ont eu accès à des mentors et toutes ont bénéficié d'un appui ou d'une assistance afin de les aider à résoudre des problèmes et à développer des compétences utiles.[7]

FIGURE 1: OBJECTIFS DE CROISSANCE DES FEMMES ENTREPRENEURES (% DES RÉPONDANTES)



Exemple 2

Le Groupe de la Banque mondiale, le PNUD, ONU Femmes et le Wharton School Zicklin Center ont lancé le concours [SDGs&Her](#) en avril 2018. Destiné aux femmes qui dirigent des microentreprises dans le monde entier, ce concours en ligne les invitait à décrire de quelle manière leur activité contribuait à un ou plusieurs ODD. Le jury vient de distinguer les deux lauréates parmi les quelque 1200 femmes originaires de 88 pays qui ont pris part à la compétition.

La première place est revenue à Lucy Odiwa, une entrepreneuse de la ville portuaire de Tanga, en Tanzanie. Son entreprise, **Womenchoice Industries**, promeut des méthodes de gestion de l'hygiène menstruelle plus saines et plus durables. Elle a produit et distribué plus d'un million de serviettes hygiéniques réutilisables — *Salama Pads* — à plus de 20 000 élèves âgées de 13 à 19 ans, tout en favorisant l'autonomisation de 6 000 femmes des localités environnantes en leur apprenant comment fabriquer ces protections. L'entreprise de Lucy assure aussi des sessions d'information et de conseil sur la gestion de l'hygiène menstruelle dans les écoles locales afin d'améliorer l'assiduité et les résultats scolaires des filles qui, souvent, restent à la maison quand elles ont leurs règles. Ces sessions contribuent aussi à atténuer le malaise psychologique et social inutile qui accompagne fréquemment le fait d'évoquer la menstruation en public. Grâce à ses activités, Lucy contribue à l'atteinte de l'ODD 3 (Bonne santé et bien-être) et de l'ODD 4 (Éducation de qualité).[8]

Exemple 3

Cap vers le nord-ouest, au Kenya voisin, où, à un millier de kilomètres de Lucy, la seconde lauréate est à la tête de l'entreprise Mukuru Clean Stoves. Charlot Magayi fabrique des cuisinières plus efficaces, fiables et abordables à partir de déchets métalliques recyclés. Ces fourneaux réduisent la consommation de combustible de plus de 30 %, les émissions de fumées toxiques de plus de 50 % et elles sont 75 % moins chères que les poêles qui brûlent du bois, du charbon de bois ou des déchets

agricoles. Le travail de Charlot réduit ainsi la pollution (ODD 13) et favorise des conditions de travail décentes (ODD 8) pour les femmes qui travaillent ou cuisinent à la maison. [8]

Exemple 4 : Cas de l'Algérie

Selon **Algérie presse service**, un débat est tenu le 11 et 12 décembre 2021 à Alger porté sur le **rôle de la femme algérienne dans le développement de l'économie nationale, afin de lever les disparités entre le discours et la réalité**, dont quelque 3.500 participants, 500 très petites entreprises (TPE) et 350 sociétés VIPS, sont attendus pour ce forum, tenu au Centre international des conférences (CIC) Abdelatif-Rahal, sous le haut patronage du président de la République, Abdelmadjid Tebboune.

Au cours des deux jours du forum, les échanges, organisés en sept panels, portaient sur des thématiques aussi riches que variées.

Il s'agit de "Femme et Gouvernance : la femme dans la société algérienne et sa présence dans l'échiquier de décision politique et économique", "Femme et Education, formation et employabilité : la femme dans la création de pôles d'excellence et de passerelles entre l'université et le monde du travail", "Femme et Climat des affaires : de la réforme financière à la créativité dans l'offre pour encourager l'investissement féminin", "Femmes et Diversification de l'économie : la femme dans les encouragements vers le développement local et le développement durable", "Femme et Economie verte : la femme, acteur principal dans le succès de la transition vers l'économie verte", "Femmes et le numérique : la femme, facteur important dans la promotion de l'attractivité des métiers du numérique au près des femmes", et "Femmes et Culture".

L'objectif de la rencontre vise, notamment, à travers un échange autour de la problématique de l'implication de la femme et de son apport au développement économique et social, à "revisiter le chemin parcouru dans le processus d'émancipation de la femme algérienne, et de situer la place et le rôle joué par les femmes dans l'histoire contemporaine de l'Algérie", indiquent les organisateurs. Lever les pesanteurs socio-culturelles limitant les efforts de la femme. Cette introspection devra permettre, selon le texte de présentation du forum, de "situer la nature des contraintes, des causes et des forces contraires qui ont freiné l'avancée de la femme algérienne dans sa marche vers une plus grande implication dans le développement et l'émergence économiques du pays et vers plus d'égalité dans les rapports sociaux Hommes-Femmes".

Il s'agit aussi de "formuler des propositions concrètes visant à lever les disparités entre le discours et la réalité, entre les lois émancipatrices et les pesanteurs sociétales, et de situer les insuffisances de l'approche juridique dans le traitement des déséquilibres sociaux", et de "mettre en exergue les étapes franchies par la femme algérienne et les prouesses réalisées dans tous les secteurs d'activités, aussi bien en Algérie qu'à l'étranger".

Il est attendu aussi de la rencontre de "se prononcer sur la pertinence de la politique des quotas dans l'implication des femmes et ses limites, de préciser les secteurs chargés de la mise en œuvre des solutions préconisées étalées sur un calendrier défini, de proposer la mise en place, à un haut niveau, d'un cadre de suivi de la mise en œuvre des mesures et des actions proposées, de proposer les amendements nécessaires aux lois du travail en vue de garantir un réel égal accès à l'emploi et aux postes de responsabilité pour les femmes et les hommes"

8. Conclusion

Par leur présence dans tous les domaines de la vie, les **femmes** contribuent de manière significative à la mise en œuvre de l'Agenda 2030 » et en particulier à l'atteinte de ses 17 **Objectifs de développement durable** (ODD), le programme le plus ambitieux jamais adopté par la communauté internationale.

Références bibliographiques

1. les droits de femmes sont les droits de l'homme nations unies 2014 / HR/PUB/14/2
PUBLICATION DES NATIONS UNIES
ISBN 978-92-1-254182-2
E-ISBN 978-92-1-056790-9
2. Jean-Pierre Olivier de Sardan 1995 Anthropologie et développement: Essai en socio-anthropologie du changement social January 1995 Africa 68(2) DOI:10.2307/1161283/
<https://www.researchgate.net/publication/32972912>
3. Bähr Caballero & Florence, 2006 Reproduction contre accumulation : pour une nouvelle intégration des problématiques « femmes » et « développement » *Université Catholique de Louvain, Belgique*. La mondialisation contre le développement durable, P.I.E. Peter Lang, Bruxelles, Bern, Berlin, Frankfurt AM Main, New York, Oxford, Wien., Pp. 163-180.
4. Rathgeber, E. (1994). WID, WAD, GAD. Tendances de la recherche et de la pratique dans le champ du développement. Dans H. Dagenais, & D. Piché, *Femmes, féminisme et développement* (pp. 73-95). Montréal et Kingston: Mac-Gill-Queen's University Press.
5. Site Internet : www.unwomen.org/fr
6. <http://www.adequations.org>
7. <http://www.enterprisesurveys.org/Data/ExploreTopics/gender#middle-eastnorth-africa>
8. www.banquemondiale.org, Des femmes prennent l'initiative pour réaliser les Objectifs de développement durable, publié par MAHMOUD MOHILDIN le 21 septembre 2018

Annexe 1. COMPTE RENDU DE LA CONFERENCE

L'Association nationale , Eco-conception , Analyse de Cycle de Vie et Développement Durable (ANEADD) affiliée au Réseau des Clubs UNESCO en Algérie en partenariat avec le Réseau Algérien d'Economie circulaire, Laboratoire de Recherche en Technologie Alimentaire /Université de Boumerdès (LRTA), Association de volontariat Touiza de la wilaya D'Alger, Association Écologique de Boumerdès et La Bibliothèque Principale de Lecture Publique Abderrahmane BENHAMIDA-Boumerdes *ont organisé une conférence nationale sur "Egalité des genres dans la préservation de l'environnement, économie verte et développement durable"* les 18 et 19 -Janvier-2022.

Présentation de la conférence nationale

La conférence nationale a été encadré par

- Professeur LOUHAB Krim Directeur de La Chaire ALECSO / Université de Boumerdès) (Economie Circulaire et Développement Durable et président de l'association Nationale d'Eco-conception, Analyse de Cycle de vie et Développement Durable (A.N.E.A.D.D) et par le professeur YAHIAOUI Karima, enseignante UMBB et membre e l'association ANEADD.
- Présidentes du comité d'organisation : Dr BOUGHERARA Saliha, Dr DJOUAMDE Sonia
- Présidents du comité scientifique : Dr BLIZAK Djanet

OBJECTIFS

Les questions de genre aujourd'hui font de plus en plus partie des occupations de développement. Les organes de prise de décision dans la majorité des pays mettent davantage l'accent sur le genre, notamment la prise en compte de la femme.

Plusieurs initiatives (mécanismes et processus) globales et locales ont été entreprises dans plusieurs domaines (forêts, énergie, environnement, etc) pour garantir une gestion équitable des ressources de la planète et un développement durable de celle-ci.

Cet état des lieux nous amène à s'interroger sur ce que l'on risque de gager ou de perdre si l'approche genre est intégré dans ces initiatives de développement, aussi l'égalité de genre est-il indispensable pour le développement durable dans un environnement globalisant, interdépendant, et soumis à des défis majeurs ?

L'objectif de cette conférence est de

- Réfléchir sur l'importance de placer les femmes au centre des questions liant environnement et développement durable et leur rôle dans la gestion des ressources naturelles doit être reconnu et valorisé.
- Reconnaître le savoir-faire féminin en matière de gestion des ressources naturelles, mais aussi une maîtrise des impacts spécifiques des mauvaises pratiques adoptées par les femmes sur la dégradation de l'environnement.

A cet effet

Cinq questions ont été soumises à la réflexion des participantes

- Est-ce que les inégalités de genre sont-elles néfastes pour l'environnement ?
- Est-ce que la dégradation environnementale favorise les inégalités entre les sexes ?
- Peut-on parler de féminisme écologique ?
- Les femmes sont-elles en situation pour influencer les politiques environnementales ?
- Les hommes « au pouvoir » sont-ils prêts à entendre ce que les femmes font et préconisent pour lutter pour la préservation de la planète ?

DEROULEMENT

La conférence nationale, s'est déroulée en présentiel, et a comporté plusieurs séances plénières, des cours de formation et deux tables ronds.

L'auditoire de cette conférence, composé d'environ 100 personnes venues de différentes institutions et associations

- Experts et spécialistes nationaux (20 personnes),
- Représentants des institutions publiques (10 personnes),
- Représentants des organisations de la société civile (14 associations nationales et locales)
- Secteur universitaire (56 personnes - enseignants chercheurs, doctorants et étudiants).

Il est important de savoir que toutes les séances plénières et les cours de formation ont été diffusés en direct (via google-meet) et enregistrés.

MARDI, 18 JANVIER 2022

Plusieurs conférences plénières ont été abordés par des experts de renom pendant la journée du mardi 18 janvier 2022, à savoir :

Plénière 1	Egalité des Genres et Bonne Gouvernance Environnementale pour le Développement Durable.	Mr Makhoukh Ouamer
Plénière 2	Contribution de genre dans la mise de l'économie circulaire, Eco-conception et Eco-innovation	Pr Louhab krim
Plénière 3	Entrepreneuriat & employabilité des femmes dans l'économie verte	Dr Mme Daoudi Mounia
Plénière 4	Renforcement de la formation du genre dans le milieu scolaire pour lutter contre le changement climatique	Pr Mme Yadi Baya
Plénière 5	Contribution de la femme algérienne dans le domaine de la science (innovation, brevet...) : Cas des Biotechnologies	Pr Mme Gana Salima
Plénière 6	Le rôle de la mère dans l'éducation environnementale	Dr Mme Blizak Djanet

Les sessions développées lors de cet événement étaient en lien direct avec les enjeux actuels de l'intégration des femmes à l'économie circulaire

Par ailleurs et suite aux interventions magistrales, un panel a été reconstruit pour la table ronde modéré par Mme N. Debbagh, chef de rédaction de la radio de Boumerdes. Il visait à explorer sous plusieurs angles les aspects de l'égalité des genres.

Plusieurs points importants ont été débattu, dont quelques témoignages ont été bien souligné par les intervenants, à savoir :

La première conférence de Mr Makhoukh a montré que plusieurs pays considèrent que les femmes sont en première ligne pour remédier à la dégradation de l'environnement et faire face à la pollution, aux catastrophes naturelles et au changement climatique. Seulement, l'ampleur de l'intégration de la dimension de genre dans les politiques de développement durable varie considérablement d'un pays à l'autre. Ceci indique l'importance de garantir l'accès des femmes aux terres et aux ressources productives, et au contrôle sur celles-ci, ainsi que de leur voix et leur participation à la prise de décision et à l'action en matière de développement durable à tous les niveaux.

Par ailleurs, Mme Yadi a bien signalé que l'école joue un rôle déterminant dans la réduction des inégalités filles-garçons. Pour favoriser une éducation non genrée, il faut soit rendre compte des différences. Elle rajoute que Les stéréotypes de genre ne sont pas des représentations totalement rigides et immuables. Ils se transmettent tout simplement. L'école peut les renforcer ou aider à les dissoudre. A cet effet, l'éducation dans la famille d'abord et ensuite à l'école demeure une exigence indispensable pour réduire les inégalités structurelles qui sont souvent associées aux restrictions.

À propos de l'égalité des genres avec l'économie verte, selon Dr Mme Daoudi Mounia il est utile de dresser un état des lieux de l'économie verte en Algérie, et définir les filières à fort potentiel en abordant les mécanismes d'intégration e la femme dans cette économie prometteuse.

Concernant la gestion de l'eau, selon Pr Mme Halouane Fatma il est important de préparer les outils de formation et de sensibilisation sur le genre et la gestion de l'eau. Il faudrait identifier les besoins et les groupes cibles prioritaires. Sur la base de ces informations, des outils de base nécessaires à la sensibilisation sur le genre et la gestion des ressources en eau seront élaborés.

Aussi, Mme Kebbouche - Gana a déclaré qu'il serait judicieux de d'encourager les femmes à s'engager dans la recherche scientifique ; étant donné que les statistiques ont révélé que les femmes présentent un potentiel de créativité et d'innovation non négligeable. Et la disparité entre les genres pourrait installer un cercle vicieux ou même provoquer des biais dommageables.

A la fin, l'ensemble des intervenants ont approuvé que les tâches accordées aux femmes doivent converger avec sa physionomie et sa capacité.

Table ronde

Table ronde 1	Economie circulaire et égalité des genres : stratégies et mise en place des outils d'application	Animation Mme DEBAGH Nadia
Table ronde 2	Economie circulaire et égalité des genres : quels enjeux pour le développement durable ?	

Le débat dans Les tables rondes était sur la pertinence d'une approche genre en matière d'environnement et de développement durable à travers les questions suivantes.

- Quelle est la perception des hommes sur l'Egalité des genres en sciences et techniques environnementales
- Existe-t-il entre les femmes et les hommes une reconnaissance réciproque des capacités et savoirs respectifs ?
- Quelle est l'apport de l'Egalité des genres dans la répartition des rôles, des pouvoirs et du savoir entre les hommes et les femmes ?
- Quels bénéfices tirent les hommes et les femmes de ces différents rôles ?
- Existe-t-il des différences quantitatives ou qualitatives entre l'eau, la terre et la forêt dont disposent les hommes et la part de ces mêmes ressources dont disposent les femmes ?
- Les femmes ont-elles les mêmes opportunités d'accès et de contrôle sur les ressources naturelles que les hommes ? Ont-elles accès à la formation, à l'information et aux technologies appropriées concernant la gestion des ressources naturelles ?
- Quelles sont les barrières auxquelles sont confrontées les femmes pour accéder et exercer un contrôle sur les ressources naturelles ? Quel est l'apport de l'Egalité des genres pour surmonter ces barrières
- Les femmes ont-elles des contraintes pour participer à des activités d'information, sensibilisation, vulgarisation et formation concernant l'environnement ?
- Quelle est la perception des femmes à l'égard de l'utilisation et la conservation des ressources ? Quelle est la perception des hommes à l'égard de l'utilisation et la conservation des ressources ? Quels sont les points d'accords et de désaccords entre les deux perceptions ? Comment en tirer profit pour assurer une gestion durable selon le genre des ressources naturelles ?

Globalement, le débat a duré une heure de temps et a fait ressortir **les recommandations suivantes** :

- Des efforts concertés sont nécessaires pour élargir les perspectives et approfondir l'analyse des questions concernant l'intégration de la femme à l'économie circulaire.
- Encourager respect et la promotion de l'égalité des chances pour les femmes et pour les hommes
- Elaborer des stratégies d'insertion spécifique aux femmes.
- Créer une cartographie des liens entre l'égalité femmes-hommes et l'environnement
- Renforcer les activités entrepreneuriales, l'accès aux financements

- Création d'une feuille de route pratique pour aider les pays à mettre en œuvre de l'égalité hommes-femmes
- Trouver une Formule pour accélérer la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 en faisant participer la femme
- La lutte contre l'inégalité de genre - y compris en ce qui concerne l'accès aux ressources naturelles et le contrôle de celles-ci, accélère l'impact des politiques de développement durable.
- Le remplacement des lois, règlements et politiques discriminatoires à l'égard des femmes par des lois, règlements et politiques favorisant l'égalité de genre peut contribuer à la réalisation des objectifs de développement durable (ODD).
- Permettre la participation des femmes, y compris à la prise de décision par celles-ci à tous les niveaux constitue une étape importante, mais souvent négligée, vers des politiques efficaces et transformatrices liées au Programme de développement durable à l'horizon 2030 et aux ODD.

En conséquence et afin de pouvoir concrétiser les objectifs et les recommandations cités ci-dessus, un groupe de travail : **femme et économie circulaire** a été créé. Aussi il a été décidé d'organiser un Webinaire : **femme et économie circulaire**

MERCREDI, 19 JANVIER 2022

Pour but de renforcer les compétences pour la promotion de l'Egalité des genres dans le domaine de l'environnement et de développement durable au sein des associations, une formation abordant 04 cours de 1h30 chacun, dispensée par des experts, avec des quiz et des exercices d'application pour l'ensemble des apprenants :

Cours 1	Genre dans le contexte du changement climatique	Pr Mohammedi Kamel
Cours 2	Intégration du Genre dans la Gestion de l'Eau	Dr Ouazane Naima
Cours 3	Genre et gestion des déchets et les produits chimiques	Dr Boumechhour Fatima
Cours 4	Intégration du genre dans les évaluations environnementales	Dr Baloul Hakim

But de la formation : la formation aux thèmes cités précédemment vise à renforcer les compétences pour la promotion de l'Egalité des genres dans le domaine de l'environnement et de développement durable au sein des associations

Cours 1 : Genre dans le contexte du changement climatique

Il est connu que les impacts des changements climatiques ne sont pas vécus de la même façon par les femmes et les hommes, et ceux-ci ont des rôles différents à jouer dans l'atténuation es GES à l'origine du réchauffement planétaire. Ce cours a permis d'élaborer un argumentaire sur l'importance des liens entre le genre et le changement climatique. De même, comment les femmes peuvent apporter des contributions spécifiques à

l'atténuation et l'adaptation au changement climatiques, selon chaque contexte. Des outils pratiques et un logiciel de formation ont été présentés.

Cours 2 : Intégration du Genre dans la Gestion de l'Eau

Les femmes et les hommes sont généralement responsables au niveau du ménage des tâches diverses qui se rapportent à l'eau et à tous les niveaux, ils ont aussi un accès distinct et généralement inéquitable aux ressources en eau ainsi qu'aux instances de prise de décision en matière hydraulique.

Le cours présenté a démontré que la parité du genre garantit que la créativité, l'énergie et la connaissance chez les deux sexes contribuent à rendre les systèmes de l'eau et les écosystèmes plus durables ; et les avantages et les coûts qui relèvent de l'usage de l'eau reviennent d'une façon équitable à tous les groupes.

Aussi, la conférencière a montré que L'intégration efficace du genre dans la gestion d'eau pour l'amélioration durable des conditions de vie peut être défini comme un processus d'évaluer les implications des femmes et des hommes d'une quelconque action prévue, y compris la législation, les politiques ou programmes, dans n'importe quel secteur et à tous les niveaux.

Cours 3 : Genre et gestion des déchets et les produits chimiques

On sait que les déchets dangereux sont potentiellement dommageables pour l'environnement et doivent par conséquent faire l'objet d'un contrôle. L'élimination de toutes les substances toxiques ou dangereuses doit se faire en conformité avec la réglementation en vigueur.

Deux grands aspects complémentaires ont été décrit pendant le cours, à savoir : l'importance de la participation égale des femmes à la gestion des produits chimiques ; et la nécessité de donner la priorité à la protection des femmes en tant que groupe très sensible aux effets néfastes de l'exposition aux produits chimiques

Cours 4 : Intégration du genre dans les évaluations environnementales

L'approche genre et développement, se fonde sur les relations femmes-hommes que détermine la société et non plus sur les femmes en tant que groupe. Le conférencier a déterminé la façon dont les hommes et les femmes peuvent participer à un projet, en profiter et en contrôler les ressources et les activités, dans une perspective de développement durable.

Ce cours a présenté les outils et les méthodes d'intégration du genre dans le développement et la gestion de l'environnement et de l'application de ces outils et méthodes dans le cadre de l'évaluation environnementale stratégique et de l'étude d'impacts sur l'environnement.

Après débats et discussions, les intervenants ont proposé d'autres journées d'étude.

La conférence nationale est clôturée vers 14h30

